

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA
REGLEMENTATION**

**RECUEIL DE TEXTES
RELATIF A L'ORGANISATION
PROFESSIONNELLE ET L'INTERPROFESSION
AGRICOLE**

JUIN 2012

I- LA COOPERATION AGRICOLE

ORDONNANCE

Ordonnance n°72-23 du 7 juin 1972 abrogeant et remplaçant les ordonnances n° 67-256 du 16 novembre 1967 modifiée et 70-72 du 2 novembre 1970 relatives relative au statut général de la coopération et de l'organisation pré coopérative, *p.618. JORA N° 51 du 27-06-1972*

DECRET EXECUTIF

Décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services, *p.993. JORA N° 37 du 17-09-1988*

Décret exécutif n° 89-53 du 18 avril 1989 modifiant le décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services, *p. 339. JORA N° 16 du 19-04-1989*

Décret exécutif n° 94-331 du 17 Joumada El Oula 1415 correspondant au 22 octobre 1994 modifiant et complétant le décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services. *p. 10. JORA N° 69 du 26-10-1994*

Décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles, *p.15. JORA N° 81 du 22-12-1996*

ARRETE MINISTERIEL

Arrêté ministériel du 10 mai 1997 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions d'agrément des coopératives agricoles ainsi qu'aux procédures et formalités de leur saisine, *p.16. JORA N° 71 du 29-10-1997*

II- LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

DECRETS EXECUTIFS

Décret exécutif n° 91-118 du 27 avril 1991 portant création de chambres d'agriculture de wilaya (CAW), *p. 559. JORA N° 20 du 01-05-1991*

Décret exécutif n° 91-393 du 22 octobre 1991 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 portant statut général des chambres d'agriculture, *p. 1690. JORA N° 52 du 27-10-1991*

Décret exécutif n° 91-394 du 22 octobre 1991 portant création de chambres d'agriculture de wilaya (CAW), *p. 1691. JORA N° 52 du 27-10-1991*

Décret exécutif n° 92-98 du 3 mars 1992 portant création de la chambre nationale de l'agriculture, *p. 406. JORA N° 18 du 08-03-1992*

Décret exécutif n° 92-379 du 13 octobre 1992 portant création de chambres d'agriculture de wilaya (CAW), *p. 1583. JORA N° 75 du 18-10-1992*

Décret exécutif n°05-435 du 8 Chaoual 1426 correspondant au 10 novembre 2005 portant création d'une chambre d'agriculture dans la wilaya de Tindouf, *p. 14. JORA N°74 DU 13.11.2005*

Décret exécutif n° 10-214 du 7 Chaoual 1431 correspondant au 16 septembre 2010 fixant le statut des chambres d'agriculture. *Page 24 JORA N°54 du 19.09 2010.*

ARRETE INTERMINISTERIEL

Arrêté interministériel du 11 Rajab 1432 correspondant au 13 juin 2011 fixant les modalités de mise en œuvre de l'article 62 de la loi de finances complémentaire pour 2010 relatif à la redevance instituée au profit des chambres d'agriculture. *Page 29. JORA N°42 du 31 juillet 2011*

ARRETES MINISTERIELS

Arrêté du 4 Chaâbane 1432 correspondant au 6 juillet 2011 fixant les conditions d'éligibilité et les modalités d'élection ou de désignation des membres des assemblées générales des chambres d'agriculture et de leurs conseils d'administration y compris la désignation de leurs présidents. *Page 36. JORA N°58 du 23 octobre 2011*

III- LA RECONNAISSANCE DE LA QUALITE D'AGRICULTEUR

DECRET EXECUTIF

Décret exécutif n° 96-63 du 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et les modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur, *p. 10. JORA N° 7 du 28-01-1996*

ARRETES MINISTERIELS

Arrêté du 25 mai 1996 fixant les modalités d'inscription des agriculteurs, de tenue des registres y afférents et le modèle de la carte professionnelle d'agriculteur, *p. 15. JORA N° 77 du 11-12-1996*

Arrêté du 28 avril 1997 modifiant l'arrêté du 25 mai 1996 fixant les modalités d'inscription des agriculteurs, de tenue des registres y afférents et le modèle de la carte professionnelle d'agriculteur, *p. 29 JORA N° 37 du 03-06-1997.*

Arrêté du 26 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 25 mai 1996 fixant les modalités d'inscription des agriculteurs de tenue des registres y afférents et le modèle de la carte professionnelle d'agriculteur, *p. 12. JORA N° 6 du 21-01-2001*

IV- L'INTERPROFESSION AGRICOLE

DECRETS EXECUTIFS

Décret exécutif n° 96-64 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant le cadre d'organisation de l'interprofession agricole, *p. 11. JORA N° 7 du 28-01-1996*

V- LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

LOI

Loi n° 12-06 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux associations, *p. 28. JORA N° 02 du 15-01-2012*

ARRETE

Arrêté du 09 octobre 1988 portant statuts types des associations, *p. 1285. JORA N° 49 du 30-11-1988*

VI- LA MUTUALITE AGRICOLE

ORDONNANCE

Ordonnance n°72-64 du 2 décembre 1972 portant institution de la mutualité agricole, *p. 1262. JORA N° 98 du 08-12-1972*

DECRETS EXECUTIFS

Décret exécutif n°95-97 du 1er Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995 fixant les statuts des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre-elles, *p.3. JORA N° 19 du 12-04-1995*

Décret exécutif n°97-150 du 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997 complétant le décret exécutif n°95-97 du 1er avril 1995 fixant les statuts des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre-elles, *p.10. JORA N° 28 du 11-05-1997*

Décret exécutif n°99-273 du 22 Chaâbane 1420 correspondant au 30 novembre 1999 modifiant le décret exécutif n°95-97 du 1er avril 1995 fixant les statuts des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre-elles, *p.3. JORA N° 86 du 05-12-1999*

ARRETE MINISTERIEL

Arrêté du 06 novembre 2000 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole CNMA, *p. 30. JORA N°81 du 30-12- 2000*

Arrêté du 23 novembre 2002 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole CNMA, *p. 18. JORA N°06 du 29.01.2003*

Arrêté du 20 décembre 2003 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole CNMA, *p. 25. JORA N°22 du 11.04.2004*

Arrêté du 7 juin 2005 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole CNMA, *p. 21. JORA N°80 du 11.12.2005*

Arrêté du 18 Moharram 1428 correspondant au 6 février 2007 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA). *p. 12. JORA N°19 du 21.03.2007*

Arrêté du 4 Joumada Ethania 1429 correspondant au 8 juin 2008 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA). *p.16. JORA N°50 du 07.09.2008.*

REGLEMENTS

Règlement n°95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995 portant dérogation en faveur de la caisse nationale de mutualité agricole pour effectuer des opérations de banque. *JORA N° 20 du 16-04-1995*

Règlement n°05-02 du 5 mars 2005 modifiant et complétant le règlement n°95-01 du 28 février 1995 portant dérogation en faveur de la caisse nationale de mutualité agricole pour effectuer des opérations de banque, *p. 20. JORA N°47 DU 06.07.2005*

Règlement n° 09-07 du 23 Dhou El Hidja 1430 correspondant au 10 décembre 2009 modifiant le règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995, modifié et complété, portant dérogation en faveur de la caisse nationale de mutualité agricole « CNMA » pour effectuer des opérations de banque. *Page 24 JORA N°15 du 07.03.2010*

DECISIONS

Décision n°11-01 du 3 février 2011 portant publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie, *p.32. JORA N°19 du 11.03.2011*

SOMMAIRE (Suite)

DECRETS, ARRETES, DECISIONS
ET CIRCULAIRESMINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA REFORME AGRAIRE

Décret n° 72-106 du 7 juin 1972 portant statut de la coopération agricole, p. 621.

Décret n° 72-107 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés de l'exécution des tâches temporaires de la révolution agraire au niveau de la wilaya, p. 627.

Décret n° 72-108 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés de l'exécution des tâches temporaires de la révolution agraire au niveau communal, p. 629.

Décret n° 72-109 du 7 juin 1972 portant modèle des contrats d'attribution au titre de la révolution agraire, p. 631.

Décret n° 72-110 du 7 juin 1972 portant modèles des arrêtés des walis relatifs à la nationalisation, à l'affectation et à l'attribution des terres et des moyens de production au titre de la révolution agraire, p. 636.

Décret n° 72-111 du 7 juin 1972 relatif à la prime d'installation au titre de la révolution agraire, p. 638.

Décret n° 72-112 du 7 juin 1972 relatif à la superficie des lots de terre attribuables au titre de la révolution agraire dans la wilaya d'Alger, p. 639.

Décret n° 72-114 du 7 juin 1972 portant application de l'ordonnance n° 72-22 du 7 juin 1972 relative à la cession des terres ou des lots de palmiers-dattiers des petits propriétaires absenteïstes au profit de leurs proches parents ou de l'Etat, p. 641.

Décret n° 72-116 du 7 juin 1972 réglementant la procédure d'appel devant les commissions de recours au titre de la révolution agraire, p. 641.

ACTES DES WALIS

Arrêté du 4 mai 1972 du wali de Tlemcen, portant autorisation de prise d'eau sur l'oued Tafna, p. 643.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Marchés — Appels d'offres, p. 643.

LOIS ET ORDONNANCES

Ordonnance n° 72-22 du 7 juin 1972 relative à la cession des terres ou de lots de palmiers-dattiers des petits propriétaires absenteïstes au profit de leurs proches parents ou de l'Etat.

AU NOM DU PEUPLE

Le chef du Gouvernement, président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu la charte de la révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire et notamment ses articles 168 et 247 ;

Ordonne :

Article 1^{er}. — Sont autorisées, par dérogation exceptionnelle à l'article 168 de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 susvisée, les opérations ayant pour objet le transfert de droits réels immobiliers relatifs à des terres privées agricoles ou à vocation agricole d'une superficie égale ou inférieure à 5 hectares non irrigués ou 50 ares irrigués ou de palmeraies complantées de 20 palmiers-dattiers.

Art. 2. — Sont seuls autorisés à céder leurs droits dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, les propriétaires non exploitants, ne résidant pas dans la commune où se situe leur bien ou dans les communes limitrophes et qui, aux termes de l'article 32 de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire, ne sont pas visés par les mesures de nationalisation.

Art. 3. — La cession visée aux articles 1 et 2 ci-dessus, intervient en priorité au profit d'un membre de la famille du titulaire du droit de propriété ou, le cas échéant, au profit de l'Etat pour le compte du fonds national de la révolution agraire.

Art. 4. — Lorsque la cession intervient au profit d'un membre de la famille du titulaire, elle se fait exclusivement au bénéfice de l'ascendant au 1^{er} degré, des descendants mâles ou des collatéraux mâles jusqu'au 4^{ème} degré du cédant.

Dans tous les cas, le nouveau titulaire du droit doit être un paysan sans terre ou petit paysan aux sens des articles 108 et 109 de l'ordonnance portant révolution agraire.

Art. 5. — Les opérations de cession à titre gratuit ou onéreux sont autorisées au profit des paysans sans terre ou des petits paysans jusqu'à concurrence de la superficie du lot ou du nombre de palmiers-dattiers attribuables dans la commune au titre de la révolution agraire tel que défini à l'article 110 et dans les textes pris pour son application.

Art. 6. — Les opérations de cession telles que définies dans les articles précédents se font à titre gratuit ou onéreux.

Elles font l'objet d'un acte authentique soumis aux formalités prescrites en matière transactionnelle ; lesdits actes sont cependant, exonérés de tout droit d'enregistrement.

Art. 7. — Lorsque le droit réel est transféré à son profit, l'Etat en fixe le prix.

Art. 8. — Des décrets détermineront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente ordonnance qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 juin 1972.

Houari BOUMEDIENE

Ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 abrogeant et remplaçant les ordonnances n° 67-256 du 16 novembre 1967 modifiée et 70-72 du 2 novembre 1970 relatives au statut général de la coopération et à l'organisation précoopérative.

AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1970 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 67-256 du 16 novembre 1967 portant statut général de la coopération et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'ordonnance n° 70-72 du 2 novembre 1970 relative à l'organisation précoopérative dans l'agriculture ;

Vu la charte de la révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire ;

Ordonne :

Article 1^{er}. — Les dispositions de l'ordonnance n° 67-256 du 16 novembre 1967 portant statut général de la coopération, l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée et l'ordonnance n° 70-72 du 2 novembre 1970 relative à l'organisation précoopérative dans l'agriculture, sont abrogées et remplacées par les dispositions qui suivent.

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Les coopératives et les groupements précoopératifs sont des sociétés civiles à personnel et capital variables.

Art. 3. — Les coopératives et les groupements précoopératifs ont pour objet économique essentiel :

- d'effectuer ou de faciliter les opérations de production, de transformation, d'achat ou de vente ;
- de réduire au profit de leurs membres et par l'effort commun de ceux-ci, le prix de revient et le prix de vente de certains produits et de certains services en assurant les fonctions des entrepreneurs ou intermédiaires dont la rémunération grèverait ce prix de revient ou ce prix de vente ;

- d'améliorer la qualité des produits fournis à leurs membres ou de ceux produits par ces derniers et livrés aux consommateurs ;

Les coopératives et les groupements précoopératifs ont également pour objet l'amélioration des conditions de vie et de travail de leurs membres.

À cet effet, ils peuvent :

- organiser la vie collective ainsi que les loisirs au profit de leurs membres et de leurs familles ;
- créer toute infrastructure et toute activité devant faciliter à leurs membres, l'acquisition de biens de consommation ;
- Prendre toute initiative tendant à l'amélioration du niveau culturel de leurs membres et de leurs familles ;
- assurer la formation professionnelle et l'alphabétisation de leurs membres et de leurs familles ;
- Organiser l'information au profit de leurs membres et de leurs familles.

Art. 4. — Les groupements précoopératifs ont pour but de réaliser l'encadrement technique nécessaire de leurs membres, de parvenir à une meilleure utilisation des facteurs de production et de promouvoir la coopération entre leurs membres.

Ils sont ainsi appelés à faciliter l'adhésion de leurs membres aux formes d'organisation coopérative en aménageant une étape transitoire dans le processus de développement coopératif.

Art. 5. — Les coopératives et les groupements précoopératifs peuvent, pour satisfaire aux besoins exprimés par leurs membres, adhérer aux coopératives de services existantes ou en constituer et exécuter toutes opérations se rapportant à leur objet statutaire, pourvu qu'elles ne modifient pas leur caractère de société civile.

Art. 6. — L'Etat favorise le développement des coopératives et des groupements précoopératifs au moyen d'une assistance financière, technique et administrative.

En particulier, les coopératives, les groupements précoopératifs ainsi que les unions de coopératives prévues à l'article 10 ci-dessous, sont exonérées, dans le cadre de la réglementation en vigueur, de la fiscalité propre à l'activité commerciale.

En outre, il peut leur être fait application de taux réduits pour les prêts bancaires qui leur sont consentis.

Art. 7. — Les coopératives et groupements précoopératifs sont des sociétés fondées sur la libre adhésion de leurs membres.

Toutefois, il peut être fait obligation aux personnes physiques ou morales ayant la jouissance ou la gestion d'un bien appartenant en tout ou en partie à l'Etat, de constituer une coopérative ou groupement précoopératif ou d'y adhérer.

Dans ce cas, les ministres dont relèvent les coopératives ou les groupements précoopératifs ainsi constitués, peuvent en nommer les directeurs.

Art. 8. — Les coopératives et les groupements précoopératifs exercent leur activité dans toutes les branches des activités économiques, sociales et culturelles.

Art. 9. — Les coopératives et les groupements précoopératifs peuvent admettre, si leurs statuts particuliers le prévoient, des tiers non adhérents à bénéficier de leurs services, à titre d'usagers.

Si ces organismes font usage de cette faculté, ils sont tenus de recevoir pour associés, sur leur demande, ceux qu'ils admettent à bénéficier de leur activité.

Toutefois, cette admission reste toujours subordonnée à un vote favorable de l'assemblée générale.

Art. 10. — Pour assurer la gestion de leur intérêt commun, les coopératives et les groupements précoopératifs peuvent constituer entre eux des unions de coopératives.

Art. 11. — Les coopératives et les groupements précoopératifs ainsi que leurs unions sont agréés par les ministres dont ils relèvent. La création de coopératives, de groupements précoopératifs ou d'unions de coopératives est constatée par un acte notarié ou sous-seing-privé, au choix des membres.

En vue de l'obtention de l'agrément, les coopératives, les groupements précoopératifs ou les unions de coopératives doivent établir un dossier comprenant une copie de leurs statuts et du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive auxquels sont annexés la liste des souscripteurs au capital initial et, éventuellement, l'état des versements effectués par les coopérateurs ainsi que la liste des gestionnaires et des commissaires aux comptes avec indication de leurs professions et domiciles.

Les coopératives et les groupements précoopératifs, déposent ce dossier auprès de l'assemblée populaire communale de leur siège social, qui est tenue d'accomplir les formalités d'obtention de l'agrément. Les unions de coopératives déposent ce dossier auprès de l'exécutif de wilaya de leur circonscription lequel se charge d'accomplir les formalités d'obtention de l'agrément.

Art. 12. — Dans le mois qui suit l'obtention de l'agrément et avant toute opération, les coopératives, groupements précoopératifs et unions des coopératives qui ne sont pas soumis à un autre mode de publicité doivent déposer au greffe du tribunal de leur siège social et au siège de la wilaya, une copie sur papier libre et en double exemplaire :

- de leurs statuts,

- de la liste des gestionnaires, du commissaire aux comptes et, éventuellement, directeur avec indications de leurs professions et domiciles.

Les modifications apportées ultérieurement aux statuts ou à la liste mentionnée ci-dessus ainsi que les actes ou délibérations dont résulte la nullité ou la dissolution ou qui fixent le mode de liquidation, sont soumis au même dépôt, dans un délai d'un mois après leur date.

En cas d'inobservation des formalités de dépôt, les actes ou délibérations qui auraient dû y être soumis sont inopposables aux tiers pour les actes antérieurs au dépôt.

TITRE II

DE L'ORGANISATION ET DE LA GESTION DES COOPERATIVES ET GROUPEMENTS PRECOOPERATIFS

Art. 13. — Les statuts des coopératives et des groupements précoopératifs déterminent notamment, l'objet, le siège et la circonscription de la société, son mode de gestion, les pouvoirs des gestionnaires ou gérants, leur nombre et la durée des mandats, les modalités du contrôle exercé sur ses opérations au nom des associés, les formes à observer en cas de modification des statuts ou de dissolution. Ils fixent les conditions d'adhésion, de retrait et d'exclusion des associés, l'étendue et les modalités de la responsabilité qui incombe à chacun d'eux dans les engagements de la coopérative ou du groupement précoopératif.

Art. 14. — Les coopératives et groupements précoopératifs sont administrés par des mandataires désignés par l'assemblée générale des associés suivant des modalités et pour une période fixés par les statuts-types.

Toutefois, pour les unions de coopératives visées à l'article 10 ci-dessus, les pouvoirs publics peuvent désigner des représentants au conseil de gestion, sans que leur nombre excède le tiers (1/3) des membres du conseil.

Art. 15. — L'assemblée générale de la coopérative ou du groupement précoopératif est formée de tous les membres adhérents.

Elle se réunit, au moins deux fois par an, pour, notamment, prendre connaissance du compte rendu de l'activité de la société, examiner les comptes de l'exercice écoulé et procéder,

s'il y a lieu, aux élections des membres du conseil de gestion ou du président ou gérant de la société et du commissaire aux comptes.

Ces élections ont lieu obligatoirement au scrutin secret.

Art. 16. — Chaque associé dispose d'une voix à l'assemblée générale.

Les statuts des unions de coopératives ainsi que ceux des coopératives ou groupements précoopératifs regroupant à la fois des membres personnes morales et des membres personnes physiques peuvent attribuer à la première catégorie de membres, un nombre de voix déterminé en fonction des effectifs de leurs adhérents.

Les modalités de vote par procuration sont fixées par les statuts-types.

Art. 17. — Les parts sociales, quand elles sont prévues par les statuts-types sont nominatives. Leur cession, lorsqu'elle est prévue par les statuts-types reste soumise à l'approbation de l'assemblée générale dans les conditions prévues par les statuts.

Art. 18. — Nulle répartition de bénéfices ne peut être opérée entre les associés si ce n'est au prorata des opérations traitées avec chacun d'eux ou du travail fourni par eux.

Les excédents provenant des opérations effectuées avec des tiers ne doivent pas être compris dans ces distributions.

Art. 19. — Dans les limites et conditions prévues par la législation et les statuts-types et chaque fois que ceux-ci le prévoient, il est prélevé sur les excédents d'exploitations, des sommes destinées à alimenter par ordre de priorité :

- Le fonds de réserve légale
- Le fonds de roulement
- Le fonds d'investissements.

Les statuts particuliers déterminent les pourcentages des versements affectés à chacun de ces fonds. Ils précisent également la participation de chaque catégorie de coopératives et de groupements précoopératifs au fonds national de la coopération et, le cas échéant, à un fonds social propre à la coopérative.

Art. 20. — Sont considérés excédents d'exploitation sous réserve des dispositions de l'article 18, les excédents subsistants après déduction de toutes les charges d'exploitation, jusques et y compris, le cas échéant, la part revenant aux associés au titre de la participation à l'exploitation.

Le reliquat est réparti sous forme de ristournes entre les membres ou affecté à des fonds créés par l'assemblée générale, dans les conditions prévues par les statuts.

Art. 21. — Les modalités d'utilisation et de fonctionnement du fonds national de la coopération, sont fixées par décret.

Art. 22. — L'associé qui se retire ou qui est exclu dans le cas où il peut prétendre au remboursement de son apport, ne peut rien obtenir de plus que ce remboursement réduit, s'il y a lieu, en proportion de pertes subies sur le capital social.

Toutefois, les statuts des coopératives et des groupements précoopératifs agricoles peuvent prévoir le remboursement de la part de récolte revenant au membre qui se retire ou qui est exclu et ce, proportionnellement aux journées de travail accomplies.

Art. 23. — Si la liquidation fait apparaître des pertes excédant le montant du capital social lui-même, ces pertes sont, tant à l'égard des créanciers qu'à l'égard des sociétaires eux-mêmes, divisées entre les sociétaires proportionnellement au nombre de parts du capital appartenant à chacun d'eux ou qu'ils auraient dû souscrire.

La responsabilité de chaque sociétaire demeure néanmoins limitée à 5 fois le montant des parts du capital social qu'il possède, sauf en ce qui concerne le remboursement des prêts assortis d'une garantie de responsabilité solidaire.

Le fonds national de la coopération intervient éventuellement et à titre subsidiaire en garantie des engagements souscrits par les coopératives et les groupements précoopératifs.

Art. 24. — En cas de dissolution et sous réserve des dispositions particulières, l'actif net subsistant, après extinction du passif et remboursement du capital effectivement versé, est dévolu par décision de l'assemblée générale à d'autres coopératives, unions de coopératives, groupements précoopératifs ou unions de groupements précoopératifs.

Toutefois, en cas de dissolution de coopératives ou de groupements précoopératifs formés par des personnes physiques ou morales ayant la jouissance ou la gestion d'un bien appartenant en tout ou en partie à l'Etat, cette dévolution est décidée par une commission paritaire composée de représentants de l'assemblée générale et du ministre de tutelle.

Art. 25. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de sociétés qui se prévalent de la qualité d'organisme précoopératif ou coopératif, la dénomination sociale si elle ne comprend pas elle-même le mot de coopératif ou de coopérative, doit être accompagnée, outre les autres mentions éventuellement prescrites par la loi, des mots « société coopérative » ou de « groupement précoopératif », suivis de l'indication de la nature de ses opérations et, éventuellement, de la profession commune des associés, le tout en caractères apparents et sans abréviation.

Art. 26. — Les coopératives et groupements précoopératifs sont tenus de fournir, sur réquisition des contrôleurs ou des agents désignés par les ministres dont elles relèvent, toutes justifications permettant de vérifier qu'ils fonctionnent conformément à la réglementation en vigueur. Ils doivent notamment leur communiquer, à cet effet, leur comptabilité appuyée de toute pièce justificative utile.

Art. 27. — L'emploi abusif du terme de « coopérative » « groupement précoopératif » ou de toute autre expression analogue susceptible de prêter à confusion, est passible des peines prévues à l'article 243 du code pénal.

Art. 28. — Aucune modification entraînant la perte de la qualité de coopérative, de groupement précoopératif ou d'union de coopératives, ne peut être apportée aux statuts.

Art. 29. — Sont punies des peines portées aux articles 219 et 220 du code pénal :

- ceux qui, à l'aide de manœuvre frauduleuse, ont fait attribuer à un apport en nature, une valeur supérieure à sa valeur réelle,
- les gestionnaires ou gérants qui ont sciemment publié ou communiqué des documents comptables inexacts, en vue de dissimuler la véritable situation de la société,
- les gestionnaires ou gérants qui ont fait de leur pouvoir un usage contraire à l'intérêt de la société, à des fins personnelles ou pour favoriser une autre société ou entreprise dans laquelle ils étaient intéressés de manière quelconque et, en particulier, ont disposé dans ces conditions de ses biens ou de son crédit,
- les gestionnaires ou gérants qui ont procédé à des répartitions opérées en violation des dispositions ci-dessus ou en vertu des dispositions insérées dans les statuts,
- les gestionnaires ou gérants qui, en l'absence d'excédents d'exploitation et hors les cas prévus, ont distribué aux sociétaires les intérêts ou ristournes prévus.

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 30. — Les organismes qui se qualifient « coopératives » « groupements précoopératifs » ou « unions de coopératives » et ne satisfont pas aux prescriptions du présent texte, disposent d'un an à partir de son entrée en vigueur pour apporter à leur organisation et à leurs statuts, les modifications nécessaires ou renoncer à l'usage des mots ou expressions visés ci-dessus.

Des décrets ultérieurs préciseront les statuts particuliers des différentes catégories de coopératives, groupements précoopératifs ou unions de coopératives et pourront créer auprès des ministères intéressés, un conseil supérieur de la coopération.

Art. 31. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 juin 1972.

Houari BOUMEDIENE.

DECRETS

Décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 février 1966, modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 abrogeant et remplaçant les ordonnances n° 67-256 du 16 novembre 1967, modifiée, et 70-72 du 2 novembre 1970 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs ;

Décète :

TITRE I**DEFINITION - OBJET - DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1er. — La coopérative agricole de services est une société civile de personnes à capital et personnel variables régie par la législation en vigueur et les dispositions du présent décret.

Art. 2. — La coopérative agricole de services constitue l'un des systèmes d'organisation et d'intégration des producteurs agricoles dans les activités économiques qui intéressent le développement de leurs exploitations agricoles, notamment en matière d'approvisionnement en facteurs de production, de commercialisation et de transformation des produits agricoles, d'équipement et d'accès au crédit.

Art. 3. — La coopérative réalise toutes opérations et met en œuvre tous procédés qui procurent des avantages à ses adhérents.

A ce titre, elle a notamment pour missions :

— la rationalisation des conditions d'approvisionnement en facteurs de production, d'équipement, d'accès au crédit et aux marchés agricoles ;

— la mise en œuvre de moyens ou procédés communs dont la nature et l'efficacité sont appréciées et décidées par les sociétaires, notamment en matière de transformation, de production de semences et plants, de fabrication d'aliments de bétail et de maintenance ;

— l'animation en vue d'élever les niveaux techniques des producteurs et de contribuer à la mise en œuvre des politiques concourant au développement agricole.

Art. 4. — Constituée sur la base de la libre adhésion, la coopérative agricole de service vise des objectifs de production de services selon des évolutions librement définies par les sociétaires en fonction des préoccupations partagées et des avantages attendus.

Art. 5. — La désignation des organes de gestion de la coopérative relève des prérogatives de l'assemblée générale des adhérents.

Art. 6. — La coopérative a la pleine capacité juridique d'engager et de contracter conformément à la législation en vigueur régissant les activités des sociétés.

Art. 7. — Les coopératives agricoles de services peuvent créer des unions de coopératives et regrouper des moyens par accord contractuel. Elles peuvent réaliser, avec d'autres coopératives, des fusions.

Art. 8. — Les coopératives agricoles de services peuvent, si leurs statuts le prévoient, admettre des usagers.

Les usagers tels que définis à l'article 9 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée ne peuvent excéder le tiers (1/3) des membres adhérents.

Art. 9. — La circonscription territoriale s'étend à l'ensemble de l'aire géographique des exploitations adhérentes. L'assemblée générale fixe la dénomination exacte de la coopérative et le siège. Le siège peut être transféré par décision de l'assemblée générale.

Art. 10. — La durée de la coopérative est fixée à 99 ans.

Art. 11. — Les membres de la coopérative sont tenus de satisfaire aux obligations telles que définies par le statut établi en conformité avec le présent statut-type et la législation en vigueur.

TITRE II

CONSTITUTION - AGREMENT - DEPOT
ET PUBLICITE

Art. 12. — L'assemblée générale constitutive est convoquée à l'initiative des fondateurs et, conformément aux règles des assemblées générales extraordinaires, délibère aux conditions de *quorum* et de majorité prévues pour l'assemblée extraordinaire.

Pour la durée de ses travaux, l'assemblée générale constitutive élit en son sein son président chargé d'assumer la direction des débats.

Le capital initial à souscrire est arrêté par l'assemblée générale constitutive.

Art. 13. — l'assemblée générale constitutive approuve les statuts et procède à l'élection du conseil de gérance et du gérant.

Art. 14. — La création de la coopérative agricole de services est constatée par un acte notarié conformément à la législation en vigueur.

Art. 15. — La coopérative est soumise aux conditions de dépôt et de publicité exigées pour les sociétés civiles conformément à la législation en vigueur.

TITRE III

SOCIETAIRES

Art. 16. — Tout producteur et/ou éleveur, personne physique ou morale, peut adhérer à la coopérative et y souscrire des parts sociales.

L'admission de nouveaux sociétaires et usagers à la coopérative est prononcée par l'assemblée générale ou par le conseil de gérance dûment mandaté à cet effet.

Art. 17. — Nul ne peut faire partie de deux ou plusieurs coopératives pour le même service et pour la même exploitation.

Art. 18. — L'assemblée générale se prononce sur toute demande de retrait présentée par un sociétaire.

Elle peut différer tout retrait si celui-ci a pour conséquence de porter préjudice à la réalisation de travaux d'intérêt collectif déjà engagée.

Art. 19. — L'exclusion d'un sociétaire ne peut être prononcée que par l'assemblée générale. Les statuts de la coopérative précisent, conformément à la législation en vigueur, les cas et motifs d'exclusion ainsi que les conditions de remboursement des parts sociales.

TITRE IV

CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Art. 20. — Le capital social initial de la coopérative est constitué par des parts sociales nominatives indivisibles souscrites et libérées par chacun des membres fondateurs dès la constitution de la coopérative.

Les statuts peuvent prévoir la faculté de libération partielle de parts sociales, le solde étant exigible en une ou plusieurs fractions dans un délai maximum d'une année à compter du jour de la souscription.

Les parts sociales sont transmissibles.

Art. 21. — La valeur des parts sociales est identique pour tous les sociétaires. Elle est fixée par l'assemblée générale constitutive.

Art. 22. — Les exploitations agricoles collectives souscrivent nominalement pour chacun de leurs membres une part sociale.

Art. 23. — Le capital social est soumis aux variations normales résultant de la souscription de nouvelles parts, de l'augmentation de leur valeur nominale, ou de l'annulation des parts des sociétaires sortants ou décédés. Aucune limitation n'est fixée pour le capital initial ni pour ses augmentations successives.

Art. 24. — La coopérative agricole de service peut recevoir des dons et legs ainsi que des biens meubles et immeubles en jouissance ou en toute propriété.

Art. 25. — Dans les limites et conditions prévues par la législation en vigueur, il est prélevé sur les excédents d'exploitation, des sommes destinées à l'alimentation du fonds de réserve légale.

Art. 26. — L'assemblée générale de la coopérative peut décider de la constitution de fonds de développement et de caution mutuelle alimentés par des sommes prélevées sur les excédents d'exploitation.

Art. 27. — Tout sociétaire exclu ou qui se retire a droit au remboursement des parts sociales qu'il a souscrites. Le montant de ces parts sociales est réduit, s'il y a lieu, en proportion des pertes subies par la coopérative.

TITRE V

ORGANISATION - GESTION

Art. 28. — Les organes d'administration et de gestion de la coopérative sont : l'assemblée générale, le conseil de gérance et le gérant.

Chapitre I

L'assemblée

Art. 29. — L'assemblée générale est formée par l'ensemble des sociétaires.

Elle se réunit au moins deux (02) fois par an sous la présidence d'un membre sociétaire élu autre que les membres du conseil de gérance ou du gérant.

Art. 30. — L'assemblée générale se réunit pour, notamment :

- approuver les comptes de l'exercice ;
- approuver les bilans des activités et le plan de développement de la coopérative présentés par le gérant ;
- décider des modes d'utilisation des ressources et d'affectation des excédents ;
- délibérer sur l'adhésion aux unions de coopératives ;
- fixer, si nécessaire, les règles d'organisation de la production et de la commercialisation ;
- procéder à l'élection ou à la révocation du gérant et des membres du conseil de gérance, au scrutin secret.

Art. 31. — L'assemblée générale se réunit valablement dès lors que la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

En cas de partage égal des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Art. 32. — Chaque adhérent dispose d'une voix à l'assemblée générale.

Les exploitations agricoles collectives disposent d'autant de voix que de parts sociales souscrites au nom de leurs membres.

Art. 33. — L'assemblée générale extraordinaire est convoquée à l'initiative du tiers (1/3) de ses membres ou du conseil de gérance. Son ordre du jour est fixé par le conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des deux-tiers (2/3) des voix exprimées. Elle délibère sur l'augmentation ou la diminution du capital, sur les transformations juridiques, ainsi que sur les modifications statutaires éventuelles.

Chapitre II

Le conseil de gérance

Art. 34. — Les membres du conseil de gérance sont élus parmi les sociétaires pour une durée d'une année renouvelable. Leur nombre, fixé par l'assemblée générale, ne peut être inférieur à trois (3).

Art. 35. — Le conseil de gérance se réunit chaque fois que de besoin. Les décisions prises à la majorité des 2/3 sont consignées dans un registre tenu à cet effet.

Art. 36. — Le conseil de gérance prolonge les prérogatives de l'assemblée générale en matière :

- de mise en œuvre des décisions de l'assemblée générale ;
- d'assistance au gérant ;
- de convocation de l'assemblée générale chaque fois que de besoin ;
- d'admission de nouveaux sociétaires s'il est mandaté à cet effet.

Le conseil de gérance peut demander au gérant tout rapport sur la situation de la coopérative et opérer les vérifications qu'il juge opportunes.

Le gérant peut assister aux réunions du conseil de gérance.

Art. 37. — Le conseil de gérance désigne un représentant parmi ses membres pour une durée d'un an renouvelable. Ce représentant coordonne l'activité du conseil de gérance. Il préside, en outre, les réunions du conseil de gérance qu'il convoque chaque fois que de besoin et dont il fixe l'ordre du jour. La fonction de représentant n'est pas rémunérée.

Art. 38. — Les fonctions de membre du conseil de gérance ne sont pas rémunérées.

Art. 39. — Lorsque le nombre d'adhérents est inférieur à dix (10), les missions du conseil de gérance sont assumées par l'assemblée générale.

Chapitre III

Le gérant

Art. 40. — La gérance est assurée par une personne physique, sociétaire ou non, désignée par l'assemblée générale et révocable par elle. Elle ne peut être assumée par un membre du conseil de gérance.

Art. 41. — Le gérant met en œuvre les décisions de l'assemblée générale et accomplit toutes les tâches de gestion et de développement que demande l'intérêt de la coopérative et en assume la responsabilité devant l'assemblée générale. Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la coopérative par les actes entrant dans l'objet social sous réserve des prérogatives que les statuts attribuent aux sociétaires.

Art. 42. — La fonction de gérant est rémunérée.

Art. 43. — Lorsque la gérance est assurée par un membre sociétaire, l'assemblée générale détermine une indemnité.

Art. 44. — Lorsque la gérance est assurée par une personne extérieure à la coopérative, sa rémunération est fixée par l'assemblée générale. Le salaire comportera une partie variable déterminée en fonction des résultats d'exploitation.

Art. 45. — La coopérative peut employer un personnel salarié. Le gérant exerce un pouvoir hiérarchique sur ce personnel.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 46. — L'exercice financier de la coopérative est annuel.

Art. 47. — Les comptes de la coopérative sont tenus conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national.

Art. 48. — Les ressources de la coopérative sont constituées par les prestations qu'elles perçoit en contrepartie des opérations qu'elle effectue ou des services qu'elle assure au profit des sociétaires et des usagers.

Art. 49. — L'assemblée générale fixe l'assiette et le taux de ses ressources.

Art. 50. — A la clôture de chaque exercice, l'assemblée générale décide, s'il y a lieu, de l'affectation des excédents dégagés par l'activité de la coopérative.

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice, déduction faite des charges d'exploitation, provisions, et le cas échéant, de la part revenant aux associés au titre de la participation à l'exploitation.

Il sera également tenu compte, dans le calcul des excédents, des pertes et profits exceptionnels de l'exercice et des pertes et profits des exercices antérieurs.

Art. 51. — Les excédents sont répartis sous forme de ristournes *au prorata* des opérations effectuées par les sociétaires ou versés à des fonds dont la création et la destination sont décidées par l'assemblée générale.

Art. 52. — Les excédents résultant d'opérations effectuées avec des tiers non sociétaires, ne peuvent faire l'objet de ristournes.

Art. 53. — Les coopératives bénéficient des avantages prévus par la législation en vigueur.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTROLE

Art. 54. — Outre les cas légalement prévus, notamment d'incapacité juridique de la coopérative, ou de perte des trois quarts du capital, ainsi qu'à la demande

des trois quarts (3/4) de ses membres, l'assemblée générale extraordinaire est convoquée pour se prononcer sur la dissolution anticipée de la coopérative.

La décision de l'assemblée générale est publiée dans un délai de trente (30) jours.

Art. 55. — En cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

Art. 56. — En cas de dissolution, l'actif net subsistant, après extinction du passif et remboursement du capital social libéré, est dévolu à d'autres coopératives agricoles ou leurs unions.

Art. 57. — Dans le cas où la liquidation de la coopérative fait apparaître une perte d'actif, les sociétaires sont conjointement responsables du remboursement des dettes contractées en proportion de leur participation au capital social dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Art. 58. — Les coopératives sont tenues de produire toutes justifications permettant de vérifier qu'elles fonctionnent conformément à la réglementation en vigueur. Elles doivent notamment désigner un commissaire aux comptes.

TITRE VIII

L'UNION DES COOPERATIVES

Art. 59. — Les dispositions énoncées dans les titres précédents sont également applicables aux unions de coopératives agricoles de services, sous réserve des prescriptions particulières du présent titre.

Art. 60. — Pour assurer une meilleure gestion de leurs intérêts communs, trois ou plusieurs coopératives agricoles de services, tout en gardant leur autonomie, peuvent constituer, entre elles, des unions de coopératives.

La compétence de celles-ci peut s'étendre à une ou plusieurs activités poursuivies par les coopératives constituantes.

Art. 61. — Les unions de coopératives agricoles de services sont des sociétés civiles de personnes morales à capital et personnel variables. Elles obéissent aux mêmes dispositions que celles régissant les coopératives adhérentes en matière de constitution et de fonctionnement.

Art. 62. — Les unions de coopératives agricoles prolongent et consolident les missions des coopératives agricoles de services telles que définies aux articles 2 et 3 du présent décret. Elles peuvent en outre :

— harmoniser et coordonner l'action des coopératives agricoles de services ;

— poursuivre des objectifs de régulation des marchés, des facteurs et produits agricoles et des prix au profit des coopératives agricoles de services adhérentes ;

— participer à l'harmonisation des relations économiques entre les coopératives et leurs partenaires ;

— rationaliser les transports des facteurs et produits agricoles ;

— participer à l'organisation et à la mise en œuvre des politiques de diffusion des techniques de production.

Art. 63. — Il peut être constitué des unions de coopératives agricoles de services locales, de wilaya, régionales ou nationales.

Art. 64. — Les organes de gestion et d'administration sont l'assemblée générale, le conseil de gérance et le gérant.

Art. 65. — L'assemblée générale est formée par l'ensemble des coopératives sociétaires, représentées par un (01) membre de leur conseil de gérance, dûment mandaté à cet effet par leur assemblée générale.

Art. 66. — Les membres du conseil de gérance de l'union des coopératives agricoles de services sont élus par l'assemblée générale parmi les représentants des coopératives sociétaires. Leur nombre ne peut excéder sept (07).

Art. 67. — Le conseil de gérance élit, au scrutin secret, un représentant parmi ses membres pour une durée d'un an renouvelable.

Le représentant de l'union des coopératives coordonne l'activité du conseil de gérance et représente la société.

Il préside, en outre, les réunions du conseil de gérance qu'il convoque chaque fois que de besoin et dont il fixe l'ordre du jour.

La fonction de représentant n'est pas rémunérée.

Art. 68. — Le gérant est désigné par l'assemblée générale pour une période de deux (02) ans renouvelable.

TITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 69. — Les coopératives et unions de coopératives existantes à la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, et qui ne satisfont pas aux prescriptions énoncées, doivent avant la fin du mois de mars 1989, apporter les modifications nécessaires ou renoncer à la forme coopérative.

Art. 70. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent statut.

Art. 71. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 13 septembre 1988.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 88-171 du 13 septembre 1988 portant statut-type des gens de mer.

Le Président de la République ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976 portant code maritime, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu l'ordonnance n° 76-84 du 23 octobre 1976 portant réglementation générale des pêches ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur, ensemble les textes pris pour son application ;

Décrète :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre I

Champ d'application

Article 1er. — En application de l'article 2 de la loi n° 78-12 du 5 août 1978 susvisée, le présent décret a pour objet de déterminer le secteur d'activité de la navigation maritime et de fixer les règles applicables aux travailleurs constituant le personnel navigant au sein de ce secteur d'activité et ci-après désignés « gens de mer » ou « marins ».

Art. 2. — Le secteur d'activité de la navigation maritime comprend les différentes catégories de navigations telles que définies aux articles 161 et 162 de l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976 portant code maritime.

Art. 3. — Les dispositions du présent statut-type sont applicables aux marins, y compris ceux appartenant au secteur privé.

Toutefois, sont exclus du champ d'application du présent statut-type, les marins exerçant des fonctions sédentaires au sein des établissements publics à caractère administratif et des organismes publics soumis aux règles de la comptabilité publique ; dans ce cas, les marins relèvent du statut-type des institutions et administrations publiques.

Art. 22. — Le bénéfice comptable de l'exercice est réparti comme suit :

- 60 % pour les fonds de répartitions des travailleurs,
- 40 % pour les fonds de la ferme pilote.

Les modalités d'application de cet article sont précisées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 23. — Les dispositions du décret n° 87-19 du 8 décembre 1987 susvisé sont abrogées.

Art. 24. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 avril 1989.

Kasdi MERBAH.

Décret exécutif n° 89-53 du 18 avril 1989 modifiant le décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 115-1 et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 abrogeant et remplaçant les ordonnances n° 67-256 du 16 novembre 1967 modifiée et n° 70-72 du 2 novembre 1970 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu la loi n° 87-19 du 8 décembre 1987 déterminant le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national et fixant les droits et obligations des producteurs ;

Vu le décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services ;

Décrète :

Article 1er. — *L'article 69* du décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 susvisé est modifié comme suit :

« Art. 69. — Les coopératives et unions de coopératives existantes à la date de publication du présent décret au *Journal Officiel* de la République algérienne démocratique et populaire qui ne satisfont pas aux prescriptions énoncées, doivent apporter les modifications nécessaires ou renoncer à la forme coopérative au plus tard le 30 septembre 1989 ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 avril 1989.

Kasdi MERBAH.

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du 8 septembre 1987 fixant la consistance territoriale des recettes des contributions diverses.

Le ministre des finances,

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu le décret n° 85-202 du 6 août 1985 portant organisation de l'administration centrale du ministère des finances ;

Vu le décret n° 87-212 du 29 décembre 1987 déterminant les modalités d'animation et de coordination des activités des structures locales de l'administration des finances ainsi que celles de leur regroupement au niveau de la wilaya ;

Vu l'arrêté du 15 février 1987 fixant la consistance territoriale des recettes des contributions diverses ;

Arrête :

Article 1er. — La consistance territoriale des recettes des contributions diverses et la liste des services gérés par chacune d'elles sont fixées conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Les dispositions de l'arrêté du 15 février 1987 susvisé sont abrogées.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 septembre 1987.

P. Le ministre des finances,

Le secrétaire général,

Mohamed TERBECHÉ.

Décret exécutif n° 94-331 du 17 Joumada El Oula 1415 correspondant au 22 octobre 1994 modifiant et complétant le décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 abrogeant et remplaçant les ordonnances n° 67-256 du 16 novembre 1967, modifiée, et 70-72 du 2 novembre 1970 relative au statut général de la coopération et à l'organisation précoopérative;

Vu le décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 portant statut-type de la coopérative agricole de services;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994, portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, portant nomination des membres du Gouvernement;

Décrète :

Article 1er. — Il est créé au niveau du décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 susvisé, un *article 14 bis*, rédigé comme suit :

"Art. 14 bis. — Préalablement à leur entrée en activités et conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa 1 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée, les coopératives agricoles sont soumises à l'agrément du ministre chargé de l'agriculture".

Art. 2. — Il est créé au niveau du décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 susvisé, un *article 14 ter*, rédigé comme suit :

"Art. 14 ter. — Conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa 2 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée, la demande d'agrément en qualité de coopérative agricole, doit être accompagnée d'un dossier comprenant :

- une copie de ses statuts légalement établis,
- le procès-verbal de l'assemblée constitutive,
- la liste des souscripteurs au capital initial,
- la liste des gestionnaires et du commissaire aux comptes avec indication de leurs professions et domiciles,

- un exemplaire du règlement intérieur approuvé,
- copie de l'acte notarié,
- un état justifiant le versement des parts sociales effectué par les coopérateurs.

Le dossier d'agrément est déposé auprès de l'assemblée populaire communale du siège de la coopérative, qui le transmet à la direction des services agricoles de wilaya.

La direction des services agricoles de wilaya est tenue de répondre dans le délai d'un (01) mois à compter de la date de dépôt de la demande d'agrément".

Art. 3. — Il est créé au niveau du décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 susvisé, un *article 14 quater* rédigé comme suit :

"Art 14 quater. — l'agrément, tel que défini ci-dessus peut être refusé pour les motifs suivants :

- irrégularité des formalités de constitution du dossier,
- inobservation des prescriptions législatives et réglementaires régissant la coopérative agricole,
- concours de plusieurs coopératives ayant le même objet sur un même territoire.

Le refus d'agrément peut faire l'objet d'un recours auprès du ministre de l'agriculture, dans le délai d'un (1) mois après la notification. Si aucune suite n'a été réservée au delà de ce délai, il peut être toutefois fait recours auprès de la juridiction compétente, conformément à la législation en vigueur".

Art. 4. — Il est créé au niveau du décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 susvisé, un *article 14 quinquies* rédigé comme suit :

"Art. 14 quinquies. — L'agrément peut être retiré pour les motifs suivants :

- si la coopérative agricole cesse d'appliquer les prescriptions qui lui sont applicables,
- si elle étend les activités ou sa compétence territoriale au delà des limites dans lesquelles elle a été agréée.
- lorsqu'il est constaté au sein de la coopérative agricole :

* La violation des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires,

* la méconnaissance des intérêts de la coopérative agricole.

Dans le cas du retrait d'agrément il est fait application des disposition de l'article 27 de l'ordonnance 72-23 du 7 juin 1972 susvisée".

Art. 5. — Les dispositions de l'article 69 du décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 susvisé, sont modifiées comme suit :

"Art. 69. — Les coopératives et les unions de coopératives agricoles existantes à la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, disposent d'un délai de trois (3) mois pour solliciter l'agrément tel qu'institué ci-dessus.

Au delà de ce délai, toutes les coopératives ou unions de coopératives agricoles qui n'auront pas satisfait à la procédure d'agrément ne pourront se prévaloir du présent statut de la coopérative agricole ou de l'union de coopératives agricoles".

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Joumada El Oula 1415 correspondant au 22 octobre 1994.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 94-332 du 17 Joumada El Oula 1415 correspondant au 22 octobre 1994 portant suppression du poste de délégué de wilaya aux réformes agricoles.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-195 du 23 juin 1990 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services agricoles de wilaya ;

Vu le décret exécutif n° 90-196 du 23 juin 1990, modifié et complété, portant création d'un poste de délégué de wilaya aux réformes agricoles et définissant ses missions et son statut ;

Décrète :

Article 1er. — Le poste de délégué aux réformes agricoles institué par le décret exécutif n° 90-196 du 23 juin 1990 susvisé est supprimé.

Art. 2. — Conformément aux procédures fixées par la réglementation en vigueur, les missions ainsi que les moyens humains et matériels de toute nature affectés au délégué aux réformes agricoles, sont transférés à la direction des services agricoles de wilaya.

Art. 3. — Les dispositions du décret exécutif n° 90-196 du 23 juin 1990 susvisé sont abrogées.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Joumada El Oula 1415 correspondant au 22 octobre 1994.

Mokdad SIFI.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 25 Rabie Ethani 1415 correspondant au 1er octobre 1994 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'Amérique au ministère des affaires étrangères.

Par décret présidentiel du 25 Rabie Ethani 1415 correspondant au 1er octobre 1994, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'Amérique au ministère des affaires étrangères, exercées par M. Mourad Bencheikh, appelé à exercer une autre fonction.

Décret présidentiel du 25 Rabie Ethani 1415 correspondant au 1er octobre 1994 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'Europe au ministère des affaires étrangères.

Par décret présidentiel du 25 Rabie Ethani 1415 correspondant au 1er octobre 1994, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'Europe au ministère des affaires étrangères, exercées par M. Khalfa Mamari, appelé à exercer une autre fonction.

pour objet la dissolution des centres des œuvres sociales universitaires mentionnés à l'article 2 ci-dessous et le transfert de l'ensemble de leurs personnels, biens, moyens, droits et obligations à l'office national des œuvres universitaires (O.N.O.U).

Art. 2. — Sont dissous, à compter du 31 décembre 1996, les centres des œuvres sociales universitaires de :

- Bab Ezzouar (Alger),
- Oran (Es Sénia),
- Tizi Ouzou,
- Batna,
- Blida,
- Tiaret,
- Oum El Bouaghi,
- Chlef,
- Boumerdès (2).

Art. 3. — La dissolution prévue à l'article 2 précédent emporte le transfert à l'office national des œuvres universitaires de l'ensemble des personnels, biens, moyens, droits et obligations des centres des œuvres sociales universitaires susmentionnés.

Art. 4. — Le transfert prévu à l'article 3 ci-dessus donne lieu :

A - A l'établissement pour chaque centre :

— d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif dressé, conformément aux lois et règlements en vigueur, par une commission dont les membres sont désignés conjointement par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et le ministre des finances,

— l'inventaire est approuvé par arrêté conjoint du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et du ministre des finances.

B- A la définition des procédures de communication des informations et documents se rapportant à chaque centre concerné.

Art. 5. — Les personnels liés au fonctionnement et à la gestion de l'ensemble des structures et moyens de chaque centre sont transférés à l'office national des œuvres universitaires.

Les droits et obligations des personnels concernés demeurent soumis aux dispositions légales, statutaires ou contractuelles qui les régissent à la date du transfert.

Art. 6. — Les décrets n°s 86-318, 86-323, 86-330, 86-331, 86-332, 86-336, 86-337 et 86-338 du 23 décembre 1986 et le décret exécutif n° 95-36 du 19, Chaâbane 1415 correspondant au 21 janvier 1995 susvisés, sont abrogés.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative ;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975 portant plan comptable national ;

Vu la loi n° 91-08 du 27 avril 1991 relative à la profession d'expert comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé ;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 72-106 du 7 juin 1972 portant statut de la coopération agricole ;

Vu le décret n° 72-150 du 27 juillet 1972 portant statut-type du groupement précoopératif de mise en valeur ;

Vu le décret n° 72-151 du 27 juillet 1972 portant statut-type du groupement agricole d'indivisaires ;

Vu le décret n° 72-152 du 27 juillet 1972 portant statut-type du groupement d'entraide paysanne ;

Vu le décret n° 72-153 du 27 juillet 1972 portant statut-type de la coopérative agricole d'exploitation en commun ;

Vu le décret n° 72-154 du 27 juillet 1972 portant statut-type de la coopérative agricole de production de la révolution agraire ;

Vu le décret n° 72-155 du 27 juillet 1972 portant statut-type de la coopérative agricole de services spécialisés ;

Vu le décret n° 72-156 du 27 juillet 1972 portant statut-type de la coopérative agricole polyvalente communale de services ;

Vu le décret n° 74-199 du 1er octobre 1974 portant statut-type de la coopérative de commercialisation des fruits et légumes de la wilaya ;

Vu le décret n° 75-169 du 30 décembre 1975 portant statut-type de la coopérative d'élevage pastorale de la révolution agraire ;

Vu le décret n° 88-170 du 13 septembre 1988 modifié portant statut-type de la coopérative agricole de services ;

Vu le décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les règles générales applicables aux coopératives agricoles.

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre I

Des principes généraux

Art. 2. — Les coopératives agricoles ont pour fondement la solidarité professionnelle des agriculteurs.

Elles ne poursuivent pas de but lucratif.

Art. 3. — La coopérative agricole est fondée sur la libre adhésion de ses membres.

Art. 4. — La coopérative agricole est une société civile de personne, à personnel et capital variables.

Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 5. — La coopérative agricole est placée sous l'autorité du ministre de l'agriculture.

A ce titre, le ministre de l'agriculture :

- propose la réglementation en la matière,
- accorde son agrément,
- suit et contrôle son évolution et ses activités.

Art. 6. — La circonscription territoriale des coopératives agricoles est déterminée, à leur création, par la zone d'implantation des exploitations des membres fondateurs et sa proche périphérie, le cas échéant.

Ne peuvent coexister dans une même circonscription territoriale deux ou plusieurs sociétés coopératives agricoles ayant un même objet.

Chapitre II

De l'objet des coopératives agricoles

Art. 7. — L'objet des coopératives agricoles est déterminé essentiellement par les besoins professionnels de leurs adhérents.

A ce titre, elles peuvent notamment :

— effectuer ou faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation et l'écoulement des produits agricoles de leurs adhérents,

— approvisionner leurs seuls adhérents en leur procurant tout ou partie des intrants et équipements nécessaires à leur exploitation,

— faire, d'une manière générale, pour le compte de leurs adhérents toutes les opérations entrant normalement dans le cadre de la profession agricole.

Chapitre III

Des différentes formes de coopératives

Art. 8. — Les coopératives agricoles peuvent présenter quatre formes :

- la coopérative agricoles de services spécialisés,
- la coopérative agricole par filière,
- la coopérative agricole polyvalente,
- la coopérative d'exploitation en commun.

Art. 9. — La coopérative agricole de services spécialisés a pour objet de fournir des prestations de services précises.

Cette coopérative agricole peut notamment concerner :

- l'approvisionnement en facteurs de production,
- la commercialisation des produits agricoles,
- la transformation des produits agricoles,
- le stockage des produits agricoles,
- l'irrigation,
- les travaux agricoles,
- l'insémination artificielle,
- la motoculture,
- les études, conseil et vulgarisation.

Art. 10. — La coopérative agricole par filière exerce toutes les activités qui concernent une filière à savoir :

- la production du produit agricole de la filière,
- la production et l'approvisionnement en facteurs de production propres à la filière,
- la transformation et la commercialisation de la production agricole de la filière.

Cette forme de coopérative peut notamment être envisagée dans les filières suivantes :

- aviculture,
- production laitière,
- production de viande bovine ou ovine,
- maraîchage,
- arboriculture,
- céréaliculture,
- cultures industrielles.

Art. 11. — La coopérative agricole polyvalente constitue une forme de coopérative poursuivant plusieurs objets.

La création de cette forme de coopérative revêt un caractère exceptionnel en raison :

- de la polyvalence des activités de ses adhérents,
- de l'enclavement des exploitations de ses adhérents,
- de l'insuffisance du développement agricole de sa zone d'implantation.

Art. 12. — La coopérative agricole d'exploitation en commun se constitue par la mise en commun, par ses adhérents, des moyens de production, y compris la terre ou les équipements d'élevage.

Les apports consentis dans ce cadre, peuvent être en toute propriété au profit de la coopérative ou en simple jouissance.

Un statut type pour cette forme de coopérative est fixé par arrêté du ministre de l'agriculture.

TITRE II

DE LA CONSTITUTION DES COOPERATIVES AGRICOLES

Chapitre I

De la création

Art. 13. — Les coopératives agricoles doivent être constituées par des agriculteurs au sens de la réglementation en vigueur.

Art. 14. — La création des coopératives agricoles est constatée par acte notarié authentique.

Art. 15. — Les membres fondateurs doivent avant toute constitution faire part de leur intention à l'autorité compétente en matière d'agrément en vue d'un accord de principe.

Art. 16. — L'assemblée générale constitutive doit approuver les statuts, élire les organes de gestion et désigner le commissaire aux comptes.

Elle doit également certifier exacte la liste des souscriptions au capital social.

L'assemblée générale constitutive suit les règles des assemblées générales extraordinaires.

Chapitre II

Des adhérents et des usagers

Art. 17. — Pour constituer une coopérative agricole, un minimum de cinq (5) adhérents est obligatoire.

Les adhérents peuvent être des agriculteurs personnes physiques ou des personnes morales exerçant une activité agricole au sens de la réglementation en vigueur.

Art. 18. — Nul adhérent ne peut faire partie de deux ou plusieurs coopératives agricoles pour un même service.

Art. 19. — Les adhérents à une coopérative agricole s'engagent à la date de leur adhésion :

- à utiliser les services de la coopérative pour une durée qui ne peut être inférieure à cinq (5) années,
- à souscrire des parts sociales en fonction de leur engagement.

Art. 20. — L'adhésion à une coopérative agricole s'effectue par simple demande adressée au président de la coopérative.

L'admission d'un adhérent est prononcée par le conseil de gestion et confirmée par l'assemblée générale qui suit.

Art. 21. — La durée de l'engagement d'activité de l'adhérent est renouvelée par tacite reconduction lorsque ce dernier ne manifeste pas six (6) mois au moins avant le terme, sa volonté de se retirer.

Art. 22. — L'adhérent qui se retire de fait de la coopérative peut se voir déchu du remboursement des parts sociales souscrites nonobstant d'autres sanctions lorsque la coopérative subit un préjudice.

Art. 23. — L'exclusion d'un adhérent peut être prononcée par le conseil de gestion notamment lorsque celui-ci nuit à la coopérative ou lui porte préjudice du fait de son maintien.

L'assemblée générale qui suit doit se prononcer sur cette exclusion.

Art. 24. — La coopérative tient obligatoirement à son siège son registre des adhérents comportant le nombre de parts souscrites par chacun et la signature de l'intéressé.

Ce registre est régulièrement coté et paraphé par le tribunal du lieu du siège de la coopérative.

Art. 25. — Lorsque les statuts particuliers le prévoient, la coopérative peut admettre des usagers.

Dans ce cas, les statuts particuliers déterminent les conditions de participation des usagers aux frais de gestion de la coopérative.

Art. 26. — Lorsque la faculté d'admettre des usagers est acquise, ces derniers ne peuvent prendre part aux délibérations des organes de la coopérative, ni bénéficier de ristourne.

Art. 27. — Les usagers d'une coopérative agricole ne peuvent excéder en nombre le tiers (1/3) du nombre des adhérents, et dans la limite de 25 % du chiffre d'affaires de celle-ci.

Art. 28. — Le conseil de gestion d'une coopérative agricole peut exiger des usagers utilisant les services de la coopérative depuis trois (3) années au moins, d'adhérer et de souscrire des parts au capital social, sauf s'ils ne réunissent par les conditions d'adhésion.

De la même manière, un usager peut, à tout moment lorsqu'il remplit les conditions, demander son adhésion, laquelle ne peut être refusée.

Chapitre III

De l'agrément

Art. 29. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée, et avant toute activité, les coopératives agricoles sont soumises à l'agrément du ministre de l'agriculture.

Art. 30. — Sont agréées par le ministre de l'agriculture, après avis de la commission nationale d'agrément, les coopératives agricoles ou les unions dont la circonscription territoriale excède les limites d'une wilaya.

Art. 31. — Sont agréées par le wali agissant sur délégation du ministre de l'agriculture après avis d'une commission d'agrément de wilaya, les coopératives agricoles ou leurs unions dont la circonscription territoriale n'excède les limites de la wilaya.

Art. 32. — Les modifications statutaires portant sur l'objet ou la circonscription territoriale sont soumises aux mêmes formalités d'agrément.

Art. 33. — Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément sont notifiées au président de la coopérative agricole dans un délai n'excédant pas quatre (4) mois lorsque ladite décision relève de la compétence du ministre de l'agriculture et deux mois (2) lorsque la compétence relève du wali.

En cas de silence de l'administration à l'expiration de ces délais, l'agrément est réputé acquis d'office.

Art. 34. — Le refus d'agrément ne peut être prononcé qu'en cas d'inobservation des prescriptions édictées par la législation et la réglementation en matière de coopération agricole.

Art. 35. — Le refus d'agrément notifié par le wali est susceptible de recours auprès du ministre de l'agriculture.

Le refus d'agrément notifié par le ministre de l'agriculture est susceptible de recours devant la juridiction compétente.

Art. 36. — Les commissions de recours sont composées paritairement de représentants de l'administration et de représentants de la profession.

Art. 37. — Les modalités de composition et de fonctionnement des commissions d'agrément, ainsi que les procédures et formalités de saisine de ces commissions sont précisées par arrêté du ministre de l'agriculture.

Le même arrêté précise la procédure d'agrément d'office.

Art. 38. — Les coopératives agricoles et leurs unions sont soumises aux formalités de dépôts et de publicité prévues à l'article 12 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Chapitre IV

Du capital social

Art. 39. — Le capital social des coopératives agricoles est constitué par des parts sociales nominatives et indivisibles souscrites par chaque adhérent.

Les parts sociales doivent être souscrites intégralement.

Elles sont transmissibles par voie de succession et cessibles après approbation de l'assemblée générale, par simple transcription sur le registre des sociétaires.

Art. 40. — Les parts sociales souscrites donnent lieu à la délivrance d'un reçu.

Art. 41. — La valeur nominale des parts sociales est identique pour toutes les formes de coopératives agricoles.

Elle est fixée à 1000 DA.

Art. 42. — Le capital social des coopératives agricoles est soumis aux variations normales soit lors de la souscription de nouvelles parts soit de l'annulation des parts des adhérents sortants ou décédés.

Art. 43. — L'assemblée générale fixe obligatoirement les modalités de souscription des parts sociales pour chaque catégorie de coopérateur en fonction de l'importance de leurs engagements avec la coopérative.

L'augmentation ultérieure de l'engagement d'un coopérateur correspondant au montant des opérations effectivement réalisées entraîne pour chaque coopérateur un réajustement du nombre de parts sociales selon les modalités fixées par le règlement intérieur.

Art. 44. — L'augmentation du capital social, par émission de nouvelles parts est du ressort de l'assemblée générale.

Les parts nouvelles qui en résultent doivent être souscrites par chaque adhérent.

Art. 45. — Le capital social est susceptible d'être diminué par annulation de parts sociales consécutives :

— au retrait d'adhérents,

— décès ou exclusion,

— à la réduction des activités de la coopérative agricole résultant d'une diminution des engagements des sociétaires.

Ces annulations ne peuvent réduire le capital social de plus de la moitié du montant le plus élevé depuis la constitution de la société.

Art. 46. — La détention de parts sociales par un coopérateur ne donne droit au versement d'aucun dividende ou intérêt quelconque.

Art. 47. — L'adhérent qui se retire ou réduit dans les formes requises son engagement a le droit en outre aux ristournes lui revenant et au remboursement de tout ou partie des parts souscrites.

Aucune ristourne ne peut être versée lors d'une exclusion.

Art. 48. — Le remboursement des parts sociales à un adhérent qui se retire de la coopérative s'effectue au cours de l'exercice financier suivant son départ.

Toutefois, ce remboursement peut être différé pendant une durée de cinq (5) années au maximum lorsque la situation financière de la coopérative l'exige.

TITRE III

DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION DES COOPERATIVES AGRICOLES

Chapitre I

De l'assemblée générale

Art. 49. — L'assemblée générale est composée de tous les adhérents inscrits sur le registre des sociétaires et ayant souscrit des parts sociales.

Art. 50. — L'assemblée générale ordinaire se réunit deux (2) fois par année au moins sur convocation de son président, à des périodes compatibles avec ses prérogatives notamment en matière d'approbation des programmes et de comptes.

Elle se réunit en sessions extraordinaires autant de fois que les intérêts de la coopérative l'exigent.

Art. 51. — Les convocations aux assemblées générales indiquent le lieu, la date et l'heure de réunion ainsi que l'ordre du jour arrêté par le conseil de gestion.

Les convocations doivent être adressées à chaque adhérent quinze (15) jours au moins avant la date prévue.

Elles doivent en outre, être publiées dans un quotidien et affichées au siège de la coopérative.

Tout adhérent peut, à compter de la réception de la convocation, prendre connaissance du rapport du conseil de gestion et du commissaire aux comptes.

Art. 52. — Chaque adhérent présent ou représenté ne dispose que d'une seule voix à l'assemblée générale quel que soit le nombre de parts souscrites.

Les statuts particuliers des coopératives agricoles composées à la fois de personnes physiques et de personnes morales, peuvent attribuer aux personnes morales un nombre de voix proportionnel à l'effectif de celles-ci, sans que ce nombre n'excède la dixième du nombre total des voix.

En cas de vote par procuration, l'adhérent mandaté ne peut disposer en plus de sa voix, que de celle d'un seul associé.

Art. 53. — Dans toutes les assemblées générales, il est tenu une feuille de présence indiquant le nom de chaque adhérent.

Cette feuille est émargée par chaque adhérent présent et certifiée exacte par les membres du bureau de l'assemblée.

Art. 54. — L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si le nombre d'adhérents présents ou représentés est égal au moins aux deux tiers (2/3) des inscrits.

Si ce *quorum* n'est pas atteint lors de la première convocation, une nouvelle assemblée doit être convoquée dans les trente (30) jours qui suivent. Elle siège dans ce cas quel que soit le *quorum* atteint.

Art. 55. — L'assemblée générale ordinaire est chargée :

— d'examiner et d'approuver les comptes, bilans et rapports d'activité,

— d'approuver les modifications statutaires et le règlement intérieur,

- d'élire et de révoquer les membres du conseil de gestion et de désigner le commissaire aux comptes,
- de décider de l'affectation des excédents financiers,
- d'approuver les variations exceptionnelles du capital social,
- de dissoudre ou de proroger la durée de la coopérative,
- de décider de toute aliénation d'immeuble,
- d'approuver les admissions et les exclusions d'adhérents,
- de délibérer sur toute question liée au fonctionnement de la coopérative.

Art. 56. — Les décisions de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité simple des voix exprimées.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 57. — L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par son président sur sa propre initiative, à la demande de la majorité du conseil de gestion ou à celle des deux tiers (2/3) au moins des adhérents qui en font la demande par écrit au président de la coopérative.

Elle statue valablement lorsqu'au moins les deux tiers (2/3) des adhérents sont présents ou représentés.

A défaut de quorum, une seconde assemblée est convoquée dans les quinze (15) jours qui suivent et doit rassembler la moitié au moins des adhérents.

A la troisième convocation, aucun quorum n'est exigé.

Les décisions de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix exprimées.

Art. 58. — L'assemblée générale extraordinaire procède à l'examen de toute question qui met en cause l'existence et le fonctionnement normal de la coopérative.

Art. 59. — Le commissaire aux comptes est obligatoirement convoqué aux réunions des assemblées générales statuant en matière de comptes.

Art. 60. — Les coopératives agricoles composées de plus de deux cents (200) adhérents peuvent constituer des assemblées de section.

La section correspond à une fraction de la circonscription territoriale de la coopérative considérée.

Les représentants de section disposent d'autant de voix que d'adhérents composant la section.

Art. 61. — Il est tenu, au siège de la coopérative agricole, sous la responsabilité du président, un registre spécial sur lequel sont portés le procès verbal de chaque réunion de l'assemblée générale ainsi que la feuille de présence y afférente.

Chapitre 2

Du conseil de gestion

Art. 62. — Le conseil de gestion des coopératives agricoles ci-après désigné "le conseil" est composé de trois (3) membres au moins élus par l'assemblée générale.

Art. 63. — Les membres du conseil doivent :

- être de nationalité algérienne,
- être majeur,
- ne pas participer directement ou indirectement à une activité concurrente à celle de la coopérative,
- résider dans la circonscription de la coopérative,
- n'avoir été condamné, ni pour crime, ni pour délit de droit commun, ni pour infraction à la législation commerciale.

Art. 64. — Les coopératives composées de moins de quinze (15) adhérents sont dispensées du conseil de gestion.

Dans ce cas, l'assemblée générale tient lieu de conseil.

Art. 65. — Dans les coopératives agricoles de plus de trente (30) adhérents, les conjoints, les ascendants, les descendants et collatéraux jusqu'au deuxième degré ne peuvent être simultanément membres du conseil.

Art. 66. — Les membres du conseil sont élus pour un mandat de trois (3) années.

Ils sont renouvelables par tiers (1/3) tous les ans.

Ils sont rééligibles.

Art. 67. — En cas de décès, de retrait ou d'exclusion d'un membre du conseil, celui-ci peut procéder à son remplacement à charge d'entériner ce choix par l'assemblée générale qui suit.

Art. 68. — Le conseil se réunit une fois par mois au moins sur convocation de son président.

Pour délibérer valablement, il doit réunir la moitié (1/2) au moins de ses membres.

Il doit être convoqué toutes les fois où le tiers (1/3) de ses membres en fait la demande.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité simple des voix exprimées. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le vote au sein du conseil est personnel.

Art. 69. — Le conseil a pour mission :

- d'établir le projet de règlement intérieur,
- de proposer à l'assemblée générale un directeur ainsi que sa rémunération,
- de fixer le niveau des marges de prestations offertes par la coopérative sous réserve de l'accord de l'assemblée générale,
- de fixer l'ordre du jour des assemblées générales,
- d'établir tous les rapports destinés à l'approbation de l'assemblée générale, notamment en matière de comptes,
- de recevoir les subventions éventuelles, les dons et legs sous réserve de leur acceptation par l'assemblée générale qui suit,
- de conclure tous marchés et contrats.

Art. 70. — Chaque réunion du conseil donne lieu à un procès-verbal dont l'original est conservé au siège de la coopérative.

Art. 71. — Les membres du conseil sont responsables individuellement ou solidairement selon le cas, envers la coopérative et envers les tiers, de toute faute commise dans le cadre de leur gestion, des infractions à la législation régissant la coopérative et de toute contravention à ses statuts.

Leur responsabilité pénale peut être engagée conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Art. 72. — Il est interdit aux membres du conseil de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la coopérative, de se faire consentir par elle un découvert ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Chapitre 3

Du président

Art. 73. — Le président de la coopérative agricole est élu parmi les membres du conseil pour la durée du mandat de ce dernier.

Il est élu par l'assemblée générale pour la même durée lorsque la coopérative agricole ne dispose pas de conseil.

Art. 74. — Le président convoque et préside toutes les réunions des assemblées générales et du conseil.
Il veille à l'exécution de leurs délibérations.

Art. 75. — Le président représente la coopérative agricole en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Chapitre 3

Du directeur

Art. 76. — Le conseil de gestion peut confier la direction de la coopérative agricole soit à une personne étrangère à la coopérative, soit à un adhérent qui en aucun cas ne doit être membre dudit conseil.

Art. 77. — Le directeur exerce ses fonctions sous l'autorité du conseil qu'il représente vis à vis des tiers dans la limite des pouvoirs qui lui sont confiés.

Le directeur assiste aux réunions du conseil avec voix consultative.

Art. 78. — Lorsque le directeur est une personne étrangère à la coopérative, son recrutement et sa rémunération sont régis par la législation en vigueur en matière de relations de travail.

Art. 79. — Lorsque le directeur est un adhérent, il perçoit une indemnité dont le montant est fixé par le conseil et approuvé par l'assemblée générale.

Art. 80. — Le directeur peut être révoqué par le conseil ou par l'assemblée générale pour faute grave dans sa gestion.

Art. 81. — Ne peuvent être chargées de la direction d'une coopérative agricole, les personnes ayant un lien de parenté jusqu'au deuxième (2°) degré avec un adhérent.

Art. 82. — Le directeur signe conjointement avec le président de la coopérative ou tout autre membre du conseil désigné par celui-ci tous les documents financiers.

Il assure en outre le secrétariat des réunions de l'assemblée générale et du conseil.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 83. — L'exercice financier des coopératives agricoles est ouvert le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

Art. 84. — La comptabilité des coopératives agricoles est tenue selon le plan comptable national.

Dans le cas où la coopérative poursuit plusieurs objets, un compte d'exploitation est établi pour chacun d'eux.

Art. 85. — Les coopératives sont tenues de distinguer dans leur comptabilité les opérations faites avec leurs adhérents et celles réalisées avec les usagers.

Art. 86. — Sont considérés excédents d'exploitation, les excédents subsistants après déduction de toutes les charges d'exploitation, jusque et y compris le cas échéant, les indemnités accordées au directeur adhérent et autres adhérents participant à l'exploitation, ainsi que les dettes.

Art. 87. — Il est prélevé sur les excédents annuels, les sommes nécessaires à l'alimentation des fonds coopératifs et dans l'ordre de priorité suivant :

- 15% au moins pour le fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il atteigne le montant du capital souscrit,
- 10% au moins pour le fonds de roulement,
- 10% au moins pour le fonds d'investissement.

Art. 88. — L'assemblée générale décide de l'affectation du reliquat dégagé après l'alimentation des fonds cités à l'article 87 :

- soit à des fonds sociaux,
- soit aux ristournes en faveur des adhérents au *prorata* des opérations réalisées avec chacun d'eux.

Art. 89. — Les excédents résultant d'opérations réalisées avec les usagers ne peuvent faire l'objet de ristournes et sont obligatoirement portés en réserves.

Art. 90. — L'assemblée générale peut décider de différer la distribution de ristournes pendant une durée maximum de cinq (5) années pour promouvoir ses investissements.

Art. 91. — La marge des prestations offertes par les coopératives agricoles ne peut excéder sept (7%) pour cent.

Art. 92. — Le produit de la cession des actifs d'une coopérative agricole décidée par l'assemblée générale est obligatoirement porté au fonds d'investissement.

Art. 93. — Les coopératives agricoles disposent d'un commissaire aux comptes dont les attributions et la rémunération sont fixées conformément à la législation et réglementation en vigueur.

TITRE V

DISSOLUTION — LIQUIDATION

Art. 94. — Les coopératives agricoles sont dissoutes :

- à l'expiration de la durée pour laquelle elles ont été constituées, sauf prorogation décidée par l'assemblée générale,
- par décision de l'assemblée générale en cas de perte de plus de la moitié du capital social,
- par décision de la juridiction compétente,
- par suite du retrait d'agrément.

Dans les trois (3) premiers cas, l'autorité ayant délivré l'agrément devra en être informée, par le président de la coopérative.

Art. 95. — Les modalités de dissolution des coopératives sont déterminées par l'assemblée générale, qui nomme un ou plusieurs liquidateurs ou confie la liquidation aux gérants en exercice. Les pouvoirs de l'assemblée générale sont maintenus durant la période de liquidation.

Art. 96. — Les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus en vue de la liquidation.

Ils rendent compte à l'assemblée générale de la mission qui leur a été confiée et soumettent à son approbation les comptes de liquidation.

Art. 97. — Dans le cas où la liquidation fait apparaître des pertes excédant le montant du capital social, ces pertes seront divisées entre les coopérateurs proportionnellement au nombre de parts du capital appartenant à chacun d'eux.

Art. 98. — Dans le cas où la liquidation fait apparaître un excédent net d'actif, celui-ci est obligatoirement dévolu à une ou plusieurs coopératives agricoles.

La dévolution de l'actif net est décidée :

- soit, par l'assemblée générale de la coopérative dissoute après accord de l'autorité qui a délivré l'agrément,
- soit, en cas de carence de l'assemblée générale, par l'autorité d'agrément habilitée.

Art. 99. — Le transfert de l'actif net doit en aucun cas être dévolu aux coopérateurs de la société coopérative dissoute.

Art. 100. — L'actif net acquis par la coopérative bénéficiaire doit dans les six (6) mois qui suivent le transfert, avoir fait l'objet d'une individualisation et intégré dans sa comptabilité.

TITRE VI

DU CONTROLE DES COOPERATIVES AGRICOLES

Art. 101. — Les coopératives agricoles sont soumises au contrôle du ministère de l'agriculture qui a pour objet de s'assurer de l'observation de l'ensemble des prescriptions législatives et réglementaires applicables à ce type de sociétés.

Art. 102. — Lorsque le contrôle fait apparaître soit l'inaptitude des membres du conseil de gestion, soit des manquements aux dispositions législatives ou réglementaires, soit la méconnaissance des intérêts des adhérents, soit un conflit inter-organes, l'autorité qui a délivré l'agrément peut ordonner la réunion d'une assemblée générale extraordinaire à l'effet de redresser la situation de la coopérative au besoin en remplaçant le conseil de gestion.

A défaut de redressement dans l'année qui suit, la coopérative s'expose au retrait d'agrément.

Art. 103. — Les coopératives agricoles sont tenues, chaque année et dans un délai d'un mois après la tenue de l'assemblée générale ayant approuvé les comptes, de faire parvenir à l'autorité qui a délivré l'agrément les pièces suivantes :

— une copie intégrale du procès-verbal de l'assemblée générale,

— le bilan de l'exercice écoulé accompagné du rapport du conseil de gestion et du commissaire aux comptes,

— un état certifié exact par le président, indiquant le nombre d'adhérents et éventuellement le nombre d'usagers.

Art. 104. — Les coopératives agricoles sont tenues de communiquer sur demande des services du ministère de l'agriculture tous documents et renseignements relatifs à la nature et à l'étendue de leurs activités, à leur fonctionnement et à leur situation financière.

Art. 105. — Le refus de se soumettre aux formalités de contrôle expose les coopératives agricoles au retrait d'agrément.

TITRE VII

DU CONSEIL NATIONAL DE LA COOPERATION AGRICOLE

Art. 106. — Il est institué auprès du ministre de l'agriculture un conseil national de la coopération agricole.

Art. 107. — Le conseil national de la coopération agricole est chargé d'émettre des avis et des recommandations sur tous les aspects de la vie coopérative en agriculture.

Art. 108. — Le conseil est présidé par un représentant du ministre de l'agriculture et comprend :

— trois (3) représentants de la chambre nationale d'agriculture,

— un (1) représentant de chaque syndicat national représentatif,

— un (1) représentant de chaque union nationale de coopératives agricoles,

— quatre (4) représentants de coopératives agricoles désignés par le ministre de l'agriculture en raison de leur expérience dans le domaine de la coopération agricole.

Art. 109. — Les membres du conseil sont désignés par arrêté du ministre de l'agriculture pour une durée de cinq (5) années.

Art. 110. — Les modalités d'organisation et de fonctionnement du conseil sont précisées par arrêté du ministre de l'agriculture.

TITRE VIII

DES UNIONS DE COOPERATIVES

Art. 111. — Pour la gestion de leurs intérêts communs, deux (2) ou plusieurs coopératives agricoles peuvent créer des unions de coopératives.

Art. 112. — Les unions de coopératives sont soumises à tout point de vue aux dispositions du présent décret.

Art. 113. — La représentation des coopératives agricoles, membres d'une union, aux organes de celles-ci, relève des prérogatives de chaque assemblée générale.

Art. 114. — Les statuts particuliers de chaque coopérative agricole et union de coopérative ou leur règlement intérieur peuvent prévoir toute disposition complémentaire de nature à améliorer notamment le fonctionnement des organes.

TITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

Art. 115. — Les coopératives agricoles et leurs unions agréées au jour de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, disposent d'un délai d'une année pour se conformer aux présentes dispositions tant au plan statutaire, qu'à celui de leur objet social au regard notamment des articles 8 à 12 du présent décret.

Les modifications statutaires à apporter sont soumises à l'autorité compétente en matière d'agrément dans le même délai sous peine de retrait d'agrément.

Art. 116. — Les décrets :

— n° 72-106 du 7 juin 1972,

— n° 151 à 156 du 27 juillet 1972,

— n° 74-199 du 1er octobre 1974,

— n° 75-169 du 30 décembre 1975,

— n° 88-170 du 13 septembre 1988, modifié et complété, sont abrogés.

Art. 117. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996.

Ahmed OUYAHIA.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE**

Arrêté du 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions d'agrément des coopératives agricoles ainsi qu'aux procédures et formalités de leur saisine.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur;

Vu le décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles et notamment son article 37;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 37 du décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 susvisé, le présent arrêté a pour objet de préciser la composition et les modalités de fonctionnement des commissions d'agrément des coopératives agricoles ainsi que les procédures et les formalités de leur saisine.

Art. 2. — La commission nationale d'agrément est composée :

- d'un représentant du ministère de l'agriculture et de la pêche, président;
- d'un représentant du ministère des finances;
- d'un représentant de la chambre nationale d'agriculture;
- d'un représentant de l'organisation syndicale agricole représentative.

Les membres de la commission sont désignés par décision du ministre de l'agriculture et de la pêche sur proposition de l'autorité dont ils relèvent.

Art. 3. — La commission d'agrément de wilaya est composée :

- du directeur des services agricoles, président;
- d'un représentant des services des impôts de la wilaya;
- d'un représentant de la chambre d'agriculture de wilaya non membre d'un conseil de gestion de coopérative agricole;
- d'un représentant de l'organisation syndicale agricole représentative.

Les membres de la commission sont désignés par décision du wali.

Art. 4. — Les commissions d'agrément ont pour compétence de donner un avis consultatif destiné à éclairer l'autorité compétente en matière d'agrément sur :

- les demandes d'intention de création d'une coopérative agricole ou d'une union de coopératives agricoles;
- les demandes d'agrément ou de renouvellement d'agrément des coopératives agricoles, et unions de coopératives agricoles;
- les demandes d'agrément portant sur les modifications statutaires de coopératives agricoles et unions de coopératives agricoles relatives à leur objet ou à leur circonscription territoriale;
- les sanctions envisagées notamment à l'encontre de coopératives agricoles enfreignant les dispositions législatives ou réglementaires inhérentes aux coopératives agricoles;
- les modalités de dévolution d'actifs des coopératives agricoles ou union de coopératives agricoles dissoutes.

Art. 5. — La commission nationale d'agrément est chargée, en outre, de donner un avis motivé au ministre de l'agriculture et de la pêche sur les recours des coopératives agricoles et unions de coopératives agricoles dont les demandes d'agrément sont rejetées par le wali.

Art. 6. — Les commissions d'agrément se réunissent autant de fois que de besoin sur convocation de leur président.

Art. 7. — Les commissions d'agrément sont assistées d'un secrétariat technique.

Le secrétariat technique de la commission nationale est assuré par la direction centrale du ministère de l'agriculture et de la pêche en charge des coopératives agricoles.

Le secrétariat technique des commissions d'agrément de wilaya est assuré par les directions des services agricoles des wilayas.

Art. 8. — Le secrétariat technique, dont les travaux sont coordonnés par un responsable dûment désigné par le président, est chargé :

- de la réception des demandes et dossiers d'agrément;
- de l'examen préalable des dossiers destinés à être soumis aux commissions d'agrément;
- de s'assurer de la régularité de la constitution des dossiers présentés;
- de formuler un avis destiné à éclairer les membres des commissions d'agrément;
- de préparer l'ordre du jour des réunions des commissions en s'assurant du respect des délais réglementaires.

Art. 9. — La demande pour l'obtention d'un accord de principe est adressée sur papier libre par les membres fondateurs à l'autorité compétente en matière d'agrément qui est tenu de donner ou de refuser son accord dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de sa réception.

Elle doit comporter toute information susceptible de permettre une appréciation.

Art. 10. — La demande d'agrément est formulée selon le modèle défini par l'annexe n° 1 du présent arrêté.

Elle doit être déposée dans les trois (3) mois qui suivent la constitution définitive de la coopérative et adressée selon le cas :

- au président de la commission nationale d'agrément;
- ou au président de la commission d'agrément de wilaya.

Art. 11. — La demande d'agrément doit être accompagnée d'un dossier comportant les pièces suivantes :

- une copie de l'accord de principe obtenu préalablement;
- une copie du document attestant de la qualité d'agriculteur des adhérents;
- une copie des statuts légalement établie;
- une copie du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive;
- la liste des membres du conseil de gestion, du commissaire aux comptes et du directeur avec indication de leurs professions et domiciles selon le modèle défini à l'annexe n° 2 du présent arrêté;
- un exemplaire du règlement intérieur approuvé;
- un état certifié exact par le président, justifiant de la souscription intégrale des parts sociales selon le modèle défini à l'annexe n° 3 du présent arrêté.

Art. 12. — Le dossier est déposé auprès du responsable du secrétariat technique qui doit procéder à la vérification des pièces constitutives et inviter, le cas échéant, le président de la coopérative concernée à le compléter.

Art. 13. — Le président de la commission d'agrément délivre un récépissé de dépôt au président de la coopérative concernée selon le modèle défini par l'annexe n° 4 du présent arrêté portant mention de la date de dépôt, date qui fait courir le délai réglementaire fixé par l'article 33 du décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 susvisé.

Art. 14. — Le responsable du secrétariat technique procède à l'enregistrement du dossier sur un registre spécifique conçu selon le modèle défini à l'annexe n° 5 du présent arrêté.

Art. 15. — La commission d'agrément examine le dossier et émet un avis motivé sur la forme et sur le fond.

Art. 16. — Dans la forme, la commission d'agrément s'assure de la conformité du dossier relatif à la demande d'agrément et de l'authenticité des pièces fournies.

Art. 17. — Dans le fond, la commission d'agrément procède aux vérifications suivantes, notamment :

En matière de constitution de la coopérative agricole, elle est chargée :

- de vérifier la conformité de l'accord de principe donné par l'autorité compétente en matière d'agrément;
- de s'assurer de la qualité d'agriculteur de chaque adhérent conformément au décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 susvisé;
- d'analyser les statuts de chaque coopérative agricole et de s'assurer de leur conformité avec les dispositions du décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 susvisé;
- de vérifier le respect des dispositions réglementaires en matière d'organisation et de déroulement de l'assemblée générale (publicité *quorum*, modalités d'élection, désignation du président et du conseil de gestion);
- de s'assurer qu'il n'existe aucune incompatibilité parentale entre les personnes désignées au conseil de gestion et qu'elles remplissent les conditions édictées par l'article 63 du décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 susvisé;
- de s'assurer que le directeur et le commissaire aux comptes ont été désignés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur;
- de veiller au mode d'approbation du règlement intérieur par l'assemblée générale et de la conformité de celui-ci avec les dispositions réglementaires;

— d'analyser l'acte notarié notamment en matière de définition de l'objet et de la circonscription territoriale de la coopérative agricole;

— de vérifier l'exactitude de la souscription et de la libération intégrale des parts sociales.

En matière de rationalisation du réseau coopératif, elle est chargée d'apprécier :

— l'objet de la coopérative agricole qui doit être en harmonie avec les systèmes agraires prévalant dans la circonscription territoriale;

— la délimitation de la circonscription territoriale qui doit être évaluée selon le nombre potentiel d'adhérents et leur répartition géographique;

— l'utilité économique au regard du capital rapporté à ses capacités et aux besoins de ses adhérents.

Art. 18. — Pour le respect des délais réglementaires impartis pour l'examen des dossiers d'agrément, les commissions d'agrément fonctionnent de la manière suivante :

Pour la commission nationale d'agrément :

Le président doit adresser les convocations aux membres de la commission trente (30) jours au plus avant l'expiration du délai réglementaire du dossier le plus ancien inscrit à l'ordre du jour.

Le procès verbal de réunion faisant ressortir les avis de la commission est transmis au ministre de l'agriculture et de la pêche dans les cinq (5) jours qui suivent la réunion.

Le président de la commission notifie, sous pli recommandé, la décision d'agrément ou de refus d'agrément, au président de la coopérative agricole concernée.

Pour les commissions d'agrément de wilaya :

Le président doit adresser les convocations aux membres de la commission vingt (20) jours au plus avant l'expiration du délai réglementaire du dossier le plus ancien inscrit à l'ordre du jour.

Le procès verbal de réunion faisant ressortir les avis de la commission est transmis au wali dans les cinq (5) jours qui suivent la réunion.

Le président de la commission notifie, sous pli recommandé, la décision d'agrément ou de refus d'agrément, au président de la coopérative agricole concernée.

Art. 19. — Lorsque les délais impartis à l'examen d'une demande d'agrément sont dépassés, l'agrément est réputé acquis d'office pour la coopérative agricole concernée.

Art. 20. — La notification de l'agrément d'office intervient à la demande expresse du président de la coopérative concernée et doit être accompagnée de la copie du récépissé de dépôt.

Art. 21. — Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément sont établies conformément aux modèles définis respectivement aux annexes (n° 6, 6 (bis), 7 et 7 (bis) du présent arrêté.

Art. 22. — Les décisions d'agrément d'office sont établies conformément aux modèles définis aux annexes n° 8 et 8 (bis) du présent arrêté.

Art. 23. — Les décisions d'agrément sont obligatoirement portées sur un registre d'immatriculation régulièrement coté et paraphé conformément à la réglementation en vigueur et établi selon le modèle défini à l'annexe n° 9 du présent arrêté.

Les décisions d'agrément d'office sont portées sur le même registre.

Les présidents des commissions d'agrément de wilaya doivent communiquer périodiquement à la commission nationale d'agrément les extraits du registre d'immatriculation de leur wilaya pour l'actualisation du fichier national des coopératives agricoles.

Art. 24. — Dans le cas où le fonctionnement d'une coopérative agricole ayant bénéficié d'un agrément d'office fait apparaître des irrégularités, son président doit être invité à régulariser sa situation dans un délai impérativement fixé, sous peine de retrait d'agrément.

Art. 25. — Le président d'une coopérative agricole dont l'agrément est refusé par le wali, dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification du refus pour présenter son recours auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche. L'instruction du recours est soumise aux mêmes conditions de délai et de procédure qu'une demande d'agrément examinée par la commission nationale.

Art. 26. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997.

Nouredine BAHBOUH.

ANNEXE N° 1

DEMANDE D'AGREMENT

A LE 19.....

Je soussigné.....
agissant en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés par délibération de l'assemblée générale en date du19.,
j'ai l'honneur de solliciter l'agrément de la.....
.....
en qualité de coopérative agricole (de services spécialisés, par filière, polyvalente, d'exploitation en commun)*,
conformément au décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles
applicables aux coopératives agricoles.

Sont annexées à l'appui de la présente demande les pièces ci-après :

- une copie de l'accord de principe délivré leà par M..... le..... ;
- une copie de l'acte notarié de constitution de la coopérative ;
- une copie du procès verbal de l'assemblée générale constitutive ;
- une copie du règlement intérieur ;
- la liste des membres du conseil de gestion, du commissaire aux comptes et du directeur ;
- un état certifié exact des souscriptions du capital social et des versements effectués par les coopérateurs.

SIGNATURE :

* rayer forme de coopératives non concernées.

ANNEXE N° 2

SIEGE.....

NOMBRE D'ADHERENTS.....

**LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE GESTION
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES ET DU
DIRECTEUR DE LA COOPERATIVE**

1. COMPOSITION DU CONSEIL DE GESTION

	NOMS ET PRENOMS	DOMICILE	PROFESSION	OBSERVATIONS
Président	M.....			
Membres	M.....			
	M.....			
	M.....			

2. COMMISSAIRE AUX COMPTES

NOM ET PRENOMS	DOMICILE	PROFESSION	OBSERVATIONS
M.....			

3. DIRECTEUR

NOM ET PRENOMS	DOMICILE	PROFESSION	OBSERVATIONS
M.....			

CERTIFIE EXACT LE.....

LE PRESIDENT

ANNEXE N° 3

DENOMINATION EXACTE DE LA COOPERATIVE AGRICOLE

.....

.....

LISTE DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL SOCIAL INITIAL ET ETAT
DES VERSEMENTS EFFECTUES PAR LES SOUSCRIPTEURS

N° D'ORDRE	NOM, PRENOMS, QUALITE ET DOMICILE DES SOUSCRIPTEURS	VALEUR NOMINALE DE LA PART SOCIALE	NOMBRE DE PARTS SOUSCRITES	VERSEMENTS EFFECTUES	OBSERVATIONS
		1000,00 DA			

TOTAL DU CAPITAL SOCIAL SOUSCRIT (EN CHIFFRES ET EN LETTRES).....

.....

CERTIFIE SINCERE ET VERITABLE

LE PRESIDENT

FAIT ALE.....

ANNEXE N° 4

**AGREMENT DES COOPERATIVES AGRICOLES
RECEPISSE DE DEPOT DU DOSSIER CONSTITUTIF**

Le président de la commission d'agrément de la wilaya decertifie que
M.....président, agissant au nom de la coopérative.....
a déposé le/...../19..... sous le numéro d'enregistrement.....au siège de la direction
des services agricoles, un dossier en vue d'obtenir un agrément, conformément à l'article 29 du décret exécutif n° 96-459 du
7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles.

L'agrément sera réputé acquis d'office lesi dans ce délai aucune décision de
rejet n'est intervenue.

OBSERVATIONS :

.....

.....

FAIT ALE.....

ANNEXE N° 5

REGISTRE DE DEPOT DE DOSSIER D'AGREMENT

REFERENCE DU RECEPISSE DE DEPOT	FORME DE LA COOPERATIVE AGRICOLE	DENOMINATION DE LA COOPERATIVE	SIEGE SOCIAL ET WILAYA	OBSERVATIONS
				Date de dépôt : Délai requis :

ANNEXE N° 6

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DECISION

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles et notamment son article 30 ;

Vu l'arrêté du 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions d'agrément des coopératives agricoles ainsi qu'aux procédures et formalités de leur saisine ;

Vu la demande d'agrément déposée le par le président de la coopérative agricole

Vu l'avis de la commission.....

Décide :

Article 1er. — La coopérative agricole susvisée est agréée à compter du sous les références suivantes :

Agrément n° / FOLIO /

Art. 2. — Tous les documents émanant de la coopérative agricole susnommée est doivent obligatoirement mentionner sa dénomination exacte suivie de son objet et du numéro d'immatriculation qui lui est affecté à l'article premier ci-dessus.

Art. 3. — Le président de la coopérative agricole susnommée est chargé de procéder dans un délai d'un (1) mois aux formalités de dépôt et de publicité prévus par la législation en vigueur, notamment l'article 12 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Art. 4. — Le président de la coopérative agricole susnommée est tenu de remettre au président de la commission nationale d'agrément la copie du récépissé de dépôt au greffe territorialement compétent des documents énumérés à l'article 12 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Fait à Alger, le

ANNEXE N° 6 (bis)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DECISION

Le wali de agissant sur délégation du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative ;

Vu le décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles et notamment son article 31 ;

Vu l'arrêté du 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions d'agrément des coopératives agricoles ainsi qu'aux procédures et formalités de leur saisine ;

Vu la demande d'agrément déposée le par le président de la coopérative agricole ;

Vu l'avis de la commission..... ;

Décide :

Article 1er. — La coopérative agricole susvisée est agréée à compter du sous les références suivantes :

Agrément n° / FOLIO /

Art. 2. — Tous les documents émanant de la coopérative agricole susnommée doivent obligatoirement mentionner sa dénomination exacte suivie de son objet et du numéro d'immatriculation qui lui est affecté à l'article premier ci-dessus.

Art. 3. — Le président de la coopérative agricole susnommée est chargé de procéder dans un délai d'un (1) mois aux formalités de dépôt et de publicité prévus par la législation en vigueur, notamment l'article 12 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Art. 4. — Le président de la coopérative agricole susnommée est tenu de remettre au président de la commission d'agrément de wilaya la copie du récépissé de dépôt au greffe territorialement compétent des documents énumérés à l'article 12 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Fait à Alger, le

Pour le ministre de l'agriculture
et de la pêche,

ANNEXE N° 7

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DECISION

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative notamment l'article 27 ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles et notamment ses articles 34 et 35 ;

Vu l'arrêté du 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions d'agrément des coopératives agricoles ainsi qu'aux procédures et formalités de leur saisine ;

Vu la demande d'agrément déposée le par le président de la coopérative agricole ;

Vu l'avis de la commission..... ;

Décide :

Article 1er. — La demande d'agrément susvisée est refusée pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- irrégularité des formes de constitution ;
- statuts non conformes aux dispositions du décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 susvisé ;
- concours territoriaux de la coopérative avec une coopérative agricole agréée ;
- la coopérative ne présente aucun objectif économique réel.

Art. 2. — Conformément à l'article 35 alinéa deuxième du décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 susvisé, le président de la coopérative susnommée peut introduire un recours auprès de la juridiction compétente.

Fait à Alger, le

ANNEXE N° 7 (bis)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DECISION

Le wali de agissant sur délégation du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative notamment l'article 27 ;

Vu le décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles et notamment ses articles 34 et 35 ;

Vu l'arrêté du correspondant au relatif à la composition et au fonctionnement des commissions d'agrément des coopératives agricoles ainsi qu'aux procédures et formalités de leur saisine ;

Vu la demande d'agrément déposée le par le président de la coopérative agricole ;

Vu l'avis de la commission..... ;

Décide :

Article 1er. — La demande d'agrément susvisée est refusée pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- irrégularité des formes de constitution ;
- statuts non conformes aux dispositions du décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 susvisé ;
- concours territoriaux de la coopérative avec une coopérative agricole agréée ;
- la coopérative ne présente aucun objectif économique réel.

Art. 2. — Conformément à l'article 35 alinéa premier du décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 susvisé, le président de la coopérative sus nommée peut introduire un recours auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Fait à Alger, le

Pour le ministre de l'agriculture
et de la pêche,

ANNEXE N° 8

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DECISION

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles et notamment son article 33 ;

Vu l'arrêté du 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions d'agrément des coopératives agricoles ainsi qu'aux procédures et formalités de leur saisine, notamment son article 22 ;

Vu la demande d'agrément déposée le par le président de la coopérative agricole ;

Sur la demande expresse du président de la coopérative agricole susvisée après l'expiration du délai de réponse réglementaire ;

Décide :

Article 1er. — La coopérative agricole susvisée est agréée d'office à compter du sous les références suivantes :

Agrément n° / FOLIO /

Art. 2. — Tous les documents émanant de la coopérative agricole susnommée doivent obligatoirement mentionner sa dénomination exacte suivie de son objet et du numéro d'immatriculation qui lui est affecté à l'article premier ci-dessus.

Art. 3. — Le président de la coopérative agricole susnommée est chargé de procéder dans un délai d'un (1) mois aux formalités de dépôt et de publicité prévus par la législation en vigueur, notamment l'article 12 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Art. 4. — Le président de la coopérative agricole susnommée est tenu de remettre au président de la commission nationale d'agrément la copie du récépissé de dépôt au greffe territorialement compétent des documents énumérés à l'article 12 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Fait à Alger, le

ANNEXE N° 8 (bis)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DECISION

Le wali de agissant sur délégation du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative ;

Vu le décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles et notamment son article 33 ;

Vu l'arrêté du 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions d'agrément des coopératives agricoles ainsi qu'aux procédures et formalités de leur saisine, notamment son article 22 ;

Vu la demande d'agrément déposée le par le président de la coopérative agricole ;

Sur la demande expresse du président de la coopérative agricole susvisée après l'expiration du délai de réponse réglementaire ;

Décide :

Article 1er. — La coopérative agricole susvisée est agréée d'office à compter du sous les références suivantes :

Agrément n° / FOLIO /

Art. 2. — Tous les documents émanant de la coopérative agricole sus nommée doivent obligatoirement mentionner sa dénomination exacte suivie de son objet et du numéro d'immatriculation qui lui est affecté à l'article premier ci-dessus.

Art. 3. — Le président de la coopérative agricole susnommée est chargé de procéder dans un délai d'un (1) mois aux formalités de dépôt et de publicité prévus par la législation en vigueur, notamment l'article 12 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Art. 4. — Le président de la coopérative agricole susnommée est tenu de remettre au président de la commission nationale d'agrément la copie du récépissé de dépôt au greffe territorialement compétent, des documents énumérés à l'article 12 de l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 susvisée.

Fait à Alger, le

Pour le ministre de l'agriculture
et de la pêche,

ANNEXE N° 9

REGISTRE D'AGREMENT

FOLIO : 01

N° D'ORDRE	FORME DE LA COOPERATIVE AGRICOLE	WILAYA ET SIEGE	DENOMINATION DE LA COOPERATIVE	NUMERO D'IMMATRICULATION	OBSERVATIONS
Exemple : 01	— par filière : 02	Bouira : 10	COOPAWI	01-02-10	date d'agrément : 20-06-97 date de remise du récépissé de dépôt :

N.B/

Afin de rationaliser la saisie des données informatiques du fichier national des coopératives agricoles, les numéros d'immatriculations sont uniformisés par forme de coopératives :

- 01.....les coopératives agricoles de services spécialisés,
- 02.....les coopératives agricoles par filière,
- 03.....les coopératives agricoles polyvalentes,
- 04.....les coopératives agricoles d'exploitation en commun.

Exemple/

L'immatriculation d'une coopérative agricole de la filière avicole est établie comme suit :

01-02-10 / folio : 01 / du 20-06-97

où 01 = indique le numéro d'ordre de l'agrément dans le registre d'immatriculation,

02 = indique la forme de la coopérative agricole,

10 = indique le numéro de code de la wilaya d'implantation de la coopérative agricole,

folio 01 = indique le numéro du feuillet du registre d'immatriculation.

Art. 2. — Le comité interministériel foncier est chargé de :

— participer, en relation avec les administrations et organismes concernés, à l'élaboration de la législation et de la réglementation relatives à la protection et à la gestion du patrimoine foncier ;

— proposer les mécanismes et instruments techniques et économiques d'encadrement et de régulation du marché foncier ;

— promouvoir, au plan organisationnel, la création de structures aptes à faciliter ou à participer à la réalisation des opérations liées à l'utilisation du patrimoine foncier ;

— veiller à la mise en œuvre cohérente des programmes d'actions arrêtés par le Gouvernement en matière de foncier ;

— évaluer les résultats atteints et faire périodiquement rapport au Gouvernement.

Il peut en outre être saisi par son président de toute question en rapport avec ses missions.

Art. 3. — Présidé par le ministre délégué aux collectivités locales, le comité interministériel foncier comprend les représentants des ministres de la défense nationale, de l'agriculture, de l'équipement, de la justice, de l'économie et de l'intérieur.

Des représentants d'autres ministères peuvent être appelés à siéger chaque fois que requis par les questions inscrites à l'ordre du jour.

Art. 4. — Le comité interministériel foncier est doté d'un secrétariat technique chargé en particulier :

— d'étudier tous les dossiers soumis au comité interministériel foncier en matière de législation et de réglementation foncières ;

— d'identifier et de mettre en œuvre toutes études et enquêtes liées à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires ainsi qu'à la définition des mesures de régulation foncière ;

— de compléter et d'harmoniser les travaux sectoriels relatifs à la mise en œuvre de la loi d'orientation foncière ;

— d'assurer le secrétariat technique du comité interministériel foncier.

Art. 5. — Le comité interministériel foncier se réunit à l'initiative de son président.

Le secrétaire assiste aux réunions du comité interministériel foncier.

Art. 6. — Le secrétariat technique est dirigé par un secrétaire assisté de trois directeurs d'études.

Art. 7. — Le secrétaire et les directeurs sont nommés par décret exécutif sur proposition du ministre délégué aux collectivités locales, il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Art. 8. — Le secrétaire du comité interministériel foncier est assimilé en matière de statut et de rémunération au chef de cabinet d'administration centrale.

Art. 9. — Le secrétaire du comité interministériel foncier dispose d'un personnel technique de soutien mis à sa disposition par les ministères de l'agriculture, de l'équipement et de l'intérieur.

Ledit personnel technique continue d'être rétribué par le ministère d'origine auprès duquel sont préservés tous ses droits.

Art. 10. Le comité interministériel foncier est doté de crédits nécessaires à son fonctionnement.

Lesdits crédits sont inscrits au budget du ministère de l'intérieur.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 avril 1991.

Mouloud HAMROUCHE.

« »

Décret exécutif n° 91-118 du 27 avril 1991 portant création de chambres d'agriculture de wilaya

Le chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret présidentiel n°89-171 du 9 septembre 1989 portant nomination du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 89-178 du 16 septembre 1989 modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 portant statut général des chambres d'agriculture ;

Décète :

Article 1^{er}. — Conformément aux dispositions du décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 susvisé, il est créé une chambre d'agriculture dans les wilayas ci-après :

*Tébessa, Djelfa, Bejaïa, Tlemcen, Tiaret, Tizi Ouzou, Laghouat, Constantine, Jijel, Souk Ahras, Chlef, Boumerdes, El Tarf, Tipaza, Ain Defla, Ouargla, Mostaganem.

Art. 2. — Le siège de chaque chambre d'Agriculture de wilaya est fixé au chef lieu de la wilaya.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire de la wilaya par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 avril 1991.

Mouloud HAMROUCHE.

«»

Décret exécutif n° 91-119 du 27 avril 1991 portant dissolution du centre de formation professionnelle de l'Hydraulique de Ouargla et transfert de ses biens, droits, obligations et personnels à l'école normale supérieure des sciences fondamentales de Ouargla.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'équipement et du ministre aux universités ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-alinéa 4 et 116 ;

Vu la loi n° 84-05 du 7 janvier 1984 portant planification des effectifs du système éducatif ;

Vu le décret n° 74-53 du 31 janvier 1974 portant création de centres de formation professionnelle ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut type des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret n° 88-65 du 22 mars 1988 portant création d'une école normale supérieure des sciences fondamentales à Ouargla.

Vu le décret présidentiel n° 90-224 du 25 juillet 1990 portant nomination des membres du Gouvernement

Décète:

Article 1^{er}. — Le centre de formation professionnelle de l'hydraulique de Ouargla régi par le décret n° 74-53 du 31 janvier 1974 susvisé est dissous.

Art.2. — La dissolution prévue à l'article 1^{er} ci-dessus emporte le transfert à l'école normale supérieure des sciences fondamentales de Ouargla, de l'ensemble des biens, droits, obligations et personnels ainsi que la prise en charge des élèves en cours de formation jusqu'à l'achèvement du cycle de formation engagé.

Art.3. — Le transfert prévu à l'article 2 ci-dessus, donne lieu:

1) à l'établissement d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif dressé conformément aux lois et règlements en vigueur par la commission dont les membres sont désignés conjointement par le ministre aux universités, de l'économie et de l'équipement.

2) à la définition des procédures de communication des informations et documents se rapportant à l'objet du transfert prévu à l'article 2 ci-dessus.

Art.4. — Un arrêté interministériel du ministre de l'économie, du ministre de l'équipement et du ministre aux universités déterminera les modalités de transfert prévues à l'article 2 du présent décret.

Art.5. — Les personnels liés au fonctionnement et à la gestion de l'ensemble des structures et moyens du centre sont transférés à l'école normale supérieure en sciences fondamentales de Ouargla conformément à la législation en vigueur

Art.6. — Les droits et obligations des personnels visés, demeurent régis par les dispositions légales, statutaires ou contractuelles qui les régissent à la date du transfert.

Art.7. — Les dispositions contraires au présent décret et notamment le décret 74-53 du 31 janvier 1974 susvisé sont abrogées.

Art.8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 avril 1991.

Mouloud HAMROUCHE.

«»

Décret exécutif n° 91-120 du 27 avril 1991 fixant les modalités de financement des budgets des secteurs sanitaires et des établissements hospitaliers spécialisés y compris les centres hospitalo-universitaires

Le chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'économie et du ministre de la santé ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-21 du 24 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985, notamment son article 12 ;

Vu la loi n° 90-36 du 31 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991, notamment ses articles 132 et 133 ;

Vu le décret n° 81-242 du 05 septembre 1981, portant création et organisation des secteurs sanitaires, modifié et complété par le décret n° 87-230 du 27 octobre 1987 ;

Vu le décret n° 81-243 du 05 septembre 1981, portant création et organisation des établissements hospitaliers spécialisés, complété par le décret n° 88-174 du 20 septembre 1988 ;

ETAT ANNEXE

N° DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	3ème Partie	
	Action éducative et culturelle	
43-01	Administration centrale — Bourses et complément de bourses — Indemnités de stages — Frais de formation	300.000
	Total de la 3ème partie.....	300.000
	4ème Partie	
	Action économique Encouragements et interventions	
44-01	Contribution au centre de recherche pour la valorisation des hydrocarbures et leurs dérivés (CERHYD)	13.500.000
	Total de la 4ème partie.....	13.500.000
	Total du titre IV	13.800.000
	Total de la section I.....	89.550.000
	Total des crédits ouverts au ministre de l'énergie	89.550.000

Décret exécutif n° 91-392 du 22 octobre 1991 portant transfert du siège de la commune de Lazrou (wilaya de Batna).

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 portant organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 84-79 du 3 avril 1984 fixant les noms et les chefs-lieux des wilayas ;

Vu le décret n° 84-365 du 1^{er} décembre 1984 fixant la composition, la consistance et les limites territoriales des communes ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le siège de la commune de Lazrou, sis en la localité de Lazrou est transféré à Mezreguène, au lieu dit « Koudiat Ouled El Hanchi ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 octobre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

«»

Décret exécutif n° 91-393 du 22 octobre 1991 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 portant statut général des chambres d'agriculture.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret présidentiel n° 91-198 du 5 juin 1991 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 portant statut général des chambres d'agriculture ;

Décète :

Article 1^{er}. — *L'article 36 du décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 susvisé est modifié comme suit :*

« Art. 36. — La gestion et le fonctionnement des chambres d'agriculture sont assurés par un secrétaire général.

Le secrétaire général de la chambre nationale d'agriculture est nommé par décret pris sur proposition du ministre de l'agriculture.

Le secrétaire général de la chambre d'agriculture de wilaya est nommé par arrêté du ministre de l'agriculture.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes après consultation du conseil d'administration de la chambre ».

Art. 2. — *L'article 45 du décret exécutif n° 90-38 du 16 février 1991 est complété comme suit :*

« Art. 45. — Les chambres d'agriculture peuvent recevoir, à titre dotation, notamment les locaux abritant leurs services administratifs.

Elles sont dotées d'un fonds initial dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé des finances ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 octobre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 91-394 du 22 octobre 1991 portant création de chambres d'agriculture de wilaya.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret présidentiel n° 91-198 du 5 juin 1991 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 91-199 du 18 juin 1991 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié et complété ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 portant statut général des chambres d'agriculture ;

Décète :

Article 1^{er}. — Conformément aux dispositions du décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 susvisé, il est créé une chambre d'agriculture dans les wilayas ci-après : Adrar, Batna, Biskra, Blida, Bouira, Tamanghasset, Alger, Saïda, Annaba, Médéa, Mascara, Oran, Illizi, Bordj Bou Arréridj, Tissemsilt, El Oued, Mila, Aïn Témouchent et Relizane.

Art. 2. — Le siège de chaque chambre d'agriculture de wilaya est fixé au chef lieu de la wilaya.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire de la wilaya par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 octobre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 91-395 du 22 octobre 1991 portant création d'instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret n° 63-434 du 8 novembre 1963 portant création des centres de formation administrative (C.F.A. d'Alger, Oran, Constantine) ;

Vu le décret n° 69-170 du 31 octobre 1969 portant création du centre de formation administrative de Béchar ;

Vu le décret n° 76-135 du 23 octobre 1976 érigeant en centres de formation administrative, les centres annexes de Blida, El Asnam, Annaba, Batna, Sétif, Tébessa, Mostaganem, Saïda et Laghouat ;

Vu le décret n° 77-132 du 8 octobre 1977 érigeant en centres de formation administrative, les centres annexes de Adrar, Béjaïa, Biskra, Bouira, Djelfa, Guelma, Jijel, Mascara, M'Sila, Oum El Bouaghi, Sidi Bel Abbès, Skikda, Tamanghasset, Tiaret, Tizi Ouzou et Tlemcen ;

Vu le décret n° 81-12 du 31 janvier 1981 portant organisation et fonctionnement des centres de formation administrative ;

Décète :

Article 1^{er}. — *L'article 36 du décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 susvisé est modifié comme suit :*

« Art. 36. — La gestion et le fonctionnement des chambres d'agriculture sont assurés par un secrétaire général.

Le secrétaire général de la chambre nationale d'agriculture est nommé par décret pris sur proposition du ministre de l'agriculture.

Le secrétaire général de la chambre d'agriculture de wilaya est nommé par arrêté du ministre de l'agriculture.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes après consultation du conseil d'administration de la chambre ».

Art. 2. — *L'article 45 du décret exécutif n° 90-38 du 16 février 1991 est complété comme suit :*

« Art. 45. — Les chambres d'agriculture peuvent recevoir, à titre dotation, notamment les locaux abritant leurs services administratifs.

Elles sont dotées d'un fonds initial dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé des finances ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 octobre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 91-394 du 22 octobre 1991 portant création de chambres d'agriculture de wilaya.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret présidentiel n° 91-198 du 5 juin 1991 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 91-199 du 18 juin 1991 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié et complété ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 portant statut général des chambres d'agriculture ;

Décète :

Article 1^{er}. — Conformément aux dispositions du décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 susvisé, il est créé une chambre d'agriculture dans les wilayas ci-après : Adrar, Batna, Biskra, Blida, Bouira, Tamanghasset, Alger, Saïda, Annaba, Médéa, Mascara, Oran, Illizi, Bordj Bou Arréridj, Tissemsilt, El Oued, Mila, Aïn Témouchent et Relizane.

Art. 2. — Le siège de chaque chambre d'agriculture de wilaya est fixé au chef lieu de la wilaya.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire de la wilaya par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 octobre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 91-395 du 22 octobre 1991 portant création d'instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret n° 63-434 du 8 novembre 1963 portant création des centres de formation administrative (C.F.A. d'Alger, Oran, Constantine) ;

Vu le décret n° 69-170 du 31 octobre 1969 portant création du centre de formation administrative de Béchar ;

Vu le décret n° 76-135 du 23 octobre 1976 érigeant en centres de formation administrative, les centres annexes de Blida, El Asnam, Annaba, Batna, Sétif, Tébessa, Mostaganem, Saïda et Laghouat ;

Vu le décret n° 77-132 du 8 octobre 1977 érigeant en centres de formation administrative, les centres annexes de Adrar, Béjaïa, Biskra, Bouira, Djelfa, Guelma, Jijel, Mascara, M'Sila, Oum El Bouaghi, Sidi Bel Abbès, Skikda, Tamanghasset, Tiaret, Tizi Ouzou et Tlemcen ;

Vu le décret n° 81-12 du 31 janvier 1981 portant organisation et fonctionnement des centres de formation administrative ;

2° de faire suivre les invalides, au plan médical, par les personnels ou les établissements de soins relevant du ministère chargé de la santé.

3° d'assurer, le cas échéant, à ces invalides des cures thermales ou spécialisées ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 7 du décret n° 88-176 du 20 septembre 1988 susvisé sont modifiées comme suit :

« Art. 7. — Peuvent bénéficier des prestations prévues à l'article 3 ci-dessus et dans les conditions fixées aux articles 3 et 6 ci-dessus, les invalides membres de l'Armée de libération nationale ou de l'organisation civile du Front de libération nationale tels que définis par la réglementation en vigueur, qu'ils soient ou non titulaires d'une pension d'invalidité.

Peuvent également bénéficier de ces prestations en cas de place disponible et dans les mêmes conditions d'admission, les veuves de choudhada ainsi que les enfants de choudhada atteints d'une infirmité incurable visés à l'article 33, modifié, de la loi n° 63-99 du 2 avril 1963 susvisé ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 8 du décret n° 88-176 du 20 septembre 1988 susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 8 — Les bénéficiaires désignés à l'article précédent peuvent être accompagnés par un membre de leur famille.

Cette personne ne peut bénéficier que des prestations définies au 1° de l'article 3 ci-dessus ».

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 mars 1992.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 92-98 du 3 mars 1992 portant création de la chambre nationale de l'agriculture.

Le Chef du Gouvernement ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 fixant le statut général des chambres d'agriculture, notamment son article 7 ;

Vu le décret présidentiel n° 91-198 du 5 juin 1991 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 91-199 du 18 juin 1991, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article. 1er. — Conformément aux dispositions du décret n° 91-38 du 16 février 1991, susvisé, il est créé une chambre nationale d'agriculture.

Art. 2. — Le siège de la chambre nationale d'agriculture est fixé à Alger.

Il peut être transféré en tout endroit du territoire national par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

fait à Alger, le 3 mars 1992.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 92-99 du 3 mars 1992 portant création, organisation et fonctionnement de l'office de promotion et de gestion immobilière des personnels du secteur de la recherche scientifique et technique.

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 (2e et 4e) et 116 (2e),

Vu la loi n° 86-07 du 4 mars 1986 relative à la promotion immobilière,

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques,

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique,

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 portant orientation foncière,

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et l'urbanisme,

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale,

Vu le décret présidentiel n° 92-76 du 22 février 1992 modifiant et complétant le décret présidentiel n° 91-199 du 18 juin 1991 portant nomination des membres du gouvernement, modifié et complété ;

Vu le décret n° 87-131 du 26 mai 1987 fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine particulier et du domaine public de l'Etat en ses articles non contraires ;

Vu le décret exécutif n° 89-10 du 7 février 1989 fixant les modalités d'occupation des logements concédés par nécessité absolue de service ou utilité de service et les conditions de cessibilité de ces logements.

Décète :

TITRE I

DENOMINATION - SIEGE - OBJET

Article 1er — Dans le cadre des lois et règlements en vigueur et conformément aux dispositions du présent décret, il est créé un établissement public de caractère industriel et commercial pour la réalisation de logements destinés aux chercheurs et personnels scientifiques et le cas échéant, la gestion.

Décret exécutif n° 92-378 du 13 octobre 1992 portant changement du nom de la commune de Hamma Anassers située sur le territoire de la wilaya d'Alger.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 avril 1984 relative à la réorganisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Décrète :

Article 1^{er}. — La commune de Hamma Anassers, située sur le territoire de la wilaya d'Alger, portera désormais le nom de : commune « Mohamed Belouizdad ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 octobre 1992.

Bélaïd ABDESSELAM.

Décret exécutif n° 92-379 du 13 octobre 1992 portant création de chambres d'agriculture de wilaya.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu le décret présidentiel n° 92-304 du 8 juillet 1992 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 92-307 du 19 juillet 1992 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 portant statut général des chambres d'agriculture ;

Décrète :

Article 1^{er}. — Conformément aux dispositions du décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991 susvisé, il est créé une chambre d'agriculture dans les wilayas ci-après : Béchar, El Bayadh, Ghardaïa, Guelma, Khenchela, Oum El Bouaghi, M'Sila, Naâma, Sétif, Sidi Bel Abbès, Skikda.

Art. 2. — Le siège de chaque chambre d'agriculture de wilaya est fixé au chef lieu de wilaya.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire de la wilaya par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 octobre 1992.

Bélaïd ABDESSELAM.

Décret exécutif n° 92-380 du 13 octobre 1992 modifiant et complétant le décret n° 88-204 du 18 octobre 1988 fixant les conditions de réalisation, d'ouverture et de fonctionnement des cliniques privées.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la population,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé, modifiée et complétée ;

Vu le décret n° 88-204 du 18 octobre 1988 fixant les conditions de réalisation, d'ouverture et de fonctionnement des cliniques privées ;

Décrète :

Article 1^{er}. — *L'article 2* du décret n° 88-204 du 18 octobre 1988 est modifié et complété comme suit :

« Art. 2. — La réalisation d'une clinique est subordonnée à la délivrance d'un permis par le wali, sur la base préalable d'un dossier dûment visé par les services déconcentrés concernés et comportant, outre les pièces et documents requis pour une construction, les plans et la description détaillée du projet, l'implantation envisagée, les activités et les actes prévus ».

Le reste sans changement.

Art. 2. — *L'article 3* du décret n° 88-204 du 18 octobre 1988 est modifié et complété comme suit :

« Art. 3. — L'implantation de la clinique est déterminée en fonction de la carte sanitaire. Le permis en précise l'emplacement ».

Art. 3. — *L'article 6* du décret n° 88-204 du 18 octobre 1988 est modifié comme suit :

« Art. 6. — Tout changement dans la destination d'une clinique et toute reconversion d'activités médicales et/ou paramédicales sont subordonnés à l'autorisation expresse et préalable du wali ».

Art. 4. — L'article 15 du décret n° 88-204 du 18 octobre 1988 est modifié comme suit :

« Art. 15. — Les cliniques privées dûment autorisées à exercer sont tenues de se conformer aux normes et conditions fixées par le présent décret et ce, avant le 31 décembre 1993 ».

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 octobre 1992.

Bélaïd ABDESSELAM.

« »

Décret exécutif n° 92-381 du 13 octobre 1992 modifiant et complétant le décret n° 81-338 du 12 décembre 1981 portant création d'un Conseil national consultatif pour la protection des handicapés et changeant la dénomination de ce Conseil.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 (4 °) et 116 alinéa 2 ;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983 relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu le décret n° 81-338 du 12 décembre 1981 portant création d'un Conseil national consultatif pour la protection des handicapés ;

Vu le décret n° 81-397 du 26 décembre 1981 portant création d'un centre national de formation professionnelle pour handicapés physiques ;

Vu le décret n° 82-180 du 15 mai 1982 relatif à l'emploi et à la rééducation professionnelle des handicapés ;

Vu le décret n° 87-257 du 1^{er} décembre 1987 portant création du centre national de formation des personnels spécialisés des établissements pour handicapés (CNFPH) ;

Vu le décret n° 88-27 du 9 février 1988 portant création d'un office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées (ONAPH) ;

Vu le décret présidentiel n° 92-304 du 8 juillet 1992 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 92-307 du 19 juillet 1992 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-162 du 2 juin 1990 fixant les attributions du ministre des affaires sociales.

Décrète :

Article 1^{er}. — Le Conseil national consultatif pour la protection des handicapés créé par décret n° 81-338 du 12 décembre 1981 susvisé, prend la dénomination de « Conseil national consultatif de protection sociale et d'insertion des personnes handicapées » par abréviation (CNCIPH) et désigné ci-après « le Conseil ».

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret n° 81-338 du 12 décembre 1981 susvisé, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 2. — Le Conseil est chargé, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de protection sociale, de contribuer au développement des activités de coordination, d'animation et d'évaluation des actions entreprises.

Dans ce cadre, le Conseil est consulté notamment sur :

- les méthodes et mécanismes d'identification et de maîtrise de l'évolution de la population d'handicapés par catégories d'handicap ;

- les programmes d'actions de protection sociale et d'insertion professionnelle à mener en faveur des personnes handicapées ;

- la formulation des avis techniques sur les modalités de normalisation et de standardisation des équipements et des appareillages destinés aux handicapés ;

- les aménagements destinés à faciliter le cadre de vie des handicapés en matière de transport, d'habitation et d'accessibilité des lieux publics ;

- les avant-projets de textes législatifs et réglementaires en faveur de la protection des personnes handicapées ;

- la politique de prévention planifiée et intégrée du handicap, par les moyens de l'information médiatique, la publication, la sensibilisation et l'organisation de rencontres scientifiques, en vue de développer la recherche dans le domaine et la communication sociale en direction des handicapés ;

- les perspectives de développement coordonné de la politique de solidarité nationale en faveur des personnes handicapées les plus vulnérables.

Dans le cadre des consultations prévues ci-dessus, le Conseil est habilité à faire toute proposition de mesures destinées à assurer au regard des objectifs fixés, la maîtrise, la cohérence et la complémentarité des programmes de protection sociale et d'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées ».

Art. 17. — Le centre assure une mission de service public, conformément au cahier des charges des sujétions de service public annexé au présent décret.

Art. 18. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Chaoual 1426 correspondant au 10 novembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

CAHIER DES CHARGES DES SUJETIONS DE SERVICE PUBLIC DU CENTRE NATIONAL DE L'INSEMINATION ARTIFICIELLE ET DE L'AMELIORATION GENETIQUE

Article 1er. — Le centre a pour missions de service public :

1 — de garantir la disponibilité de semences et d'embryons sélectionnés, constituant un stock stratégique de sécurité et dont l'utilisation ne peut être opérée que sur instruction du ministre chargé de l'agriculture et aux conditions financières et techniques qu'il définit.

2 — de maintenir des structures permanentes d'amélioration génétique même lorsque les recettes du centre ne le permettent pas. Dans ce cas, le différentiel entre la capacité de financement du centre et le coût réel de l'amélioration génétique constituent une sujétion de service public.

Art. 2. — Le centre perçoit une rémunération en contrepartie des sujétions de service public mise à sa charge par le présent cahier des charges.

Art. 3. — Pour chaque exercice le centre adresse, au ministre de tutelle avant le 30 avril de chaque année, l'évaluation des montants qui devront lui être alloués pour la couverture des charges réelles induites par les sujétions de service public qui lui sont imposées par le présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre de tutelle en accord avec le ministre chargé des finances lors de l'élaboration du budget de l'Etat.

Les dotations peuvent faire l'objet d'une révision en cours d'exercice, au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient les sujétions à la charge du centre.

Art. 4. — Les contributions dues par l'Etat en contrepartie de la prise en charge par le centre des sujétions de service public sont versées à ce dernier, conformément aux procédures établies en la matière et par la réglementation en vigueur.

Art. 5. — Les contributions de l'Etat doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte.

Art. 6. — Un bilan d'utilisation des contributions de l'Etat doit être transmis au ministre des finances à la fin de chaque exercice budgétaire.

Art. 7. — Le centre établit pour chaque année le budget pour l'exercice suivant. Ce budget comporte :

— le bilan et les comptes des résultats comptables prévisionnels avec les engagements du centre vis-à-vis de l'Etat ;

— un programme physique et financier d'investissement ;

— un plan de financement.

Art. 8. — Les contributions annuelles arrêtées au titre du présent cahier des charges des sujétions de service public sont inscrites au budget du ministère de tutelle, conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

-----★-----

**Décret exécutif n° 05-435 du 8 Chaoual 1426
correspondant au 10 novembre 2005 portant
création d'une chambre d'agriculture dans la
wilaya de Tindouf.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, modifié et complété, portant statut général des chambres d'agriculture, notamment son article 6 ;

Décrète :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, modifié et complété, susvisé, il est créé une chambre d'agriculture dans la wilaya de Tindouf.

Art. 2. — Le siège de la chambre d'agriculture est fixé dans la ville de Tindouf.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Chaoual 1426 correspondant au 10 novembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE I (suite)

CODE DE WILAYA	WILAYA	CODE DE COMMUNE	COMMUNE	N° D'IDENTIFICATION NATIONALE	DENOMINATION DE L'ETABLISSEMENT	ADRESSE
39	El Oued	39.14	Taleb Larbi	00468	Lycée ancien Douim Bachir (reconverti en collège) (transféré au lycée nouveau Douim Bachir)	Taleb Larbi
44	Ain Defla	44.13	Oued Chorfa	02925	Lycée ancien Ahmed Louhi (à démolir) (transféré au lycée nouveau Ahmed Louhi)	Oued Chorfa
		44.10	El Attaf	02917	Lycée ancien 1er Novembre 54 (à démolir) (transféré au lycée nouveau 1er Novembre 54)	El Attaf
		44.16	Rouina	02929	Lycée ancien Houari Boumediene (à démolir) (transféré au lycée nouveau Houari Boumediene)	Rouina
		44.01	Aïn Defla	02884	Lycée ancien Ghalmi Abdelkader (à démolir) (transféré au lycée nouveau Ghalmi Abdelkader)	Aïn Defla
		44.03	Boumedfaâ	02892	Lycée ancien frères Farroudji (à démolir) (transféré au lycée nouveau frères Farroudji)	Boumedfaa
47	Ghardaia	47.08	Zelfana	04076	Lycée ancien Hai El H'Ssi (à démolir) (transféré au lycée nouveau Hai El H'Ssi)	Zelfana

Décret exécutif n° 10-214 du 7 Chaoual 1431 correspondant au 16 septembre 2010 fixant le statut des chambres d'agriculture.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, modifiée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu la loi n° 90-11 du 21 avril 1990, modifiée et complétée, relative aux relations de travail ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, relative à l'aménagement et à l'urbanisme ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995, modifiée et complétée, relative à la Cour des comptes ;

Vu la loi n° 07-11 du 15 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 25 novembre 2007, modifiée, portant système comptable financier ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole, notamment son article 59 ;

Vu la loi n° 10-01 du 16 Rajab 1431 correspondant au 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé.

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, modifié et complété, portant statut général des chambres d'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-431 du 19 Rajab 1417 correspondant au 30 novembre 1996 relatif aux modalités de désignation des commissaires aux comptes dans les établissements publics à caractère industriel et commercial, centres de recherche et de développement, organismes des assurances sociales, offices publics à caractère commercial et entreprises publiques non autonomes ;

Vu le décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

CHAPITRE I

PERSONNALITE - SIEGE

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 59 de la loi n° 08 - 16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole, le présent décret a pour objet de fixer le statut des chambres d'agriculture.

Art. 2. — Les chambres d'agriculture sont des établissements publics à caractère industriel et commercial placés sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture.

Elles sont dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi n° 08 - 16 du 3 août 2008, susvisée, il est institué des chambres d'agriculture de wilaya fédérées en une chambre nationale d'agriculture dont le siège est fixé à Alger.

Art. 4. — Sont membres des chambres d'agriculture, au titre des intérêts professionnels des agriculteurs, les associations professionnelles agricoles, les coopératives agricoles et leurs unions ainsi que toutes autres personnes morales exerçant à titre principal une activité de production de biens ou de services liés à l'agriculture.

CHAPITRE II

OBJET – MISSIONS

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article 58 de la loi n° 08-16 du 3 août 2008, susvisée, les chambres d'agriculture de wilaya constituent le lieu de consultation et de concertation entre les autorités administratives et les représentants des intérêts professionnels des agriculteurs. Elles permettent la coordination, l'information et l'échange entre leurs membres et entre ceux-ci et les institutions publiques ou privées dont les activités sont en rapport direct ou indirect avec l'agriculture.

Elles sont chargées de développer, en direction de leurs membres, les services et prestations utiles dans tous les domaines liés à l'activité agricole, la santé animale et notamment :

— l'organisation des foires, expositions, concours agricoles et de faciliter la diffusion de l'information scientifique, technique et économique ;

— la mise en place d'un système d'information ayant pour objet de communiquer des informations au profit du monde rural ;

— la mise en place d'un système d'observation et d'analyse de l'état des filières agricoles et de leur marché ;

— la mise en œuvre de programmes de formation en coordination avec l'administration agricole, les institutions et centres de formation agricole à l'adresse des agriculteurs et des éleveurs ;

— la contribution à la promotion des produits agricoles et des labels ainsi qu'à l'encouragement et l'accompagnement des opérations d'exportation ;

— de promouvoir toute action susceptible d'améliorer les performances des producteurs agricoles au plan de la production et de favoriser la fourniture des services dont ils ont besoin ;

— d'éditer ou de diffuser toute revue et tout support d'information se rapportant à leur objet.

Elles sont, en outre, chargées d'assurer les sujétions de service public prévues dans le cahier des charges annexé au présent décret.

Art. 6. — Les chambres d'agriculture de wilaya constituent des partenaires des autorités administratives et techniques locales.

Elles peuvent, à ce titre, être consultées sur tout projet ayant des incidences sur les intérêts de leurs membres notamment en matière d'aménagement et d'équipement de l'espace rural.

Art. 7. — La chambre nationale d'agriculture a pour mission de coordonner et d'évaluer l'activité des chambres d'agriculture de wilaya.

Art. 8. — Les chambres d'agriculture peuvent entretenir des relations avec les institutions nationales ayant un rapport avec leur objet et conclure des accords de coopération avec les institutions étrangères à but similaire après avis de la chambre nationale d'agriculture et accord du ministre chargé de l'agriculture, en coordination avec le ministère des affaires étrangères.

CHAPITRE III

ORGANISATION – FONCTIONNEMENT

Art. 9. — Les chambres d'agriculture sont dotées des organes suivants :

- l'assemblée générale ;
- le conseil d'administration ;
- le président ;
- le secrétaire général.

Section 1

L'assemblée générale

Art. 10. — Sont membres de l'assemblée générale des chambres d'agriculture de wilaya à laquelle ils adhèrent :

1- les exploitants agricoles et les éleveurs organisés dans le cadre d'associations professionnelles agricoles reconnues et établies dans la wilaya ;

2- les représentants de personnes morales de droit privé établies dans la wilaya et exerçant à titre principal une activité de production de biens ou de services liés à l'agriculture ;

3- les représentants des institutions publiques implantées dans la wilaya et ayant un lien avec l'agriculture.

Art. 11. — Disposent du droit de vote, au titre des décisions de l'assemblée générale, les membres élus par les associations professionnelles agricoles et les représentants des personnes morales de droit privé selon la répartition suivante de nombre de sièges :

— cinq (5) sièges pour chaque catégorie d'associations professionnelles agricoles représentant les spécialités ou les métiers de l'agriculture suivants :

- * céréaliculture et légumes secs ;
- * élevage bovin ;
- * élevage ovin et caprin ;
- * élevage équin et camelin ;
- * élevage avicole et cunicole ;
- * élevage apicole ;
- * cultures maraîchères et plasticoles ;
- * cultures industrielles ;
- * oléiculture ;
- * agrumiculture ;
- * phoeniciculture (palmier dattier) ;
- * autres arboricultures fruitières ;
- * viticulture et viniculture ;
- * irrigation agricole ;
- * mécanisation agricole.

— dix (10) sièges pour les représentants des membres visés au cas 2 de l'article 10 ci-dessus ;

— un (1) siège pour chaque institution visée au cas 3 de l'article 10 ci-dessus.

Art. 12. — L'assemblée générale de la chambre nationale d'agriculture est composée de l'ensemble des présidents et secrétaires généraux des chambres d'agriculture de wilaya et de la chambre nationale d'agriculture.

Le ministre chargé de l'agriculture délègue des représentants.

Art. 13. — L'assemblée générale des chambres d'agriculture de wilaya et de la chambre nationale d'agriculture se réunit deux (2) fois par an en session ordinaire sur convocation de son président.

Elle peut se réunir en session extraordinaire à la demande du ministre chargé de l'agriculture, du président de la chambre d'agriculture après accord du ministre chargé de l'agriculture ou des deux tiers (2/3) au moins de ses membres.

Art. 14. — Les convocations accompagnées de l'ordre du jour et des documents s'y rapportant sont adressées aux membres quinze (15) jours au moins avant la date retenue. Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires.

L'ordre du jour est établi par le président sur proposition du secrétaire général.

Art. 15. — L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) au moins de ses membres. Si ce *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les huit (8) jours qui suivent et dans ce cas l'assemblée générale ordinaire délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des votants.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 16. — L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) au moins de ses membres.

A défaut de ce *quorum*, la session est annulée et ne peut être convoquée à nouveau pour le même objet au cours du même exercice.

Toutefois, si cette session est convoquée à l'initiative du ministre chargé de l'agriculture, elle délibère valablement à la majorité simple des voix des membres présents.

Art. 17. — Les délibérations de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux numérotés, signés par le président et le secrétaire général et transcrits sur un registre spécial tenu par le secrétaire général de la chambre d'agriculture.

Elles sont adressées dans le mois de leur adoption au ministre chargé de l'agriculture pour approbation.

Art. 18. — L'assemblée générale ordinaire délibère notamment sur :

- le programme général d'activités de la chambre d'agriculture ;
- l'adoption du budget et du bilan comptable de la chambre d'agriculture certifié par un commissaire aux comptes ;
- le rapport d'activités annuel de la chambre d'agriculture présenté par le président ;
- le rapport de gestion du conseil d'administration présenté par le secrétaire général ;
- l'acceptation des dons et legs ;
- les relations avec des organismes similaires étrangers.

Elle procède, en outre, à l'élection des membres élus du conseil d'administration et veille à leur remplacement en cas d'interruption du mandat pour quelque raison que ce soit.

Art. 19. — En cas de dysfonctionnement et/ou de blocage des organes de la chambre d'agriculture, le ministre chargé de l'agriculture prend toutes mesures utiles pour assurer la pérennité et le bon usage des missions de la chambre.

Art. 20. — L'assemblée générale peut se réunir en session extraordinaire pour examiner toute question non prévue par les dispositions de l'article 18 ci-dessus.

Art. 21. — La durée du mandat de membre de l'assemblée générale est de cinq (5) ans *es* qualité.

Art. 22. — Les fonctions de membre de l'assemblée générale sont gratuites.

Seules sont allouées des indemnités compensatrices de frais engagés.

Section 2

Le conseil d'administration

Art. 23. — Les chambres d'agriculture sont administrées par des conseils d'administration.

Art. 24. — Le conseil d'administration de la chambre d'agriculture de wilaya est composé de quatorze (14) membres dont :

- six (6) membres élus par l'assemblée générale parmi les représentants des associations professionnelles agricoles citées au tiret 1 de l'article 10 ci-dessus ;

- deux (2) membres élus par l'assemblée générale parmi les représentants des personnes morales citées au cas 2 de l'article 10 ci-dessus ;

- deux (2) représentants du secteur de l'agriculture ;
- un (1) représentant du secteur des finances ;
- un (1) représentant du secteur du commerce ;
- un (1) représentant du secteur des ressources en eau ;
- un (1) représentant du secteur de l'industrie et de la petite et moyenne entreprise.

Le président du conseil d'administration de la chambre d'agriculture de wilaya est désigné par le ministre chargé de l'agriculture parmi les membres élus du conseil d'administration.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 25. — Le conseil d'administration de la chambre nationale d'agriculture est composé de quatorze (14) membres dont :

- huit (8) membres élus par l'assemblée générale parmi les présidents des chambres d'agriculture de wilaya ;
- deux (2) représentants du ministre chargé de l'agriculture ;
- un (1) représentant du ministre chargé des finances ;
- un (1) représentant du ministre chargé du commerce ;
- un (1) représentant du ministre chargé des ressources en eau ;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'industrie et de la petite et moyenne entreprise ;
- un (1) représentant de l'office national d'irrigation et de drainage (ONID).

Le président du conseil d'administration de la chambre nationale d'agriculture est désigné par le ministre chargé de l'agriculture parmi les membres élus du conseil d'administration.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 26. — Peuvent être élus en qualité de membre du conseil d'administration les membres de l'assemblée générale candidats ayant une expérience en rapport avec les attributions assignées au conseil et jouissant de leurs droits civiques.

Art. 27. — Le secrétaire général de la chambre d'agriculture assure le secrétariat des réunions du conseil d'administration de la chambre d'agriculture.

Il dispose au sein du conseil d'administration d'une voix consultative.

Art. 28. — La durée du mandat de membre du conseil d'administration est de cinq (5) ans.

En cas d'interruption du mandat d'un des membres, il est remplacé par le candidat classé immédiatement après le dernier candidat élu de la liste pour la période restante du mandat.

Les membres élus du conseil d'administration sont rééligibles.

Art. 29. — Les membres du conseil d'administration de la chambre nationale d'agriculture, représentant les ministres cités à l'article 25 ci dessus, sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture sur proposition des autorités dont ils relèvent.

Les membres du conseil d'administration de la chambre d'agriculture de wilaya, représentant les administrations locales, sont nommés par arrêté du wali.

Art. 30. — Les fonctions de membre du conseil d'administration sont gratuites.

Toutefois, des indemnités compensatrices de frais engagés peuvent leur être allouées dont les modalités et les montants sont fixés par le conseil d'administration de la chambre nationale d'agriculture, approuvées par le ministre chargé de l'agriculture.

Art. 31. — Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire une (1) fois au moins tous les deux (2) mois pour les chambres d'agriculture de wilaya et au moins quatre (4) fois par an pour la chambre nationale d'agriculture sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire à l'initiative de son président, à la demande du ministre chargé de l'agriculture ou à celle des deux tiers (2/3) au moins de ses membres.

Art. 32. — Les convocations, accompagnées des documents utiles à l'examen de l'ordre du jour, sont adressées aux membres du conseil dix (10) jours calendaires au moins avant la date prévue.

Art. 33. — Le conseil d'administration ne délibère valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) au moins de ses membres.

Si ce *quorum* n'est pas atteint, une seconde convocation est adressée aux membres pour une nouvelle réunion dans les cinq (5) jours qui suivent et, dans ce cas, le conseil d'administration délibère quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 34. — Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents.

Seuls les membres élus peuvent voter par procuration. Le membre élu n'est autorisé à recevoir qu'un seul mandat écrit.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 35. — Les délibérations du conseil d'administration donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux numérotés, répertoriés sur un registre *ad hoc* et signés conjointement par le président et le secrétaire général.

Les procès-verbaux sont transmis au ministre chargé de l'agriculture.

Art. 36. — Le conseil d'administration délibère notamment sur :

a) Pour les chambres d'agriculture de wilaya :

- le projet de programme annuel d'activités de la chambre d'agriculture ;
- le projet de budget et le bilan annuel d'activités ;
- le bilan comptable certifié par le commissaire aux comptes et le rapport de gestion de l'exercice ;
- l'organisation interne de la chambre d'agriculture ;
- les programmes d'activités ;
- les services à développer en direction des agriculteurs ;
- les rapports des correspondants de la chambre d'agriculture ;
- les projets de contrats et conventions ;
- les études à effectuer dans le cadre de la mission générale de la chambre d'agriculture ;
- les propositions de relations avec les institutions similaires ;

b) Pour la chambre nationale d'agriculture :

en plus des attributions ci-dessus, le conseil d'administration délibère sur :

- les modalités de fixation du montant des droits d'adhésion des membres aux chambres d'agriculture ;
- le projet de règlement intérieur commun à toutes les chambres d'agriculture ;
- le projet de grille des salaires et le régime indemnitaire du personnel des chambres d'agriculture ;
- les propositions visant l'amélioration du fonctionnement général des chambres d'agriculture.

Art. 37. — Le conseil d'administration peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

Art. 38. — Le conseil d'administration de la chambre d'agriculture de wilaya peut désigner des correspondants sur toute l'étendue de la circonscription de la chambre d'agriculture.

Les correspondants sont nommés et remplacés par le président après accord du conseil d'administration.

Les correspondants assistent aux sessions du conseil avec voix consultative lorsqu'ils y sont invités.

Les fonctions des correspondants sont gratuites. Néanmoins sont compensés les frais engagés à l'occasion de missions commandées par le conseil.

Art. 39. — Les correspondants sont chargés d'éclairer la chambre d'agriculture sur la situation de l'agriculture de leur ressort territorial et la représente, le cas échéant, dans le cadre de missions ponctuelles.

Section 3

Le président et le secrétaire général

Art. 40. — Le président du conseil d'administration est président de la chambre d'agriculture.

Art. 41. — Le président convoque, préside et anime les réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la chambre d'agriculture.

Il représente la chambre d'agriculture dans ses relations avec les pouvoirs publics et les tiers.

Il met en œuvre le programme d'activités de la chambre d'agriculture après adoption par les organes délibérants.

Art. 42. — Agissant dans le cadre des délibérations du conseil d'administration, le secrétaire général est ordonnateur du budget de la chambre d'agriculture.

A ce titre :

- il représente la chambre d'agriculture en justice et dans les actes de la vie civile ;
- il élabore le projet de budget, engage et ordonne les dépenses de la chambre d'agriculture dans les limites des crédits inscrits au budget ;
- il réalise les études nécessaires aux choix de la chambre en matière de planification, d'investissement et de relations commerciales. Il peut signer les contrats commerciaux après délibérations du conseil d'administration ;
- il assure le secrétariat des réunions des organes de la chambre ;
- il prépare les bilans et les comptes de fin d'exercice certifiés par un commissaire aux comptes ainsi que le rapport annuel d'activités qu'il adresse, après approbation du conseil d'administration, au ministre chargé de l'agriculture ;
- il exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel de la chambre d'agriculture ;
- il veille à la protection et à la sauvegarde du patrimoine de la chambre d'agriculture.

Art. 43. — Le secrétaire général de la chambre nationale d'agriculture est nommé par décret présidentiel sur proposition du ministre chargé de l'agriculture.

Le secrétaire général de la chambre d'agriculture de wilaya est nommé par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 44. — L'exercice financier de la chambre d'agriculture est ouvert le 1er janvier et clos le 31 décembre de chaque année.

Art. 45. — La comptabilité de la chambre d'agriculture est tenue en la forme commerciale conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les comptes de la chambre d'agriculture sont soumis au contrôle d'un commissaire aux comptes nommé conformément à la réglementation en vigueur, après accord du conseil d'administration de la chambre.

Art. 46. — Le budget de la chambre d'agriculture comporte :

en recettes :

— les subventions de l'Etat ou des collectivités locales au titre des sujétions de service public fixées dans le cahier des charges ;

— les produits issus des taxes parafiscales autorisées par les lois de finances ;

— les droits d'adhésion des membres ;

— les produits des prestations réalisées en direction des agriculteurs ;

— des revenus provenant de biens appartenant à la chambre d'agriculture ;

— les dons et legs ;

en dépenses :

— les dépenses de fonctionnement ;

— les dépenses d'équipement, le cas échéant ;

— les cotisations éventuelles liées à l'adhésion à des organismes étrangers à but similaire ;

— toutes autres dépenses nécessaires au bon fonctionnement de la chambre d'agriculture et à ses éventuels démembrements.

Art. 47. — Le compte financier prévisionnel de la chambre d'agriculture est soumis, après délibération du conseil d'administration, à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 48. — La tenue des écritures comptables et le maniement des fonds sont confiés à un comptable cosignataire avec le secrétaire général.

Art. 49. — Les bilans et comptes de fin d'exercice, le rapport annuel d'activités et le rapport du commissaire aux comptes sont établis et adressés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 50. — L'organisation interne de la chambre d'agriculture est fixée par le conseil d'administration en fonction de l'ampleur et de la diversité de ses activités. Elle est approuvée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 51. — La grille des salaires ainsi que le régime indemnitaire applicables aux chambres d'agriculture sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture sur proposition du conseil d'administration de la chambre nationale d'agriculture.

Art. 52. — Le contrôle de la représentativité des associations professionnelles agricoles adhérentes à la chambre est du ressort du président et du secrétaire général de la chambre d'agriculture en relation avec les services concernés de l'administration locale.

Art. 53. — Les conditions d'éligibilité et les modalités d'élection ou de désignation des membres des assemblées générales des chambres d'agriculture et de leurs conseils d'administration, y compris la désignation des présidents, sont précisées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 54. — Les dispositions du décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, susvisé, sont abrogées.

Art. 55. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Chaoual 1431 correspondant au 16 septembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Cahier des charges relatif aux sujétions de service public applicable aux chambres d'agriculture de wilaya et à la chambre nationale d'agriculture.

Art. 1er. — Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les sujétions de service public applicables aux chambres d'agriculture de wilaya et à la chambre nationale d'agriculture.

Art. 2. — Au titre des sujétions de service public, les chambres d'agriculture sont chargées :

— des opérations de reconnaissance de la qualité d'agriculteur et de l'établissement de la carte professionnelle ;

— de la tenue du registre de l'agriculture et de son assainissement ;

— de contribuer au recensement et à l'identification du cheptel en coordination avec les institutions techniques spécialisées ;

— de contribuer à l'organisation de la formation au niveau national et régional centrée sur les activités et préoccupations des agriculteurs par spécialité ou filière et faciliter la diffusion de l'information scientifique, technique et économique ;

— de concourir à la promotion de la qualité des produits agricoles selon les particularités des différents terroirs ;

— d'assurer les missions que les pouvoirs publics peuvent leur confier dans le cadre de l'organisation de la profession, de l'analyse des filières et de leur marché.

Art. 3. — En contrepartie des sujétions de service public inscrites à sa charge par le présent cahier des charges, la chambre nationale d'agriculture reçoit de l'Etat, pour son compte et pour le compte de l'ensemble des chambres d'agriculture, pour chaque exercice, une dotation budgétaire sur la base d'un programme approuvé par l'autorité de tutelle.

Art. 4. — La chambre nationale d'agriculture adresse au ministre chargé de l'agriculture, pour chaque exercice et avant le 30 avril, l'évaluation du montant de la dotation à lui allouer pour la couverture des charges réelles induites par les sujétions de service public qui lui sont imposées par le présent cahier des charges.

Les dotations de crédits sont arrêtées par le ministre chargé de l'agriculture et le ministre chargé des finances lors de l'élaboration du budget de l'Etat.

Elles peuvent faire l'objet de révision en cours d'exercice au cas où de nouvelles dispositions réglementaires modifient les sujétions mises à la charge de la chambre nationale d'agriculture.

Art. 5. — La chambre nationale d'agriculture est tenue de fournir au ministre chargé de l'agriculture les informations relatives à l'état d'exécution des programmes arrêtés et approuvés.

Art. 6. — Les dotations budgétaires dues par l'Etat, en contrepartie de la prise en charge par la chambre nationale d'agriculture des sujétions de service public, sont versées à la chambre nationale d'agriculture conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Les sujétions de service public, objet du présent cahier des charges, sont définies annuellement et conjointement par le ministre chargé de l'agriculture et le ministre chargé des finances.

Art. 7. — La dotation budgétaire allouée par l'Etat doit faire l'objet d'une comptabilité distincte.

Art. 8. — Un bilan d'utilisation de la dotation budgétaire allouée par l'Etat, certifiée par un commissaire aux comptes, doit être transmis au ministère des finances à la fin de chaque exercice budgétaire.

Art. 9. — La dotation budgétaire allouée par l'Etat est arrêtée conformément au présent cahier des charges, et est inscrite au budget du ministère chargé de l'agriculture conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur.

Le ministre chargé
de l'agriculture
ou son représentant

Le secrétaire général
de la chambre nationale
d'agriculture

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin à des fonctions à la direction générale du budget au ministère des finances.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin à des fonctions à la direction générale du budget au ministère des finances, exercées par MM. :

— Saci Berkoune, directeur des secteurs de souveraineté,

— Farid Belatreche, sous-directeur de la défense,

appelés à exercer d'autres fonctions.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions du directeur général du fonds de garantie automobile.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin, à compter du 18 décembre 2009, aux fonctions de directeur général du fonds de garantie automobile, exercées par Mr. Ahmed Fayçal Ababsa, décédé.

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions de sous-directeurs au ministère des transports.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin aux fonctions de sous-directeurs au ministère des transports, exercées par Melle. et MM. :

— Saliha Ramdane, sous-directrice des études et de la prévision,

— Nacer-Eddine Boukechoura, sous-directeur de la coordination des transports terrestres de voyageurs,

— Mohammed Yacef, sous-directeur du personnel et des moyens,

— Youcef Smain Azzi, sous-directeur des transports aériens,

— Chouki Mesbah, sous-directeur des ressources humaines,

— Naïm Aït Mehdi, sous-directeur des transports maritimes,

appelés à exercer d'autres fonctions.

-----★-----

Décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'institut technique des grandes cultures.

Par décret présidentiel du 22 Ramadhan 1431 correspondant au 1er septembre 2010, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'institut technique des grandes cultures, exercées par Mr. Ali Zeghida, admis à la retraite.

**Décret présidentiel du 21 Rajab 1432 correspondant
au 23 juin 2011 portant nomination du directeur
du commerce à la wilaya de Béchar.**

Par décret présidentiel du 21 rajab 1432 correspondant
au 23 juin 2011, M. Rabah Tebbiche est nommé directeur
du commerce à la wilaya de Béchar.

-----★-----

**Décret présidentiel du 21 Rajab 1432 correspondant
au 23 juin 2011 portant nomination du directeur
de l'urbanisme et de la construction à la wilaya
de Jijel.**

Par décret présidentiel du 21 Rajab 1432 correspondant
au 23 juin 2011, M. Amar Ali Ben Saâd est nommé
directeur de l'urbanisme et de la construction à la wilaya
de Jijel.

**Décret présidentiel du 21 Rajab 1432 correspondant
au 23 juin 2011 portant nomination d'un
inspecteur au ministère de l'industrie, de la petite
et moyenne entreprise et de la promotion de
l'investissement.**

Par décret présidentiel du 21 Rajab 1432 correspondant
au 23 juin 2011, M. Abderrahmane Moufek est nommé
inspecteur au ministère de l'industrie, de la petite et
moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement.

-----★-----

**Décret présidentiel du 21 Rajab 1432 correspondant
au 23 juin 2011 portant nomination du chef de
cabinet du ministre de la communication.**

Par décret présidentiel du 21 Rajab 1432 correspondant
au 23 juin 2011, M. Youcef Herkat est nommé chef de
cabinet du ministre de la communication.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

**Arrêté du 27 Jomada Ethania 1432 correspondant au
30 mai 2011 portant délégation de signature au
sous-directeur des Etats-Unis d'Amérique.**

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret présidentiel n° 02-403 du 21 Ramadhan
1423 correspondant au 26 novembre 2002 fixant les
attributions du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret présidentiel n° 08-162 du 27 Jomada
El Oula 1429 correspondant au 2 juin 2008 portant
organisation de l'administration centrale du ministère des
affaires étrangères ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Jomada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 08-374 du 28 Dhou El Kaada
1429 correspondant au 26 novembre 2008 autorisant les
membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret présidentiel du 9 Rabie Ethani 1432
correspondant au 14 mars 2011 portant nomination de
M. Abdelhamid Abdaoui, sous-directeur des Etats-Unis
d'Amérique à la direction générale Amérique, au ministère
des affaires étrangères ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions,
délégation est donnée à M. Abdelhamid Abdaoui,
sous-directeur des Etats-Unis d'Amérique à la direction
générale « Amérique », à l'effet de signer, au nom du
ministre des affaires étrangères, tous actes et décisions, à
l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 27 Jomada Ethania 1432 correspondant
au 30 mai 2011.

Mourad MEDELICI.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**Arrêté interministériel du 11 Rajab 1432
correspondant au 13 juillet 2011 fixant les
modalités de mise en œuvre de l'article 62 de la
loi de finances complémentaire pour 2010 relatif
à la redevance instituée au profit des chambres
d'agriculture.**

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu le décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993, notamment son article 125 ;

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 47 ;

Vu l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, notamment son article 62 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 10-214 du 7 Chaoual 1431 correspondant au 16 septembre 2010 fixant le statut des chambres d'agriculture ;

Vu l'arrêté interministériel du 28 Moharram 1414 correspondant au 18 juillet 1993 fixant les modalités de mise en œuvre de l'article 125 du décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993 ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994, modifié et complété, fixant les modalités de mise en œuvre de l'article 140 du décret législatif n° 93-18 du 15 Rajab 1414 correspondant au 29 décembre 1993 portant loi de finances pour 1994 ;

Arrêtent :

CHAPITRE 1er

DES DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités d'application des dispositions de l'article 125 du décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993, modifié par l'article 140 du décret législatif n° 93-18 du 15 Rajab 1414 correspondant au 29 décembre 1993 portant loi de finances pour 1994, modifié par l'article 47 de l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, modifié par l'article 62 de l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, relatif à la redevance instituée au profit des chambres d'agriculture.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 125 du décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993, modifié, susvisé, la redevance citée à l'article 1er ci-dessus est applicable sur les produits issus de la production nationale et sur les produits issus des importations à raison de :

- céréales et légumes secs 3DA/Q ;
- raisins de cuve 10 DA/Q ;
- maïs, orge, tourteau et autres résidus solides (TDA n°s 23-04 à 23-06) 5DA/Q.

CHAPITRE 2

DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PRODUITS ISSUS DE LA PRODUCTION NATIONALE

Art. 3. — L'office algérien interprofessionnel des céréales, ci-après désigné "OAIC", est chargé de mettre en œuvre les dispositions de l'article 125 du décret législatif n° 93 - 01 du 19 janvier 1993, modifié et complété par l'article 62 de l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, instituant une redevance à prélever auprès des producteurs, par ses organismes collecteurs-stockeurs, sur la vente des céréales et légumes secs à raison de 3 DA le quintal.

Art. 4. — L'OAIC procédera à la retenue à la source, au niveau de ses organismes collecteurs-stockeurs, des montants dus par les producteurs au titre de la redevance citée à l'article 2 ci-dessus.

Art. 5. — La retenue sera effectuée sur chaque quintal de céréales et de légumes secs réceptionné et payé par les organismes collecteurs-stockeurs aux producteurs en contrepartie de la livraison de leur récolte. Les retenues effectuées feront l'objet d'un état global établi par ces organismes collecteurs-stockeurs arrêté au 31 octobre de l'année considérée.

Art. 6. — Les coopératives de céréales et de légumes secs et leurs unions, agissant dans le cadre du dispositif général de collecte et de stockage, sont tenues de verser les montants retenus au titre de la redevance à l'agent comptable de l'OAIC qui les abritera dans un compte spécial ouvert dans ses écritures.

Les virements doivent être effectués par ces organismes au plus tard le 15 novembre de l'année considérée pour permettre à l'agent comptable la consolidation du compte. Les virements doivent être accompagnés de toutes les pièces justificatives nécessaires.

Art. 7. — L'OAIC procèdera au plus tard le 15 décembre de l'année considérée au virement du produit global de la redevance au compte n° 197-3079 ouvert auprès du Trésor, intitulé « chambre nationale de l'agriculture ».

Art. 8. — L'office national de commercialisation des produits vitivinicoles, ci-après désigné «ONCV», est chargé de mettre en œuvre les dispositions de l'article 125 du décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993, modifié et complété par l'article 62 de l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, instituant une redevance à prélever auprès des producteurs par ses organismes collecteurs-transformateurs, sur la vente des raisins de cuve à raison de 10 DA le quintal.

Art.9. — L'ONCV procèdera à la retenue à la source, au niveau de ses unités de collecte-transformation, des montants dus par les producteurs au titre de la redevance citée à l'article 2 ci-dessus.

La retenue sera effectuée sur chaque quintal de raisin de cuve réceptionné et payé par les unités de l'ONCV aux producteurs en contrepartie de la livraison de leur récolte. Les retenues effectuées feront l'objet d'un état global établi par chaque unité et arrêté au 10 septembre de l'année considérée.

Art. 10. — Toute unité de l'ONCV, agissant dans le cadre de la collecte-transformation, est tenue de verser les montants retenus au titre de la redevance à l'agent comptable de l'ONCV qui les abritera dans un compte spécial ouvert dans ses écritures.

Les virements à effectuer par les unités de l'office à ce compte, doivent se faire au plus tard le 10 octobre de l'année considérée pour permettre à l'agent comptable la consolidation du compte. Les virements doivent être accompagnés de toutes les pièces justificatives nécessaires.

Art. 11. — L'ONCV procèdera au plus tard le 10 décembre de l'année considérée au virement du produit de la redevance au compte n° 197-3079 ouvert auprès du Trésor, intitulé « chambre nationale de l'agriculture ».

CHAPITRE 3

DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PRODUITS ISSUS DES IMPORTATIONS

Art. 12. — Les importateurs de céréales (blé dur, blé tendre, riz) et de légumes secs (lentilles, pois chiches, haricots, petits pois, pois cassés), doivent, conformément

aux dispositions de l'article 125, modifié et complété, cité à l'article 1er ci-dessus, déclarer et s'acquitter de la redevance auprès de la recette des impôts territorialement compétente, avant tout dédouanement de la marchandise, à raison de trois dinars (3 DA) le quintal.

Art. 13. — Les importateurs de maïs, d'orge, de tourteau et autres résidus solides (TDA nos 23-04 à 23-06), doivent, conformément à l'article 125, modifié et complété, cité à l'article 1er ci-dessus, déclarer et s'acquitter de la redevance auprès de la recette des impôts territorialement compétente, avant tout dédouanement de la marchandise, à raison de cinq dinars (5 DA) le quintal.

Art. 14. — Les importateurs cités aux articles 12 et 13 ci-dessus, doivent présenter au bureau des douanes, au moment du dédouanement de la marchandise, le bordereau avis de versement justifiant le paiement de la redevance dont le modèle est annexé au présent arrêté.

Art. 15. — Les receveurs des impôts sont chargés de reverser le produit de la redevance au compte de dépôt n° 197-3079 ouvert auprès du Trésor, intitulé « chambre nationale de l'agriculture ».

Art. 16. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 18 juillet 1993 fixant les modalités de mise en œuvre de l'article 125 du décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993 et de l'arrêté interministériel du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994, modifié et complété, fixant les modalités de mise en œuvre de l'article 140 du décret législatif n° 93-18 du 15 Rajab 1414 correspondant au 29 décembre 1993 portant loi de finances pour 1994, sont abrogées.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Rajab 1432 correspondant au 13 juin 2011.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

ANNEXE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

DIRECTION DES IMPÔTS DE WILAYA

RECETTE DES IMPÔTS DE

COMMUNE DE

REDEVANCE DE FINANCEMENT DES CHAMBRES D'AGRICULTURE
 DECLARATION TENANT LIEU DE BORDEREAU – AVIS DE VERSEMENT

NATURE DU PRODUIT	PRODUIT EN QUANTITE PASSIBLE DE LA REDEVANCE A	REDEVANCE PAR QUINTAL B	MONTANT DE LA REDEVANCE A x B
Céréales et légumes secs (blé dur, blé tendre, riz, lentilles, pois chiches, haricots, petits pois et pois cassés),		3 DA	
Mais, orge, tourteau et autres résidus solides (TDA n°s 23-04 à 23-06).		5 DA	
TOTAL DE LA REDEVANCE			

Fait à le

Nom / Prénom /

Raison sociale :

.....

Cachet et signature :

Cette déclaration est souscrite par les importateurs de céréales et légumes secs (blé dur, blé tendre, riz, lentilles, pois chiches, haricots, petits pois, pois cassés), de maïs, orge, tourteau et autres résidus solides (TDA n°s 23-04 à 23-06) avant tout dédouanement de la marchandise, auprès du receveur des impôts territorialement compétent.

(A) Les quantités sont exprimées en quintaux.

COMMISSIONS	CORPS OU GRADES	REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DES PERSONNELS	
		Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
	Ingénieurs d'application de l'habitat et de l'urbanisme Ingénieurs d'application des travaux publics Techniciens supérieurs de l'environnement Techniciens de l'environnement Techniciens supérieurs de l'habitat et de l'urbanisme				
Commission 3	Ouvriers professionnels hors catégorie Ouvriers professionnels 1ère catégorie Ouvriers professionnels 2ème catégorie Ouvriers professionnels 3ème catégorie Conducteurs d'automobiles 1ère catégorie Conducteurs d'automobiles 2ème catégorie Appariteurs principaux Appariteurs	Zemouri Karim Youyou Elarbi Djaâfri Abdelhafid	Aït Mesbah Naïma Lameche Hafida Boukarche Salima	Adda Nacereddine Chakir Abderrahmane Sadmi M'Hamed	Lemlikchi Samir Bendenni Rabah Babou Mahrez

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 4 Chaâbane 1432 correspondant au 6 juillet 2011 fixant les conditions d'éligibilité et les modalités d'élection ou de désignation des membres des assemblées générales des chambres d'agriculture et de leurs conseils d'administration y compris la désignation de leurs présidents.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et les modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur ;

Vu le décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996 fixant les règles applicables aux coopératives agricoles ;

Vu le décret exécutif n° 10-214 du 7 Chaoual 1431 correspondant au 16 septembre 2010 fixant le statut des chambres d'agriculture, notamment son article 53 ;

Arrête :

CHAPITRE 1er

OBJET ET CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 53 du décret exécutif n° 10-214 du 7 Chaoual 1431 correspondant au 16 septembre 2010, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions d'éligibilité et les modalités d'élection ou de désignation des membres des assemblées générales des chambres d'agriculture et de leurs conseils d'administration y compris la désignation de leurs présidents.

Art. 2. — Peuvent être éligibles au conseil d'administration de la chambre d'agriculture de wilaya, les membres de l'assemblée générale, candidats remplissant les conditions suivantes :

- 1 — être de nationalité algérienne ;
- 2 — être agriculteur au sens de la réglementation en vigueur, adhèrent au sein d'une association professionnelle agricole agréée à compétence territoriale de commune, de daïra, de wilaya, régionale ou nationale dont le siège principal est situé sur le territoire de la wilaya, membre d'un groupement d'intérêts communs agricole constitué légalement ou d'une coopérative agricole agréée conformément aux dispositions du décret exécutif n° 96-459 du 7 Chaâbane 1417 correspondant au 18 décembre 1996, susvisé, et implantée dans la circonscription de la chambre d'agriculture ;
- 3 — avoir une expérience professionnelle en rapport avec les attributions du conseil d'administration ;
- 4 — ne pas être membre élu d'une autre chambre professionnelle, d'une autre organisation agricole à caractère syndical ou d'une caisse de mutualité agricole ;
- 5 — ne pas avoir fait l'objet d'un règlement judiciaire ou de faillite et non réhabilité ;
- 6 — jouir de la totalité de ses droits civiques.

Art. 3. — Le président du conseil d'administration, président de la chambre d'agriculture de wilaya est désigné par le ministre chargé de l'agriculture parmi les membres élus au conseil d'administration et choisis parmi les producteurs agricoles ayant plus d'ancienneté dans le domaine de l'agriculture ou consacrés lauréats de concours agricoles.

CHAPITRE 2

ORGANISATION ET DEROULEMENT DES ELECTIONS

Section 1

Le comité d'organisation et de suivi

Art. 4. — Il est institué dans chaque wilaya un comité d'organisation et de suivi du déroulement des élections aux différentes instances de la chambre d'agriculture de wilaya dénommé ci-après «le comité».

Art. 5. — Présidé par le wali ou son représentant, le comité est composé :

- du directeur des services agricoles, membre ;
- du secrétaire général de la chambre d'agriculture de wilaya, membre ;
- d'un représentant de chaque catégorie d'associations professionnelles agricoles représentant une spécialité ou un métier de l'agriculture, membre ;
- d'un représentant de la chambre d'agriculture de wilaya désigné par le conseil d'administration, membre.

Les représentants, suscités des associations professionnelles et de la chambre d'agriculture de wilaya, membres du comité, ne sont pas éligibles.

Le secrétariat du comité est assuré par le secrétaire général de la chambre d'agriculture de wilaya.

Art. 6. — Le comité est chargé :

- d'établir et de valider la liste de tous les membres constituant le corps électoral de l'assemblée générale de la chambre d'agriculture de wilaya ;

- de recevoir et de valider, pour les membres disposant du droit de vote, au titre de l'assemblée générale de la chambre d'agriculture de wilaya, par catégorie d'associations professionnelles de producteurs agricoles représentant une spécialité ou un métier agricole, la liste des membres des associations professionnelles dans les proportions prévues ;

- de fixer, pour chaque catégorie d'associations professionnelles constituant une spécialité ou un métier agricole, la période des élections de cinq (5) représentants par catégorie d'associations professionnelles de producteurs agricoles devant siéger à l'assemblée générale avec une voie délibérante ;

- d'organiser, de superviser et de valider les résultats des élections des membres issus des catégories d'associations professionnelles des producteurs agricoles représentant des spécialités ou des métiers de l'agriculture ;

- de fixer la date des élections des représentants des prestataires de services par filière d'activité ;

- de convoquer, à la date fixée, les présidents de toutes les coopératives agricoles agréées et les gérants de groupements d'intérêts communs agricoles ou leurs représentants dûment mandatés,

- d'organiser, de superviser et de valider les résultats des élections des représentants des prestataires de services ;

- d'établir, de valider et de consolider la liste des membres élus à l'assemblée générale parmi les catégories d'associations professionnelles et les prestataires de services dans les proportions prévues ;

- de recueillir les candidatures et les fiches de renseignements y afférentes des membres élus parmi les catégories d'associations professionnelles représentant des spécialités ou des métiers de l'agriculture et des membres élus parmi les prestataires de services, pour l'élection au conseil d'administration ;

- d'organiser et de superviser le déroulement de l'élection au conseil d'administration des membres issus des catégories d'associations professionnelles représentant une spécialité ou un métier agricole et des membres issus des prestataires de services ;

- de valider et de proclamer les résultats de l'élection du conseil d'administration.

Section 2

Déroulement des opérations de vote

Art. 7. — Le président de la chambre d'agriculture de wilaya, de concert avec le président du comité, convoque par tous moyens les électeurs aux différentes instances de la chambre d'agriculture de wilaya selon le calendrier établi par le comité et aux lieux du déroulement du scrutin désignés par ce dernier.

Art. 8. — Le vote se déroule à bulletin secret et au suffrage direct en un seul tour.

En cas de partage égal des voix, le candidat ayant plus d'expérience dans le domaine de l'agriculture ou consacré lauréat de concours agricoles comme meilleur agriculteur « producteur ou éleveur », est retenu.

Art. 9. — Le président du comité transmet au ministre de l'agriculture et du développement rural la liste des membres élus au conseil d'administration de la chambre d'agriculture, accompagnée d'une fiche de renseignements détaillés que chaque membre renseignera sur sa scolarité, titres et diplômes obtenus et sur son expérience professionnelle, pour la désignation, parmi ces membres, par le ministre de l'agriculture et du développement rural, du président du conseil d'administration qui est également président de la chambre d'agriculture.

CHAPITRE 3

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 10. — Les présidents sortants des chambres d'agriculture de wilayas continuent à assurer leurs fonctions jusqu'à la désignation des nouveaux présidents des chambres d'agriculture conformément aux dispositions du décret exécutif n° 10-214 du 7 Chaoual 1431 correspondant au 16 septembre 2010, susvisé, notamment son article 24.

Art. 11. — Le président sortant de la chambre nationale de l'agriculture continue à assurer ses fonctions jusqu'à la prochaine convocation de son assemblée générale extraordinaire électorale qui procédera à l'élection du conseil d'administration et la désignation, par le ministre de l'agriculture et du développement rural, du nouveau président de la chambre nationale de l'agriculture conformément aux dispositions de l'article 25 du décret exécutif n° 10-214 du 7 Chaoual 1431 correspondant au 16 septembre 2010, susvisé.

Art. 12. — Au sein du conseil d'administration de la chambre nationale de l'agriculture, le ministre chargé de l'agriculture est représenté par :

- le directeur en charge de l'organisation de la profession agricole ;
- le directeur en charge des productions agricoles.

Au sein du même conseil, les représentants des ministres chargés des finances, du commerce, des ressources en eau, de l'industrie et de la petite et moyenne entreprise et de l'office national d'irrigation et de drainage sont désignés par arrêté du ministre de l'agriculture et du développement rural sur proposition des autorités dont ils relèvent.

Art. 13. — Au sein du conseil d'administration des chambres d'agriculture de wilaya, le ministre chargé de l'agriculture est représenté par :

- le directeur des services agricoles,
- le conservateur des forêts.

Au sein du même conseil, les représentants locaux des secteurs des finances, du commerce, des ressources en eau et de l'industrie et de la petite et moyenne entreprise sont désignés par le wali.

Art. 14. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Chaâbane 1432 correspondant au 6 juillet 2011.

Rachid BENAÏSSA.

MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE

Arrêté du 2 Joumada Ethania 1432 correspondant au 5 mai 2011 portant agrément d'agents de contrôle de la caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique.

Par arrêté du 2 Joumada Ethania 1432 correspondant au 5 mai 2011, sont agréés les agents de contrôle de la caisse nationale des congés payés et du chômage - tempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique cités dans le tableau ci-dessous :

NOMS ET PRENOMS	AGENCES REGIONALES
Assaf Issam Saïd Abderrahmani	Agence régionale d'Alger
Rabie Kherraifi	Agence régionale de Batna
Kamel Lakoues	Agence régionale d'Oran
Hichem Larbaoui	Agence régionale d'Oran
Réda Benazi	Agence régionale de Sétif
Saïdi Faouzi Merzoug	Agence régionale de Tlemcen
Djamel Laghouati	Agence régionale de Tlemcen
Makhlouf Yousri	Agence régionale de Boumerdès
Mohamed Rayane	Agence régionale de Laghouat
Abdeslem Hafyen	Agence régionale de Béchar

Les agents de contrôle cités ci-dessus ne peuvent accomplir leurs missions qu'après avoir prêté le serment prévu à l'article 12 du décret exécutif n° 05-130 du 15 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 24 avril 2005 fixant les conditions d'exercice et les modalités d'agrément des agents de contrôle de la sécurité sociale.

Décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et les modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu la loi n° 90-36 du 31 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991 ;

Vu le décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche ;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, modifié, portant statut général des chambres d'agriculture ;

Décète :

Article 1er. — En application de la législation en vigueur, le présent décret a pour objet de définir les activités agricoles et de fixer les conditions et les modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur.

Art. 2. — Au sens du présent décret, est de nature agricole toute activité liée au déroulement d'un cycle de croissance et de reproduction d'un produit végétal ou animal.

Art. 3. — Est réputée agricole, au sens du présent décret, toute activité qui a pour support l'exploitation ou qui se déroule dans son prolongement notamment le stockage, la transformation, la commercialisation et le conditionnement des produits végétaux ou animaux, lorsque ces produits sont issus de l'exploitation.

Art. 4. — Les activités agricoles, telles que définies ci-dessus, gardent leur nature agricole :

— qu'elles soient rattachées ou non au sol,

— quelle que soit leur importance économique, leur caractère élaboré ou traditionnel, la nature artificielle ou naturelle des procédés utilisés.

Art. 5. — Sont également de nature agricole, les activités réalisées au sein des établissements de pêche telles que définies par l'article 17 du décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 susvisé.

Art. 6. — Les activités agricoles, définies ci-dessus, ont un caractère civil.

Art. 7. — Au sens du présent décret, est considéré comme agriculteur toute personne physique qui exerce à titre continu et habituel des activités agricoles, telles que définies ci-dessus, et qui remplit les conditions suivantes :

— être propriétaire de terres ou d'un élevage assurant lui-même et sous sa responsabilité la direction, le contrôle et la surveillance des tâches de gestion.

Toutefois, le propriétaire peut déléguer la gestion à une tierce personne en qualité de gérant placé sous son autorité et sous sa responsabilité,

— être titulaire d'un contrat de location ou de jouissance passé avec un propriétaire, que la location ou la jouissance soit stipulée en espèce ou en nature.

Art. 8. — Dans une exploitation agricole familiale, seul le titulaire de l'un des titres visés à l'article 7 ci-dessus peut postuler à la qualité d'agriculteur.

Art. 9. — En vue de la reconnaissance de la qualité d'agriculteur, il est institué au niveau de chaque chambre d'agriculture un registre de l'agriculture sur lequel sont inscrits les agriculteurs.

Un registre national de l'agriculture est tenu par la chambre nationale d'agriculture.

Lorsque l'exploitation agricole est située sur le territoire de deux wilayas, la chambre d'agriculture du centre d'activité principale est compétente pour l'inscription de l'agriculteur.

Art. 10. — Lorsque l'agriculteur est inscrit sur le registre de l'agriculture, il lui est délivré une carte professionnelle dont les références numériques correspondent à celles de son inscription et comportent les indications relatives à la catégorie et au secteur d'activité auquel il appartient.

Les modalités d'inscription, la tenue des registres ainsi que le modèle de la carte professionnelle sont fixés par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 11. — Toute modification substantielle intervenue dans la situation juridique de l'agriculteur et ayant des incidences sur les conditions de son inscription doit être portée à la connaissance de la chambre concernée.

Art. 12. — La radiation de l'agriculteur du registre de l'agriculture intervient dans les cas suivants :

- à la demande de l'intéressé pour cause de cessation de l'activité,
- en cas de décès de l'agriculteur,
- en cas de faillite ou de règlement judiciaire,
- en cas de cession totale de l'exploitation.

Art. 13. — Le refus d'inscription doit être motivé par la chambre d'agriculture concernée et notifié à l'intéressé dans le délai de deux (2) mois à partir de la date de dépôt de la demande.

En cas de contestation des motifs de refus par l'agriculteur celui-ci peut introduire un recours gracieux auprès du président de la chambre nationale d'agriculture et ce, sans préjudice des autres voies de recours.

Art. 14. — L'utilisation frauduleuse de la carte professionnelle d'agriculteur expose son auteur aux sanctions prévues à l'article 243 du code pénal.

Art. 15. — Le présent décret exécutif sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996.

Ahmed OUYAHIA.

★

Décret exécutif n° 96-64 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant le cadre d'organisation de l'interprofession agricole.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 février 1990 relative aux associations ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, modifié, portant statut général des chambres d'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et les modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur ;

Décrète :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer le cadre d'organisation de l'interprofession agricole.

Art. 2. — L'interprofession agricole, au sens du présent décret, est une organisation professionnelle constituée par l'ensemble des intervenants dont les intérêts gravitent autour d'un produit agricole de base, d'un groupe de produits ou d'une filière agricole.

Art. 3. — L'organisation de l'interprofession agricole, telle que définie ci-dessus, a pour objet le développement de la production agricole et la promotion de l'équilibre et de la stabilité des marchés des filières agricoles.

Art. 4. — Au sens du présent décret, il est entendu par filière agricole, toutes les activités qui concourent à la production, à la valorisation et à la promotion et au développement d'un produit agricole de base ou d'un groupe de produits.

Art. 5. — La liste des filières agricoles autour desquelles sont susceptibles d'être créées des organisations interprofessionnelles est fixée par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 6. — Les organisations interprofessionnelles par filière agricole revêtent la forme de conseils et d'offices interprofessionnels.

CHAPITRE II

DES CONSEILS INTERPROFESSIONNELS

Art. 7. — Selon la nature du produit agricole de base, sa distribution dans l'espace agricole national et la densité des différentes professions composant la filière agricole, il peut être créé des conseils interprofessionnels au niveau d'une wilaya ou de plusieurs wilayas.

Les conseils interprofessionnels de wilaya d'une même filière agricole se regroupent en un conseil interprofessionnel national.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996 fixant les modalités d'inscription des agriculteurs, de tenue des registres y afférents et le modèle de la carte professionnelle d'agriculteur.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, modifié, portant statut général des chambres d'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 91-254 du 27 juillet 1991 fixant les modalités d'établissement et de délivrance de certificat de possession institué par l'article 39 de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifié et complété, portant orientation foncière;

Vu le décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et les modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions du décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités d'inscription des agriculteurs, les formes de la tenue des registres y afférents ainsi que le modèle de la carte professionnelle d'agriculteur.

CHAPITRE I

DES MODALITES D'INSCRIPTION DES AGRICULTEURS

Art. 2. — L'inscription sur le registre de l'agriculture est ouvert aux personnes remplissant les conditions définies à l'article 7 du décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996, susvisé.

Art. 3. — Toute demande d'inscription au registre de l'agriculture doit être accompagnée d'un dossier qui comporte les pièces suivantes :

- une demande écrite et signée par le demandeur;
- un extrait d'acte de naissance;
- un certificat de résidence;
- une copie certifiée conforme de la carte nationale d'identité;
- deux (2) photographies d'identité du candidat.

Et selon la situation des postulants, une copie certifiée, conforme à l'original :

- du titre de propriété;
- du contrat de location;
- du certificat de possession;
- de l'acte administratif pour les exploitations agricoles collectives ou individuelles.

Art. 4. — Outre les éléments constituant le dossier, prévu ci-dessus, l'intéressé est tenu de présenter tout document attestant de l'exercice, à titre personnel, continu et habituel de l'activité agricole.

Ces documents doivent refléter l'activité agricole dominante qu'exerce le demandeur.

Art. 5. — Les associés, constituant une personne morale exerçant une activité agricole, sont réputés agriculteurs et ouvrent droit individuellement à la délivrance d'une carte, à condition qu'ils exercent personnellement, continuellement et habituellement l'activité agricole.

Art. 6. — Dans le cas d'une propriété agricole indivise et selon le cas, la demande d'inscription peut émaner :

- de l'ensemble des copropriétaires, s'ils exercent tous l'activité agricole, conformément à l'article 716 du code civil;
- d'un copropriétaire ou d'un tiers, mandaté par les copropriétaires qui détiennent la majorité des parts;
- du copropriétaire désigné par le tribunal dans l'hypothèse de l'article 716 du code civil;
- en cas de partage provisionnel, de celui auquel échoit le tour conformément à l'article 734 du code civil;
- du représentant de la communauté familiale, conformément aux articles 739 et 742 du code civil.

Art. 7. — Le dossier doit être déposé auprès du secrétariat général de la chambre d'agriculture, territorialement compétente, qui délivre un récépissé de dépôt indiquant le nom et prénoms de l'intéressé ainsi que la date de l'enregistrement.

Art. 8. — L'instruction des demandes est assurée par une commission *ad hoc* composée :

- du président de la chambre d'agriculture de wilaya, président;
- du secrétaire général de la chambre d'agriculture;
- du directeur des services agricoles de wilaya ou son représentant dûment désigné;
- de trois (3) agriculteurs désignés par la chambre d'agriculture;
- tout autre membre désigné par le président de la chambre d'agriculture.

Art. 9. — Les dossiers, retenus par la commission *ad hoc*, sont soumis au conseil d'administration de la chambre d'agriculture de wilaya pour approbation.

Art. 10. — Les candidats, dont les dossiers sont retenus par le conseil d'administration de la chambre d'agriculture, sont inscrits sur le registre de l'agriculture et reconnus agriculteurs.

Art. 11. — En cas de rejet du dossier, le demandeur est habilité à introduire un recours auprès du président de la chambre nationale d'agriculture, et ce, sans préjudice des autres voies de recours.

CHAPITRE II

DE LA TENUE DES REGISTRES

Art. 12. — Le registre, tenu par les chambres d'agriculture de wilaya est composé de pages numérotées.

Il est coté et paraphé et ne doit comporter ni ratures ni surcharges.

Art. 13. — Les indications portées sur le registre comportent les éléments ci-après :

- la filiation complète de l'agriculteur,
- la localisation de l'exploitation, commune ou lieu dit;
- l'adresse personnelle de l'agriculteur;
- l'activité principale ou habituelle ou son code;
- le numéro d'ordre, qui correspond à celui de la carte;
- la signature de l'intéressé et celle du signataire de la carte d'agriculteur;
- la qualité de l'agriculteur (propriétaire, locataire, usufruitier, individuel ou dans un collectif);
- une rubrique "observations" destinée à recevoir des mentions particulières.

Art. 14. — La garde du registre est placée sous la responsabilité du secrétaire général de la chambre d'agriculture de wilaya.

Seuls, le président de la chambre ainsi que tout représentant des institutions publiques, dûment autorisés, peuvent accéder à ce registre.

Art. 15. — Les mentions portées sur le registre sont inscrites à l'encre indélébile.

Art. 16. — Le registre national de l'agriculture est tenu par le secrétaire général de la chambre nationale de l'agriculture, dans les formes et les conditions énoncées ci-dessus pour les registres de wilaya ainsi que sur la base des indications contenues dans l'extrait de délibération du conseil d'administration de la chambre d'agriculture de wilaya.

Art. 17. — Toute modification apportée sur les registres locaux devra être signalée, à la chambre nationale d'agriculture.

CHAPITRE III

DE LA CARTE D'AGRICULTEUR

Art. 18. — Le modèle de la carte d'agriculteur est fixé à l'annexe jointe à l'original du présent arrêté.

Art. 19. — La carte d'agriculteur est personnelle.

Elle est signée par le président de la chambre d'agriculture de wilaya et dotée d'un numéro d'enregistrement figurant sur le registre de la chambre d'agriculture de wilaya.

Art. 20. — Les frais d'inscription au registre de l'agriculture sont fixés à deux cents dinars (200 DA).

Art. 21. — Lorsqu'intervient une radiation d'un agriculteur du registre de l'agriculture, pour l'une des causes énoncées à l'article 12 du décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 susvisé, celui-ci est tenu de restituer immédiatement la carte.

Art. 22. — En cas de perte de la carte, un seul *uplicata* est délivré dans les conditions qui ont prévalu à sa délivrance.

Elle doit être obligatoirement signalée à la chambre d'agriculture de wilaya dans un délai n'excédant pas un (1) mois.

Art. 23. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996.

Nouredine BAËBOUH.

Port de Béjaïa :

M. Adouane Nadir, représentant de l'administration des pêches, président.

M. Kouchari Ahmed, représentant des douanes nationales.

Lieutenant Bouchabout Abdelkrim, représentant du service national des gardes côtes.

Port de Collo :

M. Bouasla Mohamed Salah, représentant de l'administration des pêches, président.

M. Bourouba Rabah, représentant des douanes nationales.

Lieutenant Aoumer Mohamed, représentant du service national des gardes côtes.

Port de Annaba :

M. Benchallel Toufik, représentant de l'administration des pêches, président.

M. Khamassi Mohamed Saleh, représentant des douanes nationales.

Lieutenant Baaziz Abdelmadjid, représentant du service national des gardes côtes.

Port d'El Kala :

M. Bourouba Ferhat, représentant de l'administration des pêches, président.

M. Touati Moussa, représentant des douanes nationales.

Lieutenant Boussnane Nail, représentant du service national des gardes côtes.

Port de Jijel :

M. Boubidi Kamel, représentant de l'administration des pêches, président.

M. Boukadoum Abderezak, représentant des douanes nationales.

Lieutenant Menaa Athmane, représentant du service national des gardes côtes.

Port de Skikda :

M. Zaadi Belkacem Amer, représentant de l'administration des pêches, président.

M. Saïah Moussa, représentant des douanes nationales.

Lieutenant Boutadjine Salah, représentant du service national des gardes côtes.

Art. 2. — Le directeur général des pêches et les délégués régionaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 27 mars 1997.

Noureddine BAHBOUH.



Arrêté du 21 Dhou El Hidja 1417 correspondant au 28 avril 1997, modifiant l'arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996 fixant les modalités d'inscription des agriculteurs, de tenue des registres y afférents et le modèle de la carte professionnelle d'agriculteur.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996 fixant les modalités d'inscription des agriculteurs, de tenue des registres y afférents et le modèle de la carte professionnelle d'agriculteurs ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier les dispositions de l'arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996, susvisé.

Art. 2. — L'article 20 de l'arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 20. — Les frais d'inscription au registre de l'agriculture sont fixés à trois cents dinars (300 DA)".

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Dhou El Hidja 1417 correspondant au 28 avril 1997.

- Noureddine BAHBOUH.

L'office national de la météorologie (ONM) :

- M. Athmane Zehar, membre ;
- M. Brahim Ambar, membre suppléant.

Le conseil national de l'ordre des géomètres experts fonciers :

- M. Youcef Oussalah, membre ;
- M. Abdelkader Benbrahim, membre suppléant.

La durée du mandat des membres et des membres suppléants susnommés est de trois (3) ans à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

En conséquence, les dispositions de l'arrêté du 9 août 1997 portant nomination des membres du Conseil national de l'information géographique sont abrogées.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 21 Chaoual 1421 correspondant au 16 janvier 2001 modifiant l'arrêté du 24 Rabie Ethani 1421 correspondant au 26 juillet 2000 relatif aux spécifications des eaux de boisson préemballées et aux modalités de leur présentation.

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu l'arrêté du 24 Rabie Ethani 1421 correspondant au 26 juillet 2000 relatif aux spécifications des eaux de boisson préemballées et aux modalités de leur présentation ;

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 24 Rabie Ethani 1421 correspondant au 26 juillet 2000, susvisé, sont abrogées.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Chaoual 1421 correspondant au 16 janvier 2001.

Mourad MEDELICI.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 30 Ramadhan 1421 correspondant au 26 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996 fixant les modalités d'inscription des agriculteurs, de tenue des registres y afférents et le modèle de la carte professionnelle d'agriculteur.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et les modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur ;

Vu l'arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996, modifié fixant les modalités d'inscription des agriculteurs, de tenue des registres y afférents et le modèle de la carte professionnelle d'agriculteur, notamment son article 20 ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'article 20 de l'arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996 susvisé.

Art. 2. — L'article 20 de l'arrêté du 7 Moharram 1417 correspondant au 25 mai 1996, susvisé, est modifié et rédigé comme suit :

"Art. 20. — Les frais d'inscription au registre de l'agriculture sont fixés à mille dinars (1000 DA)".

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Ramadhan 1421 correspondant au 26 décembre 2000.

Saïd BARKAT.

**MINISTERE DU TOURISME
ET DE L'ARTISANAT**

Arrêté du 18 Chaoual 1421 correspondant au 13 janvier 2001 portant désignation des membres de la commission nationale d'agrément des agences de tourisme et de voyages.

Par arrêté du 18 Chaoual 1421 correspondant au 13 janvier 2001, sont désignés onformément aux dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 2000-47 du 25 Dhou El Kaada 1421 correspondant au 1er mars 2000 fixant l'organisation et le fonctionnement de la commission nationale d'agrément des agences de tourisme et de voyages, sur proposition des autorités dont ils relèvent, les membres de la commission nationale d'agrément des agences de tourisme et de voyages suivants :

— M. Halaimia Djilani, directeur du tourisme et du thermalisme, président ;

— Mme Djeliout Mahdia, directeur de la réglementation, des affaires juridiques et de la coopération, représentant le ministère du tourisme et de l'artisanat ;

— M. Larbi Mustapha, sous-directeur chargé de la coordination du transport terrestre, représentant le ministère des transports ;

— Mlle Zoubiri Faïza, assistante d'administration principale à la direction de l'organisation des activités commerciales, représentant le ministère du commerce ;

— M. Boukretaoui El-Hachemi, sous-directeur de la police générale, représentant la direction générale de la sûreté nationale ;

— M. Guiz Mohamed, directeur de l'administration des moyens, représentant l'office national du tourisme ;

— M. Kaouche Abdelkrim, représentant la fédération nationale des agences de tourisme et de voyages ;

— M. Kadache Hassene, représentant la fédération nationale des agences de tourisme et de voyages.

ANNONCES ET COMMUNICATIONS

BANQUE D'ALGERIE

Décision n° 01-01 du 14 Chaoual 1421 correspondant au 9 janvier 2001 portant agrément d'un établissement financier.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie,

Vu la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, modifiée, notamment ses articles 44, 45, 49, 91, 95, 111 (alinéa 2), 112, 115 à 119, 125, 126, 128, 129, 132, 133, 134, 137, 139, 140, 156, 161, 162, 166 et 167 ;

Vu le décret présidentiel du 28 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 22 juillet 1998 portant renouvellement de la nomination du gouverneur de la Banque centrale d'Algérie ;

Décide :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 115 et 137 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990, susvisée, "la société financière d'investissement, de participation et de placement - SPA", par abréviation "SOFINANCE", est agréée en qualité d'établissement financier.

Le siège sociale de "la société financière d'investissement, de participation et de placement - SPA" est fixée au 62, Boulevard Krim Belkacem, Alger.

Ladite société est dotée d'un capital social de cinq milliards de dinars (5.000.000.000 DA).

Art. 2. — L'établissement financier "SOFINANCE SPA" est placé sous la direction et la responsabilité de MM. :

— Benouari Amar en qualité de président du conseil de surveillance ;

Lorsque l'exploitation agricole est située sur le territoire de deux wilayas, la chambre d'agriculture du centre d'activité principale est compétente pour l'inscription de l'agriculteur.

Art. 10. — Lorsque l'agriculteur est inscrit sur le registre de l'agriculture, il lui est délivré une carte professionnelle dont les références numériques correspondent à celles de son inscription et comportent les indications relatives à la catégorie et au secteur d'activité auquel il appartient.

Les modalités d'inscription, la tenue des registres ainsi que le modèle de la carte professionnelle sont fixés par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 11. — Toute modification substantielle intervenue dans la situation juridique de l'agriculteur et ayant des incidences sur les conditions de son inscription doit être portée à la connaissance de la chambre concernée.

Art. 12. — La radiation de l'agriculteur du registre de l'agriculture intervient dans les cas suivants :

- à la demande de l'intéressé pour cause de cessation de l'activité,
- en cas de décès de l'agriculteur,
- en cas de faillite ou de règlement judiciaire,
- en cas de cession totale de l'exploitation.

Art. 13. — Le refus d'inscription doit être motivé par la chambre d'agriculture concernée et notifié à l'intéressé dans le délai de deux (2) mois à partir de la date de dépôt de la demande.

En cas de contestation des motifs de refus par l'agriculteur celui-ci peut introduire un recours gracieux auprès du président de la chambre nationale d'agriculture et ce, sans préjudice des autres voies de recours.

Art. 14. — L'utilisation frauduleuse de la carte professionnelle d'agriculteur expose son auteur aux sanctions prévues à l'article 243 du code pénal.

Art. 15. — Le présent décret exécutif sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996.

Ahmed OUYAHIA.

★
Décret exécutif n° 96-64 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant le cadre d'organisation de l'interprofession agricole.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 février 1990 relative aux associations ;

Vu le décret exécutif n° 91-38 du 16 février 1991, modifié, portant statut général des chambres d'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-63 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 définissant les activités agricoles et fixant les conditions et les modalités de reconnaissance de la qualité d'agriculteur ;

Décrète :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer le cadre d'organisation de l'interprofession agricole.

Art. 2. — L'interprofession agricole, au sens du présent décret, est une organisation professionnelle constituée par l'ensemble des intervenants dont les intérêts gravitent autour d'un produit agricole de base, d'un groupe de produits ou d'une filière agricole.

Art. 3. — L'organisation de l'interprofession agricole, telle que définie ci-dessus, a pour objet le développement de la production agricole et la promotion de l'équilibre et de la stabilité des marchés des filières agricoles.

Art. 4. — Au sens du présent décret, il est entendu par filière agricole, toutes les activités qui concourent à la production, à la valorisation et à la promotion et au développement d'un produit agricole de base ou d'un groupe de produits.

Art. 5. — La liste des filières agricoles autour desquelles sont susceptibles d'être créées des organisations interprofessionnelles est fixée par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 6. — Les organisations interprofessionnelles par filière agricole revêtent la forme de conseils et d'offices interprofessionnels.

CHAPITRE II

DES CONSEILS INTERPROFESSIONNELS

Art. 7. — Selon la nature du produit agricole de base, sa distribution dans l'espace agricole national et la densité des différentes professions composant la filière agricole, il peut être créé des conseils interprofessionnels au niveau d'une wilaya ou de plusieurs wilayas.

Les conseils interprofessionnels de wilaya d'une même filière agricole se regroupent en un conseil interprofessionnel national.

Au niveau national, il ne peut être constitué qu'un seul conseil interprofessionnel par filière agricole.

Art. 8. — Peuvent constituer des conseils interprofessionnels dans les conditions fixées à l'article 7 ci-dessus, les agriculteurs tels que définis par la réglementation en vigueur, les opérateurs économiques intervenant dans les activités agricoles, notamment dans les domaines de fourniture de facteurs de production, de transformation, de stockage et de distribution des produits agricoles.

Art. 9. — Les chambres d'agriculture désignent parmi leurs membres, les représentants de la profession agricole au sein des conseils interprofessionnels.

La qualité de président d'une chambre d'agriculture de wilaya est incompatible avec celle de président d'un conseil interprofessionnel de wilaya.

La qualité de président de la chambre nationale d'agriculture est incompatible avec celle de président d'un conseil interprofessionnel national.

Art. 10. — Les conseils interprofessionnels s'organisent sous forme d'associations conformément à la législation en vigueur en la matière.

Lorsqu'il juge suffisante la représentativité des différentes professions, tel que précisé ci-dessus, le ministre chargé de l'agriculture peut reconnaître d'utilité publique les conseils interprofessionnels nationaux et ce, par filière.

Art. 11. — Les conseils interprofessionnels rapprochent, concilient et assurent la complémentarité des intérêts de toutes les professions qui composent la filière agricole.

A ce titre, ils ont pour objet :

- d'améliorer la connaissance de l'offre et de la demande pour le produit ou le groupe qui composent la filière agricole ;

- d'adapter au marché les conditions de l'offre, par l'adoption de disciplines de production et de mise en marché ;

- de contribuer à l'amélioration de la qualité du produit ou des produits de la filière agricole,

- de connaître des aspects de prix sans préjudice des règles relatives à la concurrence,

- de contribuer à la définition des programmes de recherche et de vulgarisation intéressant la filière et, le cas échéant, d'en assumer la charge,

- de promouvoir l'exportation des produits de la filière agricole.

Art. 12. — Les conseils interprofessionnels nationaux ont la charge de suivre l'évolution de la situation de la filière agricole au niveau national et de coordonner l'action des conseils de wilaya.

Ils constituent, pour les pouvoirs publics des organes consultatifs sur tous les aspects économiques, techniques et juridiques intéressant la filière.

Ils peuvent à ce titre :

- faire toute proposition relative à l'organisation des marchés,

- suggérer toute mesure à caractère économique,

- contribuer à la définition des règles d'octroi des aides publiques consacrées à la filière agricole,

- demander l'élargissement, aux autres professions, des disciplines ou des accords qu'ils s'imposent.

Art. 13. — Les professions composant un conseil interprofessionnel mettent en œuvre leurs engagements réciproques par voie d'accords professionnels ou interprofessionnels selon le cas.

Les litiges nés à l'occasion de l'application de ces accords sont réglés soit par les organes *ad-hoc* créés en leur sein, soit par les juridictions compétentes saisies à cet effet.

Art. 14. — Les frais de fonctionnement des conseils interprofessionnels sont à la charge des membres les constituant.

Art. 15. — Les conseils interprofessionnels peuvent recevoir des subventions de l'Etat et des collectivités locales.

Art. 16. — Il est justifié chaque année, auprès du ministre chargé de l'agriculture, de l'emploi des fonds provenant des subventions allouées au cours de l'exercice écoulé.

Art. 17. — Les conseils interprofessionnels nationaux adressent chaque fin d'année un rapport d'activités au ministre chargé de l'agriculture.

CHAPITRE III

DES OFFICES INTERPROFESSIONNELS

Art. 18. — Conformément à la législation en vigueur, il peut être créé par filière agricole et sous forme d'établissements publics, des offices interprofessionnels chargés :

- de concilier les intérêts économiques des professions d'une filière et ceux des consommateurs,

- de mener toute étude économique tendant à la maîtrise du fonctionnement de la filière agricole,

- de proposer et, le cas échéant, de gérer les aides publiques décidées par les pouvoirs publics pour la filière dans le sens de son développement, de la promotion de ses produits et de sa modernisation,

- de suggérer à la fois aux professionnels et aux pouvoirs publics, toutes mesures de nature à prévenir les déséquilibres entre l'offre et la demande dans le cadre de l'intérêt général,

— de proposer aux pouvoirs publics les mesures de tout ordre de nature à promouvoir le fonctionnement de la filière,

— de mettre en œuvre la politique arrêtée en matière de stockage stratégique,

— d'assurer les missions que les pouvoirs publics peuvent leur confier dans le cadre de la promotion de la filière et de la maîtrise de son marché.

Art. 19. — Les offices interprofessionnels sont dotés d'un organe consultatif composé de représentants des professions de la filière agricole et des représentants des pouvoirs publics.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 96-65 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 portant distraction d'une parcelle de la forêt domaniale de Mahouna canton Kreroufa commune de Bendjerah wilaya de Guelma, du régime forestier national.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture;

Vu la Constitution notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, portant régime général des forêts et notamment son article 7;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, relative à la commune;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, portant loi domaniale;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant des conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national.

Décète :

Article 1er. — Est distraite du régime forestier national, la parcelle telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret, d'une contenance de 41 ares 50 centiares dépendant de la forêt de Mahouna canton Kreroufa commune de Bendjerah wilaya de Guelma, en vue de réaliser un centre de radiodiffusion et télédiffusion.

Art. 2. — La parcelle désignée à l'article 1er ci-dessus, est incorporée au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une affectation au profit de la commune de Bendjerah wilaya de Guelma et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 susvisée, notamment son article 86.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996.

Ahmed OUYAHIA.



Décret présidentiel n° 96-03 du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, à la Présidence de la République (rectificatif).

Décret présidentiel n° 96-04 du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre de budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, au ministère des affaires étrangères (rectificatif).

JO n° 2 du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 10 janvier 1996

Page 4 - 1ère colonne - 6ème ligne

2ème colonne - 7ème ligne

Au lieu de :

Le Président de l'Etat.

Lire :

Le Président de la République.

(Le reste sans changement).

Loi n° 12-06 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux associations.

— — — — —

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 41, 43, 119, 122 et 126 ;

Vu la loi organique n° 98-01 du 4 Safar 1419 correspondant au 30 mai 1998, modifiée et complétée, relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat ;

Vu la loi organique n° 12-04 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux partis politiques ;

Vu la loi organique n° 12-05 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative à l'information ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 77-03 du 19 février 1977 relative aux quêtes ;

Vu la loi n° 79-07 du 24 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour l'année 2000, notamment son article 101 ;

Vu la loi n° 04-10 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à l'éducation physique et aux sports ;

Vu la loi n° 08-11 du 21 Joumada Ethania 1429 correspondant au 25 juin 2008 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie ;

Vu la loi n° 10-01 du 16 Rajab 1431 correspondant au 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé ;

Vu la loi n° 11-10 du 20 Rajab 1432 correspondant au 22 juin 2011 relative à la commune ;

Après avis du Conseil d'Etat ;

Après adoption par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I**DISPOSITIONS GENERALES
OBJET, BUT ET CHAMP D'APPLICATION**

Article 1er. — La présente loi a pour objet de déterminer les conditions et modalités de constitution, d'organisation et de fonctionnement des associations et de fixer son champ d'application.

Art. 2. — Au sens de la présente loi, l'association est le regroupement de personnes physiques et/ou de personnes morales sur une base contractuelle à durée déterminée ou à durée indéterminée.

Ces personnes mettent en commun, bénévolement et dans un but non lucratif, leurs connaissances et leurs moyens pour promouvoir et encourager les activités dans les domaines, notamment, professionnel, social, scientifique, religieux, éducatif, culturel, sportif, environnemental, caritatif et humanitaire.

L'objet de l'association doit être défini avec précision et sa dénomination doit exprimer le lien avec cet objet.

Toutefois, l'objet et les buts de ses activités doivent s'inscrire dans l'intérêt général et ne pas être contraires aux constantes et aux valeurs nationales ainsi qu'à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux dispositions des lois et règlements en vigueur.

Art. 3. — Les unions, fédérations ou confédérations d'associations déjà créées constituent des associations au sens de la présente loi.

Ont également la qualité d'association au sens de la présente loi les associations à caractère spécifique prévues à l'article 48 de la présente loi.

TITRE II**CONSTITUTION, DROITS ET OBLIGATIONS
DES ASSOCIATIONS****Chapitre I****Constitution des associations**

Art. 4. — Les personnes physiques qui peuvent fonder, administrer et diriger une association doivent :

- être âgés de 18 ans et plus ;
- être de nationalité algérienne ;
- jouir de leurs droits civils et politiques ;
- ne pas avoir été condamnés pour crime et/ou délit incompatible avec le domaine d'activité de l'association, et n'ayant pas été réhabilités, pour les membres dirigeants.

Art. 5. — Les personnes morales de droit privé doivent :

- être constituées conformément à la loi algérienne ;

— activer au moment de la constitution de l'association ;

— ne pas être frappées d'une interdiction d'exercer leur activité.

Pour la constitution d'une association, la personne morale est représentée par une personne physique spécialement déléguée à cet effet.

Art. 6. — L'association se constitue librement par des membres fondateurs. Ces derniers se réunissent en assemblée générale constitutive constatée par procès-verbal d'huissier de justice.

L'assemblée générale constitutive adopte le statut de l'association et désigne les responsables des instances exécutives.

Les membres fondateurs sont au minimum au nombre de :

- dix (10) pour les associations communales ;
- quinze (15) pour les associations de wilaya, issus de deux (2) communes au moins ;
- vingt-et-un (21) pour les associations inter-wilayas, issus de trois (3) wilayas au moins ;
- vingt-cinq (25) pour les associations nationales, issus de douze (12) wilayas au moins.

Art. 7. — La constitution de l'association est soumise à une déclaration constitutive et à la délivrance d'un récépissé d'enregistrement.

La déclaration constitutive est déposée auprès :

- de l'assemblée populaire communale pour les associations communales ;
- de la wilaya pour les associations de wilaya ;
- du ministère chargé de l'intérieur pour les associations nationales ou inter-wilayas.

Art. 8. — La déclaration accompagnée de toutes les pièces constitutives est déposée par l'instance exécutive en la personne du président de l'association ou son représentant dûment habilité, contre un récépissé de dépôt délivré obligatoirement par l'administration concernée, après vérification contradictoire immédiate des pièces du dossier.

A compter de la date de dépôt de la déclaration, l'administration dispose d'un délai maximum pour procéder à un examen de conformité avec les dispositions la présente loi. Ce délai est de :

- trente (30) jours pour l'assemblée populaire communale, en ce qui concerne les associations communales.
- quarante (40) jours pour la wilaya, en ce qui concerne les associations de wilaya.
- quarante-cinq (45) jours pour le ministère chargé de l'intérieur, en ce qui concerne les associations inter-wilayas.

— soixante (60) jours pour le ministère chargé de l'intérieur, en ce qui concerne les associations nationales.

Au cours de ce délai et au plus tard à son expiration, l'administration est tenue, soit de délivrer à l'association un récépissé d'enregistrement ayant valeur d'agrément, soit de prendre une décision de refus.

Art. 9. — Le récépissé d'enregistrement est délivré par :

- le président de l'assemblée populaire communale pour les associations communales ;
- le wali pour les associations de wilayas ;
- le ministre chargé de l'intérieur pour les associations nationales et inter-wilayas.

Art. 10. — La décision de refus de délivrance du récépissé d'enregistrement doit être motivée par le non-respect des dispositions de la présente loi. L'association dispose d'un délai de trois (3) mois pour intenter une action en annulation devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Si une décision est prononcée en faveur de l'association, le récépissé d'enregistrement lui est alors obligatoirement délivré.

Dans ce cas, l'administration dispose d'un délai maximum de trois (3) mois, à compter de la date d'expiration du délai qui lui a été imparti, pour intenter une action devant la juridiction administrative compétente aux fins d'annulation de la constitution de l'association. Ce recours n'est pas suspensif.

Art. 11. — A l'expiration des délais prévus à l'article 8 ci-dessus, le silence de l'administration vaut agrément de l'association concernée. Dans ce cas, l'administration est tenue de délivrer le récépissé d'enregistrement de l'association.

Art. 12. — La déclaration de constitution citée à l'article 7 de la présente loi est accompagnée d'un dossier comprenant :

- une demande d'enregistrement de l'association signée par le président de l'association ou par son représentant dûment habilité ;
- la liste nominative mentionnant l'état civil, la profession, le domicile et la signature de l'ensemble des membres fondateurs et des instances exécutives ;
- l'extrait n°3 du casier judiciaire de chacun des membres fondateurs ;
- deux (2) exemplaires certifiés conformes des statuts ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive établi par un huissier de justice ;
- les pièces justificatives de l'adresse du siège.

Chapitre II

Droits et obligations des associations

Art. 13. — Les associations sont distinctes par leur objet, leur dénomination et leur fonctionnement des partis politiques et ne peuvent entretenir avec eux aucune relation qu'elle soit organique ou structurelle, ni recevoir de subventions, dons ou legs sous quelque forme que ce soit de leur part, ni participer à leur financement.

Art. 14. — Tout membre d'une association a le droit de participer aux instances exécutives de l'association dans le cadre de ses statuts et des dispositions de la présente loi.

Art. 15. — Les instances exécutives de l'association sont élues et renouvelées selon des principes démocratiques et aux échéances fixées dans ses statuts.

Art. 16. — Il est interdit à toute personne morale ou physique étrangère à l'association de s'ingérer dans son fonctionnement.

Art. 17. — L'association agréée acquiert la personnalité morale et la capacité civile dès sa constitution et peut de ce fait :

- agir auprès des tiers et des administrations publiques ;

- ester en justice et entreprendre toutes les procédures devant les juridictions compétentes, pour des faits en rapport avec son objet et ayant porté préjudice aux intérêts de l'association et aux intérêts individuels ou collectifs de ses membres ;

- conclure tout contrat, convention ou accord en rapport avec son objet ;

- entreprendre toute action de partenariat avec les pouvoirs publics en rapport avec son objet ;

- acquérir, à titre gracieux ou onéreux, des biens meubles ou immeubles pour l'exercice de ses activités telles que prévues par ses statuts ;

- recevoir des dons et legs, conformément à la législation en vigueur.

Art. 18. — Les associations doivent notifier à l'autorité publique compétente les modifications apportées aux statuts et les changements intervenus dans les instances exécutives en assemblée générale, dans les trente (30) jours qui suivent les décisions prises.

Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour de leur publication dans, au moins, un quotidien d'information à diffusion nationale.

Art. 19. — Sans préjudice des autres obligations prévues par la présente loi, les associations sont tenues de transmettre, à l'issue de chaque assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, à l'autorité publique compétente, copie du procès-verbal de la réunion ainsi que des rapports moraux et financiers annuels, dans les trente (30) jours qui suivent leur adoption.

Art. 20. — Le refus de fournir les documents sus-indiqués aux articles 18 et 19 ci-dessus est puni d'une amende de deux mille dinars (2.000 DA) à cinq mille dinars (5.000 DA).

Art. 21. — L'association est tenue de souscrire une assurance en garantie des conséquences pécuniaires attachées à sa responsabilité civile.

Art. 22. — Les associations agréées peuvent, dans le respect des valeurs et des constantes nationales et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, adhérer, à des associations étrangères poursuivant les mêmes buts ou des buts similaires.

Le ministre chargé de l'intérieur est préalablement informé de cette adhésion. Celui-ci requiert, au préalable, l'avis du ministre chargé des affaires étrangères.

Le ministre chargé de l'intérieur se réserve un délai de soixante (60) jours pour faire connaître sa décision motivée.

En cas de rejet, sa décision est susceptible de recours devant la juridiction administrative compétente qui doit statuer sur le projet d'adhésion dans un délai de trente (30) jours.

Art. 23. — Les associations peuvent coopérer dans un cadre de partenariat avec des associations étrangères et organisations non gouvernementales internationales, poursuivant les mêmes buts, dans le respect des valeurs et des constantes nationales et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Cette coopération entre parties concernées est subordonnée à l'accord préalable des autorités compétentes.

Art. 24. — Dans le cadre de la législation en vigueur, l'association peut :

- organiser des journées d'études, séminaires, colloques et toutes rencontres liées à son activité ;

- éditer et diffuser des bulletins, revues, documents d'information et brochures, en rapport avec son objet et dans le respect de la Constitution, des valeurs et des constantes nationales ainsi que des lois en vigueur.

TITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS

Chapitre I

Statut des associations

Art. 25. — L'association dispose d'une assemblée générale qui est l'instance suprême et d'une instance exécutive qui assure l'administration et la gestion de l'association.

Art. 26. — L'assemblée générale est constituée par l'ensemble de ses membres remplissant les conditions de vote fixées par les statuts de l'association.

Art. 27. — Les statuts des associations doivent énoncer :

- l'objet, la dénomination et le siège de l'association ;
- le mode d'organisation et le champ de compétence territoriale ;
- les droits et obligations des membres ;
- les conditions et modalités d'adhésion, de retrait, de radiation et d'exclusion des membres ;
- les conditions attachées au droit de vote des membres ;
- les règles et modalités de désignation des délégués aux assemblées générales ;
- le rôle de l'assemblée générale et des instances exécutives et leur mode de fonctionnement ;
- le mode d'élection et de renouvellement des instances exécutives ainsi que la durée de leur mandat ;
- les règles de *quorum* et de majorité requise pour les décisions de l'assemblée générale et des instances exécutives ;
- les règles et procédures d'examen et d'approbation des rapports d'activité, de contrôle et d'approbation des comptes de l'association ;
- les règles et procédures relatives aux modifications des statuts ;
- les règles et procédures de dévolution du patrimoine en cas de dissolution de l'association ;
- l'inventaire des biens de l'association établi par un huissier de justice en cas de contentieux judiciaire.

Art. 28. — Les statuts des associations ne doivent pas inclure des clauses ou des procédures discriminatoires qui portent atteinte aux libertés fondamentales de leurs membres.

Chapitre II

Ressources et patrimoine des associations

Art. 29. — Les ressources des associations sont constituées par :

- les cotisations de leurs membres ;
- les revenus liés à leurs activités associatives et à leur patrimoine ;
- les dons en espèces ou en nature et les legs ;
- les revenus des quêtes ;
- les subventions consenties par l'Etat, la wilaya ou la commune.

Art. 30. — Sous réserve des dispositions de l'article 23 ci-dessus, en dehors des relations de coopération dûment établies, il est interdit à toute association de recevoir des fonds provenant des légations et organisations non gouvernementales étrangères.

Ce financement est soumis à l'accord préalable de l'autorité compétente.

Art. 31. — Les ressources qui proviennent des activités de l'association doivent être exclusivement utilisées pour la réalisation des buts fixés par ses statuts et la législation en vigueur.

L'utilisation des ressources et des biens de l'association à des fins personnelles ou autres que celles prévues par ses statuts, constitue un abus de biens sociaux et est réprimé comme tel conformément à la législation en vigueur.

Art. 32. — Les dons et legs avec charges et conditions ne sont acceptés que s'ils sont compatibles avec le but assigné par les statuts de l'association et avec les dispositions de la présente loi.

Art. 33. — Les associations peuvent bénéficier de revenus découlant d'aides prévues à l'article 34 de la présente loi et des quêtes publiques autorisées dans les conditions et formes prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Toutes les ressources et revenus doivent être obligatoirement inscrits au compte recettes du budget de l'association.

Art. 34. — Lorsque l'activité d'une association est reconnue par l'autorité publique comme étant d'intérêt général et/ou d'utilité publique, l'association concernée peut bénéficier, de la part de l'Etat, de la wilaya ou de la commune, de subventions, aides matérielles et toutes autres contributions assorties ou non de conditions.

Lorsque les subventions, aides et contributions consenties sont assorties de conditions, leur octroi est subordonné à l'engagement par l'association bénéficiaire à un cahier des charges précisant les programmes d'activité et les modalités de leur contrôle, conformément à la législation en vigueur.

Les conditions et modalités de reconnaissance d'intérêt général ou d'utilité publique sont fixées par voie réglementaire.

Art. 35. — L'octroi de subventions publiques pour toute association est subordonné à la conclusion d'un contrat programme en adéquation avec les objectifs poursuivis par l'association, et conforme avec les clauses d'intérêt général.

Les subventions de l'Etat ou des collectivités locales ne sont accordées qu'après présentation de l'état des dépenses des subventions précédemment accordées, lequel doit traduire la conformité des dépenses pour lesquelles ces subventions ont été affectées.

Art. 36. — Sans préjudice des dispositions de l'article 16 de la présente loi, les subventions et aides publiques octroyées par l'Etat et les collectivités locales sont soumises aux règles de contrôle conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 37. — Sauf autorisation de l'autorité publique compétente, et à défaut de remboursement, l'utilisation par l'association à des fins autres que celles prévues aux articles 34 et 35 de la présente loi, des subventions, aides et contributions, entraîne la suspension ou le retrait définitif de celles-ci.

Art. 38. — L'association doit tenir une comptabilité à partie double validée par un commissaire aux comptes. Elle doit disposer d'un compte unique ouvert auprès d'une banque ou d'une institution financière publique.

Chapitre III

Suspension et dissolution des associations

Art. 39. — Il est procédé à la suspension d'activité de l'association ou à sa dissolution en cas d'ingérence dans les affaires internes du pays ou d'atteinte à la souveraineté nationale.

Art. 40. — La violation par l'association des articles 15, 18, 19, 28, 30, 55, 60 et 63 de la présente loi entraîne la suspension de son activité pour une période qui ne peut excéder six (6) mois.

Art. 41. — L'action en suspension d'activité de l'association est précédée par une mise en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions de la loi, dans un délai imparti.

A l'expiration du délai de trois (3) mois de la notification de la mise en demeure, si celle-ci est restée sans effet, l'autorité publique compétente prend une décision administrative de suspension d'activité de l'association qui est notifiée à l'association. La suspension est effective à compter de la date de notification de la décision.

L'association dispose du droit de recours en annulation de la décision de suspension devant la juridiction administrative compétente.

Art. 42. — La dissolution d'une association peut être volontaire ou prononcée par voie judiciaire et notifiée à l'autorité qui l'a agréée.

La dissolution volontaire est prononcée par les membres de l'association, conformément à ses statuts.

Lorsque l'association concernée exerce une activité reconnue d'intérêt général et/ou d'utilité publique, l'autorité publique compétente, préalablement informée, prend ou fait prendre les mesures appropriées en vue d'assurer la continuité de son activité.

Art. 43. — Sans préjudice des actions ouvertes aux membres de l'association, la dissolution de l'association peut être également demandée par :

— l'autorité publique compétente devant le tribunal administratif territorialement compétent, lorsque l'association a exercé une ou des activités autres que celles prévues par ses statuts, ou reçu des fonds provenant de légations étrangères en violation des dispositions de l'article 30 de la présente loi, ou s'il est établi qu'elle n'exerce plus son activité de manière évidente.

— des tiers en conflit d'intérêt avec l'association, devant la juridiction compétente.

Art. 44. — La dissolution volontaire de l'association entraîne la dévolution des biens meubles et immeubles conformément aux statuts.

En cas de dissolution prononcée par la juridiction compétente, la dévolution des biens est effectuée conformément aux statuts, sauf si la décision de justice en dispose autrement.

Art. 45. — Les litiges de toute nature entre les membres de l'association relèvent de l'application des statuts et, le cas échéant, des juridictions de droit commun.

Art. 46. — Tout membre ou dirigeant d'une association, non encore enregistrée ou agréée, suspendue ou dissoute, qui continue à activer en son nom, s'expose à une peine de trois (03) à six (6) mois d'emprisonnement et à une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à trois cent mille dinars (300.000 DA).

TITRE IV

ASSOCIATIONS A CARACTERE RELIGIEUX ET ASSOCIATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE

Chapitre I

Associations à caractère religieux

Art. 47. — Sous réserve des dispositions de la présente loi, la constitution d'associations à caractère religieux est assujettie à un dispositif particulier.

Chapitre II

Associations à caractère spécifique

Art. 48. — Sont considérées comme associations à caractère spécifique les fondations, les amicales, les associations estudiantines et sportives.

Section 1

Fondations

Art. 49. — La fondation est une institution à caractère privé créée à l'initiative d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales par la dévolution d'un fonds ou de biens ou de droits destinés à promouvoir une œuvre ou des activités spécifiquement définies. Elle peut également recevoir des dons et legs dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Art. 50. — L'acte constitutif de la fondation est dressé par acte notarié à la demande du fondateur. Il mentionne la dénomination, l'objet, les moyens et les buts poursuivis par cette fondation et désigne le ou les personnes chargées de sa mise en œuvre.

L'objet ne peut être contraire à l'ordre public ou porter atteinte aux valeurs et constantes nationales.

La fondation acquiert la personnalité morale après l'accomplissement des formalités de publicité exigées par la loi, notamment la publication d'un extrait de l'acte notarié dans deux (2) quotidiens d'information à diffusion nationale au moins.

Art. 51. — La fondation est réputée association au sens de la présente loi, si les personnes chargées de sa gestion en font la déclaration auprès de l'autorité publique compétente. A défaut, elle demeure régie par les règles de droit commun et est exclue du champ d'application de la présente loi.

Art. 52. — Si une demande d'enregistrement est formulée par les organes chargés de la gestion de la fondation, celle-ci est soumise à la règle de la déclaration prévue par la présente loi. La fondation acquiert après ces formalités la personnalité morale en qualité d'association.

Dans l'exercice de ses activités et dans ses rapports avec l'autorité publique compétente elle est soumise aux mêmes obligations et bénéficie des mêmes droits que ceux prévus pour les associations.

Art. 53. — Peuvent être qualifiées « fondations », les associations constituées par des personnes physiques ou morales dans un but déterminé fondé sur un lien établi ou reconnu avec une personne ou une famille, en vue d'exercer des activités en rapport avec celles-ci.

Ces fondations ne peuvent toutefois utiliser les dénominations de ces personnes ou famille qu'en vertu d'une autorisation des titulaires de ce droit, consacrée par un acte authentique.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 54. — Les associations constituées par des personnes physiques ou morales sous la dénomination ou non de « fondation », ayant pour objet la pérennisation de la mémoire d'un événement ou d'un lieu lié à l'histoire du pays, ou l'utilisation d'un symbole ou constante de la Nation, sont soumises à la délivrance préalable d'une autorisation spécifique à l'objet, par l'administration habilitée.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 55. — Les « fondations » créées en application des dispositions des articles 51 et 52 de la présente loi sont soumises aux règles de la déclaration et de l'enregistrement.

Dans l'exercice de leurs activités et dans leurs rapports avec l'autorité publique compétente, « les fondations » sont tenues aux mêmes obligations et bénéficient des mêmes droits que ceux prévus pour les associations.

Les « fondations » déjà créées dans les buts visés à l'article 53 ci-dessus doivent se conformer aux dispositions de la présente loi dans un délai d'une année à compter de la date de sa promulgation.

Section 2

Amicales

Art. 56. — Les associations dénommées « amicales » sont constituées par des personnes physiques dans le but :

— de renouer des liens d'amitié, de fraternité et de solidarité noués durant des périodes vécues en commun et caractérisées par leur attachement aux valeurs partagées au cours d'événements particuliers ;

— de pérenniser et de célébrer ces liens et ces valeurs dans la mémoire collective.

Ces associations sont soumises au seul régime déclaratif.

Art. 57. — Les amicales déjà créées doivent se conformer aux dispositions de la présente loi dans un délai d'une année à compter de la date de sa promulgation.

Section 3

Associations estudiantines et sportives

Art. 58. — Les associations estudiantines et sportives ainsi que les fédérations sportives, les ligues sportives et les clubs sportifs amateurs sont régis par les dispositions de la présente loi et les dispositions spécifiques qui leur sont applicables.

TITRE V

ASSOCIATIONS ETRANGERES

Art. 59. — Est réputée association étrangère au sens de la présente loi toute association, quelqu'en soit la forme ou l'objet :

— qui a son siège à l'étranger où elle est agréée et reconnue et qui a été autorisée à s'établir sur le territoire national ;

— qui ayant son siège sur le territoire national est dirigée totalement ou partiellement par des étrangers.

Art. 60. — Les personnes physiques étrangères fondateurs ou membres d'une association étrangère doivent être en situation régulière vis-à-vis de la législation en vigueur.

Art. 61. — La demande de création de l'association étrangère est soumise à l'agrément préalable du ministre chargé de l'intérieur qui, après avis du ministre chargé des affaires étrangères et du ministre chargé du secteur concerné dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours, pour accorder ou refuser l'agrément.

Art. 62. — Le dossier de création de l'association étrangère est constitué des pièces suivantes :

- une demande d'agrément, adressée au ministre chargé de l'intérieur, dûment signée par l'ensemble des membres fondateurs ;
- les copies des titres de séjour en cours de validité des membres fondateurs de nationalité étrangère ;
- deux (2) exemplaires originaux du projet de statut, adopté par l'assemblée générale, dont l'un rédigé en langue arabe ;
- le procès-verbal de réunion de l'assemblée générale constitutive, établi par un huissier de justice,
- les pièces justificatives de l'existence d'un siège.

Art. 63. — Nonobstant les dispositions des articles 59 à 62 de la présente loi, la demande d'agrément d'une association étrangère doit avoir pour objet la mise en œuvre de dispositions contenues dans un accord entre le Gouvernement et le Gouvernement du pays d'origine de l'association étrangère, pour la promotion de relations d'amitié et de fraternité entre le peuple algérien et le peuple de l'association étrangère.

Art. 64. — La décision expresse de refus de l'agrément par le ministre chargé de l'intérieur est notifiée aux déclarants. Elle est susceptible de recours devant le Conseil d'Etat.

Art. 65. — Sans préjudice de l'application des autres dispositions de la législation et de la réglementation en vigueur, l'agrément accordé à une association étrangère est suspendu ou retiré par décision du ministre chargé de l'intérieur, lorsque cette dernière exerce des activités autres que celles prévues par ses statuts ou se livre à une ingérence caractérisée dans les affaires du pays hôte ou que son activité est de nature à porter atteinte :

- à la souveraineté nationale ;
- à l'ordre institutionnel établi ;
- à l'unité nationale ou à l'intégrité du territoire national ;
- à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
- aux valeurs civilisationnelles du peuple algérien.

Art. 66. — Toute modification de l'objet des statuts, de l'implantation de l'association étrangère, du changement dans ses organes d'administration ou de direction, ainsi que tous les documents cités à l'article 18 de la présente loi doivent être notifiés au ministre chargé de l'intérieur.

L'association est tenue d'informer le ministre chargé de l'intérieur de l'interruption de ses activités, lorsque cette interruption excède six (6) mois.

Art. 67. — L'association étrangère doit disposer d'un compte ouvert auprès d'une banque locale.

Les financements reçus par l'association étrangère en provenance de l'extérieur pour la couverture de ses activités et dont le montant peut faire l'objet d'un plafonnement défini par voie réglementaire, obéissent à la législation des changes.

Art. 68. — La suspension d'activité de l'association étrangère ne peut excéder une (1) année. Elle est assortie de mesures conservatoires.

Le retrait d'agrément entraîne la dissolution de l'association étrangère et la dévolution de ses biens conformément à ses statuts.

Art. 69. — En cas de suspension ou de retrait d'agrément tel que prévu à l'article 65 ci-dessus, l'association dispose d'un délai de quatre (4) mois pour intenter devant la juridiction administrative compétente, un recours en annulation de la décision administrative.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Chapitre I

Dispositions transitoires

Art. 70. — Les associations régulièrement constituées sous l'empire de la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990, susvisée, sont tenues de se conformer aux dispositions de la présente loi dans un délai de deux (2) ans, par le dépôt de nouveaux statuts conformes à la présente loi. Passé ce délai, l'autorité compétente prononce la dissolution des associations concernées.

Art. 71. — Les groupements créés sous forme d'unions, de fédérations ou de confédérations et les structures qui leur sont affiliées, en application des dispositions de la présente loi et d'autres dispositions législatives et réglementaires particulières, sont soumis aux mêmes conditions.

Chapitre II

Dispositions finales

Art. 72. — Les fondations qui n'ont pas la qualité d'association au sens des articles 51 et 54 ci-dessus sont tenues de se mettre en conformité avec les dispositions de la présente loi dans un délai de deux (2) ans à compter de la date de sa promulgation.

Art. 73. — Est abrogée la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations.

Art. 74. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Arrêté du 9 octobre 1988 portant statuts types des associations.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 87-15 du 21 juillet 1987 relative aux associations ;

Vu le décret n° 88-16 du 2 février 1988 fixant les modalités d'application de la loi n° 87-15 du 21 juillet 1987 relative aux associations, ainsi que les dispositions statutaires communes aux associations ;

Arrête :

Article 1er. — Sauf dispositions complémentaires ou spécifiques, les statuts de toute association doivent contenir les dispositions en annexe du présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 octobre 1988.

El Hadi KHEDIRI

ANNEXE

STATUTS TYPES DES ASSOCIATIONS

Article 1er. — Les déclarants, (nom, prénoms, profession, domicile et nationalité de chacun des membres fondateurs, ou agissant au nom et pour le compte des associations regroupées)

- 1 —
- 2 —
- 3 —
- 4 —
- 5 —
- 6 —
- 7 —

forment par les présentes une association régie par la législation en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

TITRE I

DENOMINATION, BUT, SIEGE, DUREE ET ETENDUE DE L'ACTIVITE

Art. 2. — L'association est dénommée : (indiquer la dénomination complète et précise de l'association).

Art. 3. — L'Association a pour but : (indiquer le ou les buts visés par l'association)

- 1 —
- 2 —
- 3 —
- 4 —
- 5 —

et s'engage à ne poursuivre d'autre (s) objectif (s) que celui ou ceux déclarés.

Art. 4. — Le siège de l'association est fixé à : (indiquer le lieu du siège).

Sous réserve des autres conditions prévues par la réglementation en vigueur, il ne peut être transféré que par décision de l'assemblée générale, réunie en session extraordinaire.

Art. 5. — La durée de l'association est de (indiquer la durée fixée conformément à l'objectif fixé).

Art. 6. — L'association exerce ses activités sur le territoire (indiquer l'étendue géographique de l'activité).

TITRE II

COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Art. 7. — L'association comprend des membres fondateurs, des membres actifs et des membres d'honneur.

La qualité de membre d'honneur est conférée par délibération de l'assemblée générale sur proposition du bureau de l'association.

Art. 8. — Outre les conditions requises par la réglementation en vigueur, pour être membre actif de l'association il faut être (indiquer la ou les conditions spécifiques exigées).

Art. 9. — Toute adhésion est formulée par écrit. Elle est signée par le demandeur et acceptée par le bureau de l'association.

Art. 10. — La qualité de membre de l'association se perd par :

— la démission ou le retrait formulés par écrit et acceptés par le bureau de l'association.

— le décès ou la dissolution (selon le cas).

— le non paiement des cotisations pendant une durée de (préciser la durée).

— la radiation pour motifs graves, suivant la procédure déterminée par le règlement intérieur.

TITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 11. — L'association comprend un organe délibérant et un organe de Direction et d'Administration.

Chapitre 1

L'organe délibérant

Art. 12. — L'organe délibérant est constitué par l'assemblée générale qui regroupe l'ensemble des membres de l'association.

Elle est chargée :

— de se prononcer sur les rapports de gestion financière, les bilans d'activité et situation morale de l'association;

— d'adopter le règlement intérieur de l'association;

— de procéder au renouvellement s'il y a lieu de l'organe de direction et d'administration;

— d'adopter les modifications aux statuts;

— d'approuver les acquisitions d'immeubles;

— d'accepter les dons et legs lorsqu'ils sont fait avec charges et conditions après en avoir vérifié la compatibilité avec le but assigné à l'association.

— d'examiner les recours formulés contre les décisions de l'organe de direction et d'administration en matière d'adhésion ou de radiation;

— d'approuver le montant des cotisations annuelles;

— (indiquer s'il y a lieu les autres attributions de l'assemblée générale).....

Art. 13. — L'assemblée générale se réunit au moins.....
(indiquer le nombre de fois) par an, en session ordinaire.

Elle se réunit en session extraordinaire, chaque fois que de besoin, à la demande de.....(indiquer le quorum).

Art. 14. — L'assemblée générale est convoquée par le président de l'association. Le projet de l'ordre du jour accompagne la convocation dans les délais et suivant les modalités fixés par le règlement intérieur.

Art. 15. — L'assemblée générale ne peut délibérer valablement lors d'une première convocation qu'en présence de.....(indiquer le quorum) de ses membres. Lorsque le quorum n'est pas atteint, une deuxième convocation est faite dans un délai maximal de.....(indiquer le délai); l'assemblée générale peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre des présents.

Art. 16. — Les décisions sont prises à la majorité.....(indiquer la majorité).

Toutefois, sont décidées à la majorité... (indiquer la majorité) les mesures suivantes :.....
(les énumérer).

Art. 17. — Nul ne peut participer aux votes, ni être élu aux organes d'administration et de direction s'il n'est pas à jour de ses cotisations.

Chapitre 2

Direction et Administration
de l'association

Art. 18. — Sous réserve des dispositions de l'article 19, du décret n° 88-16 du 2 février 1988 fixant les modalités d'application de la loi n° 87-15 du 21 juillet 1987, relative aux associations, ainsi que les dispositions statutaires communes aux associations, l'association est dirigée et administrée par le bureau composé comme suit :

- Le président,
-Vice Présidents (indiquer le nombre et l'ordre).
- le secrétaire,
- le secrétaire adjoint,
- le trésorier,
- le trésorier adjoint,
- deux assesseurs,

Art. 19. — Le bureau est chargé :

- d'assurer le respect de l'exécution des dispositions statutaires, du règlement intérieur et des décisions de l'assemblée générale;
- de gérer le patrimoine de l'association;
- de déterminer les attributions de chaque vice-président et les missions des assesseurs;
- d'établir le projet de règlement intérieur;
- d'arrêter le montant de la régie de menues dépenses;
- de proposer les modifications aux statuts;
- de déterminer les modalités de souscription de l'assurance;
- d'instruire et de prononcer les radiations pour manquement grave de tout membre de l'association.

Il est chargé en outre... (préciser les autres attributions éventuelles du bureau).

Art. 20. — Les membres du bureau sont élus dans l'ordre prévu à l'article 18, pour (préciser la durée et préciser si elle est ou non renouvelable).

Art. 21. — Le bureau se réunit au moins.....fois par mois (préciser le nombre de fois); sur convocation du président.

Il peut se réunir également à la demande de.....membres (préciser le nombre).

Art. 22. — Le bureau arrête ses décisions à la majorité.... (à préciser). En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 23. — Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile.

Il est chargé :

- d'ester en justice au nom de l'association;
- de souscrire l'assurance en garantie des conséquences attachées à sa responsabilité civile;
- de convoquer les organes, d'en présider et d'en diriger les débats;
- de proposer l'ordre du jour des sessions de l'assemblée générale;
- d'animer et de coordonner l'activité de l'ensemble des organes;
- d'établir semestriellement bilans et synthèses sur la vie de l'association;
- de transmettre tout renseignement à l'autorité administrative habilitée à cet effet;
- de préparer le rapport moral et financier et d'en faire compte rendu à l'assemblée générale qui statue sur sa gestion;
- de l'exercice de l'autorité hiérarchique sur les travailleurs de l'association.

Il est chargé en outre....(préciser les autres attributions éventuelles du président).

Art. 24. — Le secrétaire assisté du secrétaire adjoint est chargé de toutes les questions d'administration générale. Il assure à ce titre :

- la tenue de la liste des adhérents,
- le traitement du courrier de la gestion des archives,
- la tenue du registre des délibérations.
- la rédaction des projets de procès verbaux des délibérations et leurs transcriptions sur le registre des délibérations.
- la conservation de la copie des statuts.

Il assure en outre... (préciser les autres tâches éventuelles).

Art. 25. — Le trésorier assisté du trésorier adjoint, est chargé des questions financières et comptables. A ce titre, il assure :

- le recouvrement des cotisations.
- la gestion des fonds et la tenue de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'association.
- la tenue d'une régie de menues dépenses.
- la préparation des rapports financiers.

Il assure en outre.....(préciser les autres tâches éventuelles).....

Art. 26. — Les titres de dépenses sont signés par le trésorier ou en cas d'empêchement par le trésorier adjoint.

Ils sont contresignés par le président de l'association ou son remplaçant, dans l'ordre résultant de la mise en oeuvre de l'article 18 des statuts.

Chapitre 3

Le Conseil

— Concerne seulement les associations de dimension ou de vocation nationale.

— Mettre « Néant » aux articles 27 et 28 pour les associations non concernées.)

Art. 27. — Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 88-16 du 2 février 1988, Le bureau est assisté d'un conseil, composé de.... membres. (Préciser le nombre).

Les membres du conseil sont élus par l'assemblée générale pour une durée de....(préciser la durée et préciser si elle est ou non renouvelable).

Art. 28. — Le conseil se réunit chaque fois que de besoin à la demande du bureau, sur convocation du président de l'association qui préside et dirige les débats.

Chapitre 4

Organisation et implantation interne

Art. 29. — L'association comprend des commissions techniques et/ou sections spécialisées suivantes :

(Indiquer le nombre de commissions ou sections spécialisées et leurs dénominations).

Les modalités de fonctionnement sont déterminées par le règlement intérieur.

Chacune des commissions techniques et/ou sections spécialisées, est chargée de :

Art. 30. — Chaque commission et/ou section spécialisée comprend :....., (indiquer la composition).

Art. 31. — Il est crée.....(indiquer le nombre) comités de wilaya, comité communaux ou de quartier.

Chaque comité de wilaya, de commune ou de quartier comprend....(indiquer le nombre des membres).

Chaque comité de wilaya, de commune ou de quartier est compétent....(indiquer le ressort territorial).

Les modalités de fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

Chapitre 1

Ressources

Art. 32. — Les ressources de l'association sont, outre celles autorisées par la législation en vigueur :

- les cotisations des membres ;
- les dons et legs.

Art. 33. — L'association dispose des ressources produites par les activités entrant dans le cadre de son but fixé comme suit :.....(les énumérer).

Art. 34. — Les ressources sont versées à un compte unique ouvert à la diligence du président.

Chapitre 2

Dépenses

Art. 35. — Les dépenses de l'association comprennent toutes les dépenses nécessaires à la réalisation des buts que lui assignent ses statuts.

TITRE V

MODIFICATION DES STATUTS - DISSOLUTION

Art. 36. — La modification des présents statuts est prononcée par l'assemblée générale selon le quorum et la majorité suivants :

.....(indiquer s'il y a lieu les quorum et majorité pour chaque type de modification).

Art. 37. — La dissolution volontaire de l'association est prononcée par l'assemblée générale selon le quorum et la majorité ci-après :

.....(indiquer le quorum et la majorité).

L'assemblée, outre la dissolution, règle par sa délibération la dévolution des biens meubles et immeubles, conformément à la réglementation en vigueur.

TITRE VI

DISPOSITION FINALE

Art. 38. — Outre les dispositions expresses ci-dessus prévues, le règlement intérieur précise d'une manière générale, toute question que l'assemblée générale juge utile de régler dans ce cadre.

Fait enoriginaux (indiquer le nombre) dont.....

A..... le.....
(indiquer le lieu) (indiquer la date)

Le Président

Le Secrétaire

(indiquer les noms, prénoms et qualité des signataires).

«»

Arrêté du 5 novembre 1988 portant agrément de l'association dénommée « Association mathématique Algérienne ».

Par arrêté du 5 novembre 1988, l'association dénommée « Association mathématique Algérienne » est agréée.

Elle doit exercer ses activités conformément aux dispositions contenues dans ses statuts.

Toute activité, autre que celle se rapportant à l'objet de création de l'association ainsi que toute activité susceptible de porter atteinte à la sûreté de l'Etat et à l'intégrité du territoire national ou fondée sur un objet illicite, contraire aux lois et aux bonnes mœurs, sont rigoureusement interdites.

Arrêté du 7 novembre 1988 portant agrément de l'association dénommée « Association Algérienne d'histoire des mathématiques ».

Par arrêté du 7 novembre 1988, l'association dénommée « Association Algérienne d'histoire des mathématiques » est agréée.

Elle doit exercer ses activités conformément aux dispositions contenues dans ses statuts.

Toute activité, autre que celle se rapportant à l'objet de création de l'association ainsi que toute activité susceptible de porter atteinte à la sûreté de l'Etat et à l'intégrité du territoire national ou fondée sur un objet illicite, contraire aux lois et aux bonnes mœurs, sont rigoureusement interdites.

«»

Arrêté du 9 novembre 1988 portant agrément de l'association dénommée « Fédération Nationale du sport pour tous ».

Par arrêté du 9 novembre 1988, l'association dénommée « Fédération Nationale du sport pour tous » est agréée.

Elle doit exercer ses activités conformément aux dispositions contenues dans ses statuts.

Toute activité, autre que celle se rapportant à l'objet de création de l'association ainsi que toute activité susceptible de porter atteinte à la sûreté de l'Etat et à l'intégrité du territoire national ou fondée sur un objet illicite, contraire aux lois et aux bonnes mœurs, sont rigoureusement interdites.

«»

Arrêté du 29 novembre 1988 autorisant certains walis à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection du Président de la République.

Le ministre de l'intérieur et de l'environnement,

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée et complétée, portant code de la wilaya ;

Vu la loi n° 80-08 du 25 octobre 1980, modifiée et complétée, portant loi électorale, notamment son article 27 ;

Vu le décret n° 88-237 du 29 novembre 1988 portant convocation du corps électoral pour l'élection du Président de la République.

Arrête :

Article 1er. — Les walis des wilayas d'Adrar, Laghouat, Biskra, Béchar, Tamenghasset, Tindouf, Illizi, Ghardaia, El-Oued, El-Bayadh, Tébessa, Tiaret, Djelfa, Jijel, Saïda, Guelma, M'Sila, Ouargla, Naâma et Sétif, sont autorisés à avancer de soixante douze (72) heures, au maximum, par voie d'arrêté, la date d'ouverture du scrutin du 22 décembre 1988 relatif à l'élection du Président de la République dans les communes de leur ressort dans lesquelles, pour des raisons matérielles liées à l'éloignement des bureaux de vote et à l'éparpillement des populations, les opérations de vote ne peuvent se dérouler en une seule journée.

SOMMAIRE (suite)

Décret n° 72-251 du 2 décembre 1972 fixant les superficies des lots de terre et le nombre de palmiers-dattiers, attribuables au titre de la révolution agraire, dans la wilaya de la Saoura, p. 1265.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 16 novembre 1972 portant acquisition de la nationalité algérienne, p. 1266.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 12 octobre 1972 portant désignation du jury de titularisation des agents d'administration, p. 1266.

Arrêté du 12 octobre 1972 portant désignation du jury de titularisation des agents dactylographes, p. 1266.

MINISTERE DES FINANCES

Décret n° 72-252 du 2 décembre 1972 portant virement de crédits au sein du budget du ministère de la justice, p. 1266.

Décret n° 72-253 du 2 décembre 1972 portant virement de crédits au sein du budget du ministère de l'enseignement originel et des affaires religieuses, p. 1268.

Décret n° 72-254 du 2 décembre 1972 portant virement de crédits au budget du secrétariat d'Etat à l'hydraulique, p. 1268.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté du 25 octobre 1972 portant ouverture et fixation de la taxe télex Algérie-République arabe du Yémen, p. 1269.

Arrêté du 25 octobre 1972 portant ouverture et fixation de la taxe télex Algérie-République populaire du Yémen du Sud, p. 1269.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Marchés — Appels d'offres, p. 1270.

LOIS ET ORDONNANCES

Ordonnance n° 72-64 du 2 décembre 1972 portant institution de la mutualité agricole.

AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 66-127 du 27 mai 1966 portant institution du monopole de l'Etat sur les opérations d'assurance ;

Vu l'ordonnance n° 71-14 du 5 avril 1971 relative à l'organisation d'un nouveau régime d'assurances sociales agricoles ;

Vu l'ordonnance n° 71-41 du 17 juin 1971 relative aux entreprises d'assurances mutuelles agricoles ;

Vu la charte de la révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire ;

Vu le décret n° 68-499 du 7 août 1968 confiant à la caisse agricole de retraite, la gestion de tous les régimes complémentaires de retraite et de prévoyance dans les professions agricoles ;

Vu le décret n° 71-77 du 5 avril 1971 portant organisation d'un régime de prestations familiales en agriculture ;

Ordonne :

CHAPITRE I

Principes de la mutualité agricole

Article 1^{er}. — La mutualité agricole est une institution professionnelle agricole qui a pour but de réaliser pour ses

membres sociétaires, affiliés, assujettis ou bénéficiaires, toutes opérations de prévoyance sociale, d'assurances ou de compensation basées sur l'esprit de solidarité, et ce, sans poursuivre la réalisation de bénéfices.

A cet effet, elle assure, d'une part, les personnes et les biens en garantissant les risques de toutes natures qui menacent la profession agricole, ainsi que ceux des organismes placés sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, d'autre part, garantit le versement des prestations relatives aux allocations familiales et la couverture des frais de maternité.

Art. 2. — L'organisation de la mutualité agricole est organisée comme suit :

- au niveau national, la caisse nationale de mutualité agricole,
- au niveau régional, la caisse régionale de mutualité agricole,
- au niveau local, le bureau local.

Art. 3. — Les organismes de la mutualité agricole sont régis par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, applicables aux mutuelles agricoles d'assurances et de prévoyance, par les dispositions de la présente ordonnance et par leurs statuts, sans, toutefois, faire partie du secteur d'assurances classiques.

Art. 4. — Les organismes de la mutualité agricole sont placés sous la tutelle du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Art. 5. — Les risques agricoles comprennent :

1) Les risques sociaux :

a) les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail et les maladies professionnelles ;

b) les risques prévus par l'ordonnance n° 71-14 du 5 avril 1971 relative à l'organisation d'un nouveau régime d'assurances sociales agricoles et les textes subséquents ;

- 2) les risques non sociaux et entrant dans le cadre des dispositions de l'article 1^{er} de la présente ordonnance.

CHAPITRE II

La caisse nationale de mutualité agricole

Art. 6. — La caisse nationale de mutualité agricole prévue à l'article 2 ci-dessus, a pour objet, dans le cadre des dispositions de l'article 1^{er} de la présente ordonnance :

- a) de réassurer, au prix de revient, les caisses régionales de mutualité agricole, en les garantissant contre les pertes et en les fédérant ;
- b) de favoriser le développement de la mutualité agricole, notamment par les rétrocessions et acceptations en réassurances hors du pays ;
- c) d'assurer les fonctions qui lui sont dévolues, en vertu des textes législatifs et réglementaires, tant en matière d'assurances agricoles qu'en matière de régimes complémentaires de retraite et de prévoyance ;
- d) de mettre en œuvre la politique d'assurance mutuelle agricole.
- e) d'une manière générale, de promouvoir sur l'excédent des ressources de la mutualité, une action sanitaire et socio-économique.

En conséquence, la caisse nationale de mutualité agricole exerce toutes les attributions des entreprises d'assurance mutuelle agricole régies à la date de publication de la présente ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, par un statut de mutuelle agricole autre que régionale et auxquelles elle se substitue pour les biens, droits et obligations de toute nature.

Art. 7. — Le siège de la caisse nationale de mutualité agricole, est fixé à Alger. Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire national, par décision du conseil d'administration de ladite caisse, après approbation de l'autorité de tutelle.

Art. 8. — Les organes de la caisse nationale de mutualité agricole sont :

- l'assemblée générale,
- Le conseil d'administration,
- La direction générale.

Art. 9. — La composition, le fonctionnement et les attributions de l'assemblée générale et du conseil d'administration sont précisées par les statuts de la caisse nationale de mutualité agricole.

Les mêmes statuts définissent le mode d'élection et les attributions du président du conseil d'administration.

Art. 10. — La caisse nationale de mutualité agricole est dirigée par un directeur général nommé par décret pris sur proposition du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Art. 11. — Le directeur général est assisté d'un secrétaire général et des directeurs qui seront nommés par arrêté, sur proposition du directeur général.

Le directeur général assure la gestion courante de la caisse et exerce son autorité sur l'ensemble du personnel, conformément à la législation en vigueur et aux statuts de ladite caisse.

Il est, en outre, chargé :

- de conclure toutes opérations en rapport avec l'objet de la caisse nationale,
- d'engager et d'ordonner les dépenses,
- de représenter la caisse nationale en justice et dans tous les actes de la vie civile,
- d'orienter et de coordonner l'activité des caisses régionales dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'assurance mutuelle agricole.

CHAPITRE III

La caisse régionale de mutualité agricole

Art. 12. — La caisse régionale de mutualité agricole, prévue à l'article 2 ci-dessus, a pour objet, dans le cadre des dispositions de l'article 1^{er} de la présente ordonnance de :

- a) délivrer les polices d'assurance individuelles ou collectives à toute personne, société et association pour la couverture des risques agricoles ;
- b) assurer les fonctions qui lui sont dévolues, en vertu des textes législatifs et réglementaires, tant en matière d'assurance sociale agricole qu'en matière de régimes complémentaires de retraite et de prévoyance dans les professions agricoles ;
- c) assurer, en faveur des personnes bénéficiaires, la création et la gestion de tous services sociaux et institutions professionnelles de prévoyance.

En conséquence, la caisse régionale de mutualité agricole exerce toutes les attributions des entreprises mutuelles agricoles, régies à la date de publication de la présente ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, par un statut de mutuelle agricole régionale et auxquelles elle se substitue pour les biens, droits et obligations de toute nature.

Art. 13. — Les organes de la caisse régionale sont :

- l'assemblée générale,
- le conseil d'administration,
- la direction.

Art. 14. — La composition, le fonctionnement et les attributions de l'assemblée générale et du conseil d'administration, sont précisées par les statuts des caisses régionales de mutualité agricole.

Les statuts de la caisse régionale doivent être conformes au statut-type des caisses régionales. Ce statut-type définit le mode d'élection des membres du conseil d'administration, ainsi que les attributions du président de ce conseil.

Art. 15. — La caisse régionale de mutualité agricole est dirigée par un directeur nommé par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, pris sur proposition du directeur général de la caisse nationale de mutualité agricole.

Art. 16. — Le directeur de la caisse régionale de mutualité agricole, est chargé :

- d'assurer la gestion courante de la caisse,
- de conclure toutes opérations en rapport avec l'objet de la caisse ;
- d'engager et d'ordonner les dépenses,
- de représenter la caisse régionale en justice et dans tous les actes de la vie civile,
- d'exercer l'autorité sur l'ensemble du personnel de la caisse régionale, conformément à la législation en vigueur et aux statuts de celle-ci.

Art. 17. — La création de bureaux locaux intervient par décision du conseil d'administration de la caisse régionale.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Art. 18. — La caisse nationale de mutualité agricole et les caisses régionales fonctionnent, provisoirement, conformément à la réglementation en vigueur relative au régime financier et comptable applicable aux organismes auxquels elles se substituent chacune pour ce qui la concerne.

Art. 19. — Des décrets fixeront les statuts-types des caisses de mutualité agricole.

Art. 20. — Un texte à caractère législatif portera ultérieurement code de la mutualité agricole.

Art. 21. — Toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance, sont abrogées.

Art. 22. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 décembre 1972.

Houari BOUMEDIENE

DECRETS

Décret exécutif n° 95-97 du 1er Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995 fixant les statuts-type des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre elles.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juillet 1972 relative au statut général de la coopération et de l'organisation précoopérative, notamment son article 2;

Vu l'ordonnance n° 72-64 du 2 décembre 1972 portant institution de la mutualité agricole, notamment ses articles 1er, 2, 4 et 19;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques;

Vu la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit;

Vu l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 relative aux assurances;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les statuts-type des caisses de mutualité agricole et de définir les liens juridiques et organiques entre elles.

Art. 2. — Les caisses de mutualité agricole sont formées par :

- les caisses locales,
- les caisses régionales constituées par les caisses locales,
- la caisse nationale constituée par les caisses régionales,

La caisse nationale garantit les caisses régionales et les caisses locales, dans tous leurs engagements envers les tiers.

La caisse nationale anime, coordonne et contrôle les activités, le fonctionnement et la gestion des caisses régionales.

La caisse régionale assume les mêmes prérogatives, que celles définies ci-dessus, vis-à-vis des caisses locales qui lui sont affiliées.

Art. 3. — Les caisses de mutualité agricole, prévues ci-dessus, sont des sociétés civiles de personnes à caractère mutualiste et à capital variable. Elles ne poursuivent pas de but lucratif.

Art. 4. — L'existence des caisses de mutualité agricole est constatée par acte authentique, dressé conformément à la législation en vigueur et soumis aux conditions de dépôt et de publicité.

Art. 5. — Les statuts-type des caisses de mutualité agricole sont annexés au présent décret.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995.

Mokdad SIFI.

ANNEXE I

**STATUTS DE LA CAISSE NATIONALE
DE MUTUALITE AGRICOLE**

CHAPITRE I

OBJET - SIEGE - CAPITAL SOCIAL

Article 1er. — La caisse nationale de mutualité agricole, par abréviation "CNMA" désignée ci-après : la caisse nationale, est formée par l'ensemble des caisses régionales de mutualité agricole qui souscrivent des parts à son capital social.

Art. 2. — La caisse nationale a pour mission l'animation, la coordination, l'organisation et le contrôle des caisses régionales qui lui sont affiliées.

Elle représente la mutualité agricole auprès des pouvoirs publics et des institutions nationales et internationales.

Art. 3. — La durée de la caisse nationale est illimitée.

Art. 4. — La caisse nationale a pour objet :

* dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux compagnies d'assurances, d'effectuer, avec toutes personnes morales et physiques, les opérations d'assurances et de réassurances des biens et des personnes notamment dans les secteurs économiques qui la concernent,

* dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux banques et aux établissements financiers, d'effectuer avec toutes personnes morales et physiques, tant en Algérie qu'à l'étranger, toutes opérations de banque et de crédit ainsi que les opérations connexes à ses activités,

* d'une façon générale elle peut effectuer, pour elle même, pour le compte de l'Etat ou des collectivités publiques et pour le compte des tiers ou en participation, toutes opérations financières, agricoles, commerciales ou industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement à ses activités ou à celles des caisses de mutualité agricole.

Art. 5. — Pour l'accomplissement de son objet, la caisse nationale s'appuie sur les caisses régionales et les caisses locales, et ce, sous sa garantie et sa responsabilité.

Par l'entremise des caisses régionales et des caisses locales, elle gère et coordonne les opérations liées aux différentes activités de la mutualité agricole, ayant comme objet essentiel de contribuer à la mise en œuvre de la promotion et du développement des secteurs de l'agriculture, des forêts, de la pêche, de l'aquaculture, de l'agro-alimentaire et des activités connexes.

Art. 6. — La caisse nationale peut adhérer ou s'affilier aux organisations et groupements professionnels, nationaux et internationaux.

Dans le cadre de son objet, elle peut entretenir des relations avec les organismes nationaux et étrangers.

Elle peut prendre des participations et des actions dans d'autres sociétés ou filiales, notamment lorsque ces entités visent par leur objet des services liés à son objet social.

Art. 7. — Le siège de la caisse nationale est fixé à Alger.

Art. 8. — Le capital social ne peut être inférieur à un million de dinars (1.000.000 DA). Il peut être augmenté sans limite.

CHAPITRE II

ORGANES DE LA CAISSE NATIONALE

Art. 9. — Les organes de la caisse nationale sont l'assemblée générale, le conseil d'administration et la direction générale.

Section 1

L'assemblée générale

Art. 10. — L'assemblée générale de la caisse nationale est composée des présidents de l'ensemble des caisses régionales.

Chaque caisse régionale dispose d'une seule voix.

Art. 11. — L'assemblée générale se réunit en session ordinaire une (1) fois par an. Elle peut se réunir en session extraordinaire à la demande soit des 2/3 au moins de ses membres, soit à celle du conseil d'administration, ou à celle du directeur général de la caisse nationale.

La convocation de l'assemblée générale est adressée par le directeur général.

Art. 12. — L'assemblée générale détient les prérogatives ci-après :

— élit, à bulletin secret, les membres du conseil d'administration;

— approuve le rapport d'activité présenté par le conseil d'administration;

— approuve le rapport du commissaire aux comptes;

— approuve les comptes de l'exercice écoulé;

— délibère et approuve les propositions de répartition des excédents de l'exercice écoulé;

— délibère et approuve le programme prévisionnel d'activité présenté par le conseil d'administration;

— délibère et approuve le règlement intérieur.

Art. 13. — L'assemblée générale ne peut délibérer valablement, qu'en présence de la majorité simple au moins de ses membres. A défaut de la majorité, la session est renvoyée à la quinzaine qui suit.

Lors de la seconde convocation, elle délibère valablement quelque soit le nombre des membres présents.

En session extraordinaire, l'assemblée générale ne peut délibérer valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) au moins de ses membres.

Section 2

Le conseil d'administration

Art. 14. — Le conseil d'administration est formé de neuf (9) administrateurs élus parmi les membres composant l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est élu pour un mandat de quatre (4) ans.

Art. 15. — Le conseil se réunit une (1) fois tous les deux (2) mois et chaque fois que la situation l'exige. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de partage égal de voix, celle du président est prépondérante.

Art. 16. — En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Lorsque le nombre d'administrateurs élus est devenu inférieur à cinq (5), le directeur général convoque l'assemblée générale en session extraordinaire qui procède à l'élection des administrateurs manquants.

Art. 17. — Les nominations effectuées en vertu de l'alinéa premier de l'article 16 précédent, sont soumises à l'approbation de la prochaine assemblée générale. A défaut d'approbation, les délibérations et les actes accomplis par le conseil d'administration, demeurent valables.

Les nouveaux administrateurs sont élus pour le temps restant du mandat en cours.

Art. 18. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice-président.

Art. 19. — Le conseil d'administration ne peut délibérer qu'en présence d'au moins cinq (5) de ses membres.

Art. 20. — Le conseil d'administration détient notamment les attributions ci-après :

- il délibère sur toutes les questions qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale ou du directeur général;

- il examine et vote les budgets prévisionnels, annuels ou pluriannuels de la caisse nationale;

- il examine et analyse les comptes annuels;

- il présente à l'assemblée générale, le rapport d'activité et les propositions des plans et programmes prévisionnels;

- il approuve l'organigramme de la caisse nationale ainsi que les organigrammes types des caisses régionales et des caisses locales;

- il approuve les conventions collectives liées aux personnels des caisses;

- il se prononce sur l'acquisition, la réalisation et l'aliénation des biens patrimoniaux;

- il examine, en tant que de besoin, le découpage territorial des caisses régionales et prend les décisions afférentes à la création, fusion, scission ou dissolution des dites caisses;

- il décide des subventions aux caisses régionales et aux caisses locales;

- il approuve les plans de placements, d'emprunts, d'achats et de ventes d'actions de participation ou de création de sociétés filiales;

- il examine et propose les règlements-type intérieurs des caisses.

Art. 21. — Le président a l'initiative des réunions du conseil d'administration, dont il fixe en liaison avec le directeur général, l'ordre du jour et la date.

Il préside également l'assemblée générale.

En cas d'empêchement, le vice-président le remplace dans ses fonctions.

Section 3

Le directeur général

Art. 22. — Le directeur général est nommé par décret pris sur proposition du ministre de l'agriculture, après avis du conseil d'administration.

Art. 23. — Le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 24. — Le directeur général assume toutes les prérogatives de gestion et détient tous les pouvoirs qui s'y rattachent.

A ce titre :

- il met en application les décisions du conseil d'administration;

- il représente la caisse nationale dans tous les actes de la vie civile et en justice;

- il peut déléguer partie de ses pouvoirs à ses proches collaborateurs;

- il détient les pouvoirs hiérarchiques sur l'ensemble du personnel de la caisse nationale, et exerce l'autorité fonctionnelle sur les directeurs des caisses régionales et des caisses locales.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 25. — L'exercice comptable est compris entre le 1er janvier et le 31 décembre de chaque année.

Art. 26. — Les ressources de la caisse comprennent notamment :

- les revenus de ses prestations;

- les revenus de ses capitaux et biens mobiliers et immobiliers;

- les dividendes de ses participations;

- les dons, legs et les subventions éventuelles.

Art. 27. — Les dépenses de la caisse comprennent notamment :

- les participations aux règlements des opérations et de services;
- les dépenses de fonctionnement;
- les dépenses d'investissement et d'équipement;
- les charges de fonctionnement des infrastructures socio-économiques;
- les subventions d'équilibre aux caisses régionales et locales.

Art. 28. — Les excédents sont dégagés lorsque les produits de l'exercice ont permis de couvrir toutes les charges y compris les dotations aux comptes d'amortissements et les provisions. Ils constituent le résultat excédentaire de l'exercice.

CHAPITRE IV

REGLES RELATIVES AUX ADMINISTRATEURS

Art. 29. — Nul ne peut être administrateur, s'il ne jouit pas de ses droits civiques, ou s'il a été condamné à une peine afflictive ou infamante.

Art. 30. — Les administrateurs sont rééligibles dans la limite d'âge de soixante cinq (65) ans.

Art. 31. — Tout administrateur de la caisse nationale qui perd la qualité de président de caisse régionale est considéré démissionnaire d'office.

Art. 32. — Les administrateurs de la caisse nationale ne peuvent cumuler plus de deux (2) mandats par ailleurs, y compris la qualité de gestionnaire.

Art. 33. — La démission d'un administrateur doit être faite par écrit au président du conseil d'administration qui en informe les autres membres.

Art. 34. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les administrateurs ne doivent pas effectuer des expertises, ni percevoir des honoraires, des rémunérations, des dons ou des présents de quelque nature que ce soit.

Toutefois, ils peuvent percevoir des indemnités pour le temps passé en cette qualité auprès de la caisse nationale et des missions commandées par elle. De même qu'ils sont remboursés des frais de déplacement et de séjour, suivant les barèmes et les conditions fixés par le règlement intérieur de la caisse nationale.

Art. 35. — Les administrateurs sont solidairement responsables des décisions prises durant leur mandat.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 36. — Il est établi un règlement intérieur de la caisse nationale.

Art. 37. — L'assemblée générale, convoquée en session extraordinaire, peut se prononcer sur la dissolution de la caisse nationale, notamment lorsque le capital social est devenu inférieur à la moitié de son plus haut niveau atteint depuis sa constitution.

Toutefois, la dissolution peut être différée pour un délai de deux (2) ans pour permettre la reconstitution du capital au niveau exigé.

Art. 38. — En cas de dissolution de la caisse nationale, l'actif net subsistant, après extinction du passif et remboursement du capital social, est dévolu aux caisses régionales sociétaires.

Dans le cas de perte de l'actif, les sociétaires ne sont responsables, que dans la limite de leur participation.

ANNEXE II

STATUTS-TYPE DES CAISSES REGIONALES DE MUTUALITE AGRICOLE

CHAPITRE I

OBJET-SIEGE-CAPITAL SOCIAL

Article 1er. — La caisse régionale de mutualité agricole par abréviation "CRMA" désignée ci-après la caisse régionale, est formée par des personnes morales qui adhèrent à ses statuts et souscrivent des parts à son capital social.

Les caisses locales de mutualité agricole accèdent, de plein droit à la qualité de sociétaire de la caisse régionale.

Art. 2. — Peuvent également accéder à la qualité de sociétaire, les personnes morales activant au niveau régional, notamment les coopératives agricoles, les coopératives de pêche, d'aquaculture, les offices, les unités, les groupements de pêche ou de transformation des produits de la mer, les organismes agricoles et forestiers ainsi que, tout organisme ayant une activité connexe au secteur agricole.

Outre les sociétaires qui y adhèrent, la caisse régionale peut admettre des tiers usagers.

Art. 3. — La durée de la caisse régionale est illimitée.

Art. 4. — La caisse régionale a pour objet, de faciliter et de garantir les opérations financières réalisées par les sociétaires et les usagers ainsi que, par les caisses locales qui lui sont affiliées.

La caisse régionale participe au développement de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et du monde rural, en apportant des services et des concours d'ordre financier au bénéfice de ses sociétaires.

A ce titre, elle est chargée de :

- * la pratique d'assurances des biens et des personnes dans les secteurs qui la concernent, conformément à la législation en vigueur,

- * la régulation et l'intermédiation financière entre la caisse nationale et ses sociétaires,

- * la concrétisation, sous la responsabilité de la caisse nationale, de concours financiers, d'aide et de soutien décidés par l'Etat ou d'autres institutions,

- * la mise en œuvre des opérations initiées par la caisse nationale.

Art. 5. — La caisse régionale exerce directement les activités de services en faveur de ses sociétaires et de ses usagers.

Elle prend en charge les opérations de ses sociétaires et celles dépassant la compétence des caisses locales.

Art. 6. — La caisse régionale assume les fonctions de centralisation des données financières et comptables des caisses locales sociétaires.

A ce titre, elle supervise la normalisation des structures, des outils de gestion, des produits et des charges et, s'assure du respect par ces caisses, des conditions techniques et des règles de gestion édictées par la caisse nationale.

Art. 7. — La caisse régionale peut prendre des participations et des actions dans d'autres sociétés ou filiales, notamment lorsque ces entités, visent par leurs objets, des services financiers liés à son objet social.

Art. 8. — La circonscription territoriale de la caisse régionale est définie comme suit.....

Art. 9. — Le siège de la caisse régionale est fixé à :

Il peut être transféré dans les limites de sa circonscription territoriale, sur décision de son assemblée générale, après avis de la caisse nationale.

Art. 10. — Le capital initial de la "caisse" est fixé à :

Il est réparti en parts sociales souscrites chacune pour une valeur nominale de cinq mille dinars (5000 DA).

Le capital social ne peut être inférieur au minimum de deux cent mille dinars (200.000 DA).

Les parts sociales constitutives sont souscrites exclusivement en numéraire et libérées intégralement.

CHAPITRE II

DES ORGANES DE LA CAISSE REGIONALE

Art. 11. — Les organes de la caisse régionale sont : l'Assemblée générale, le conseil d'administration, le directeur.

Section 1

Assemblée générale

Art. 12. — L'assemblée générale est constituée de l'ensemble des membres sociétaires de la caisse régionale.

Lors de la session de l'assemblée générale, le sociétaire mandate, soit le président du conseil d'administration s'agissant d'une caisse locale, soit un administrateur ou un cadre s'agissant d'une autre personne morale.

Chaque caisse locale dispose de quatre (4) voix. Les autres sociétaires ne disposent que d'une seule voix chacun.

Art. 13. — L'assemblée générale se réunit en session ordinaire une (1) fois par an. Elle peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que la situation l'exige.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée à la demande, soit des 2/3 au moins de ses membres, soit à celle du conseil d'administration, soit à celle du directeur de la caisse régionale après consultation de la caisse nationale.

La convocation de l'assemblée générale est adressée par le président.

Art. 14. — L'assemblée générale détient les prérogatives ci-après :

- élit, à bulletin secret, les membres du conseil d'administration;

- approuve le rapport d'activité présenté par le conseil d'administration;

- approuve le rapport du commissaire aux comptes;

- approuve les comptes de l'exercice écoulé;

- délibère et approuve les propositions de répartition des excédents de l'exercice écoulé;

- délibère et approuve le programme prévisionnel d'activité présenté par le conseil d'administration;

- approuve le règlement intérieur.

Art. 15. — L'assemblée générale ne peut délibérer valablement, qu'en présence de la majorité simple des voix représentées. A défaut de la majorité, la session est renvoyée à la quinzaine qui suit.

Lors de la seconde convocation, elle délibère valablement, quelque soit le nombre de voix représentées.

En session extraordinaire, l'assemblée générale ne peut délibérer valablement qu'en présence de deux tiers (2/3) des voix qui la composent.

Section 2

Le conseil d'administration

Art. 16. — Le conseil d'administration est composé de sept (7) administrateurs, dont quatre (4) sièges à pourvoir parmi les administrateurs des caisses locales.

Le conseil d'administration est élu pour un mandat de quatre (4) ans.

Art. 17. — Le conseil d'administration se réunit une (1) fois tous les deux mois et à chaque fois que la situation l'exige.

Les décisions sont prises à la majorité simple des administrateurs présents à la réunion. En cas de partage égal de voix, celle du président est prépondérante.

Art. 18. — En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Lorsque le nombre d'administrateurs élus est devenu inférieur à quatre, le directeur convoque l'assemblée générale en session extraordinaire qui procède à l'élection des administrateurs manquants.

Art. 19. — Les nominations effectuées en vertu de l'alinéa premier de l'article 18 précédent, sont soumises à l'approbation de la prochaine assemblée générale. A défaut d'approbation, les délibérations et les actes accomplis par le conseil d'administration demeurent valables.

Les administrateurs sont élus pour le temps restant du mandat en cours.

Art. 20. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres, un président et un vice-président.

Art. 21. — Le président a l'initiative des réunions du conseil d'administration, dont il fixe, avec le directeur, l'ordre du jour et la date.

Il préside également, l'assemblée générale.

Art. 22. — Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer qu'en présence d'au moins quatre (4) de ses membres.

Art. 23. — Le directeur assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 24. — Le conseil d'administration détient notamment les attributions ci-après :

— il délibère sur toutes les questions qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale ou du directeur,

— il examine et vote les budgets prévisionnels, annuels ou pluriannuels de la caisse régionale,

— il examine et analyse les comptes annuels,

— il présente à l'assemblée générale, le rapport d'activité, les propositions des plans et programmes prévisionnels d'activité,

— il se prononce sur l'acquisition, la réalisation et l'aliénation des biens patrimoniaux,

— il approuve les plans de placements, d'emprunts, d'achats et de ventes d'actions et de prise de participation.

Section 3

Le directeur

Art. 25. — Le directeur de la caisse régionale est nommé par le conseil d'administration qui le choisit sur la liste d'aptitude arrêtée préalablement par la caisse nationale de mutualité agricole.

Art. 26. — Le directeur ne peut en aucun cas cumuler ses fonctions avec un mandat d'administrateur d'une caisse régionale ou d'une caisse locale.

Art. 27. — Le directeur assume toutes les prérogatives de gestion et détient tous les pouvoirs qui s'y rattachent;

A ce titre :

— il met en application les décisions du conseil d'administration,

— il représente la caisse régionale dans tous les actes de la vie civile et en justice,

— il détient les pouvoirs hiérarchiques sur l'ensemble du personnel de la caisse régionale.

Il peut déléguer partie de ses pouvoirs à ses collaborateurs immédiats.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 28. — L'exercice comptable est compris entre le 1er janvier et le 31 décembre de chaque année.

Art. 29. — Les ressources de la caisse comprennent notamment :

— les revenus des prestations,

— les revenus de ses capitaux et biens mobiliers et

immobiliers,

- les dividendes de ses participations,
- les dons, legs et les subventions de toute nature.

Art. 30. — Les dépenses de la caisse comprennent notamment :

- les participations aux règlements des opérations et des services,
- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'investissement et d'équipement,
- les charges de fonctionnement des infrastructures socio-économiques.

Art. 31. — Les excédents sont dégagés, lorsque les produits de l'exercice ont permis de couvrir toutes les charges y compris les dotations aux comptes d'amortissements et de provisions. Ils constituent le résultat excédentaire de l'exercice.

Art. 32. — Les opérations relatives aux différentes activités de la "caisse", sont tenues en comptabilité distincte et séparée, suivant la nature de l'activité. Il en est de même pour l'arrêt des bilans qui y sont liés.

CHAPITRE IV

REGLES RELATIVES AUX ADMINISTRATEURS

Art. 33. — Nul ne peut être administrateur s'il ne jouit pas de ses droits civiques ou s'il a été condamné à une peine afflictive ou infamante.

Art. 34. — Les administrateurs sont rééligibles dans la limite d'âge de soixante cinq (65) ans.

Art. 35. — Tout administrateur qui viendrait à perdre la qualité ou les fonctions en vertu desquelles il fut élu est considéré démissionnaire d'office.

Art. 36. — Les administrateurs de la caisse régionale ne peuvent cumuler plus de deux mandats en dehors de la caisse y compris la qualité de gestionnaire.

Art. 37. — La démission d'un administrateur de la caisse régionale doit être faite par écrit, au président qui en informe le conseil d'administration pour décision.

Art. 38. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les administrateurs ne peuvent ni effectuer des expertises, ni percevoir des honoraires, des rémunérations, des dons ou des présents de quelque nature que ce soit.

Toutefois, ils peuvent percevoir des indemnités pour le temps passé en cette qualité auprès de la caisse régionale et des missions commandées par elle. De même qu'ils sont remboursés des frais de déplacement et de séjour, suivant

les barèmes et les conditions fixés par le règlement intérieur de la caisse régionale.

Art. 39. — Les administrateurs sont solidairement responsables des décisions prises durant leur mandat.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 40. — Le sociétaire ne peut se retirer qu'à partir du moment où il aura assaini entièrement sa situation à l'égard de la caisse régionale. Ses parts sociales ne lui sont remboursées que dans les conditions préalablement fixées.

Art. 41. — L'assemblée générale, convoquée en session extraordinaire, peut se prononcer sur la dissolution de la caisse régionale, notamment lorsque le capital social est devenu inférieur à la moitié de son plus haut niveau atteint depuis sa constitution.

Toutefois, la dissolution peut être différée à deux (2) ans pour permettre la reconstitution du capital au niveau exigé.

Art. 42. — En cas de dissolution, l'actif net subsistant après extinction du passif et remboursement du capital social, est dévolu soit à la caisse régionale relayant celle dissoute, soit aux caisses locales qui y adhèrent.

Dans le cas de perte de l'actif, les sociétaires ne sont responsables que dans les limites de leurs participations.

ANNEXE III

STATUTS-TYPE DES CAISSES LOCALES DE MUTUALITE AGRICOLE

CHAPITRE I

OBJET-SIEGE SOCIAL

Article. 1er. — La caisse locale de mutualité agricole, par abréviation "CLMA" désignée ci-après la caisse locale, est formée par des personnes physiques et morales exerçant leurs activités dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et connexes, qui adhèrent aux présents statuts et qui souscrivent des parts sociales leur conférant la qualité de sociétaire.

La caisse locale ne peut être formée que par quarante (40) sociétaires au moins.

Art. 2. — La durée de la caisse locale est illimitée.

Art. 3. — La caisse locale a pour objet de faciliter et de garantir les opérations financières effectuées par ses sociétaires, opérations qui sont liées directement ou

indirectement à la production agricole, forestière, halieutique, aquacole et autres activités connexes.

Elle peut réaliser les opérations d'assurances des biens et des personnes dans les secteurs qui la concernent, soit, pour son compte soit, en intermédiation avec la caisse régionale.

Elle peut développer, si elle est habilitée, des opérations financières en faveur de ses sociétaires et des tiers usagers.

Sous la responsabilité de la caisse nationale de mutualité agricole, elle est chargée de la concrétisation des concours financiers, d'aide et de soutien décidés par l'Etat ou d'autres institutions et de la mise en œuvre des opérations initiées par la caisse nationale.

Art. 4. — La caisse locale peut prendre des participations et des actions dans d'autres sociétés ou filiales notamment lorsque ces entités, visent par leurs objets un caractère de services financiers, en faveur du secteur agricole et des secteurs qui lui sont connexes.

Art. 5. — La circonscription territoriale de la caisse locale est délimitée comme suit.....

Art. 6. — Le siège de la caisse locale est fixé à

Il peut être transféré, à l'intérieur de sa circonscription territoriale, sur décision de l'assemblée générale.

CHAPITRE II

CAPITAL SOCIAL - SOCIETAIRES

Art. 7. — Le capital social de la caisse locale ne peut être inférieur à cent mille dinars (100.000 DA).

Le capital social initial est fixé à.....
..... dinars. Il est divisé en..... parts sociales de deux mille dinars (2.000 DA) chacune.

Il peut être augmenté sans limite.

Art. 8. — La qualité de sociétaire est ouverte, notamment aux :

- agriculteurs exploitants et propriétaires agricoles non exploitants,
- éleveurs sur sol et hors sol,
- exploitations forestières et de produits forestiers;
- professions agricoles et connexes à la production agricole,
- associations ou organisations professionnelles exerçant leurs activités dans le secteur agricole ou en milieu rural ainsi que dans le secteur de la pêche;
- coopératives formant l'environnement de la production agricole et halieutique;

— organismes, offices, établissements activant dans le secteur agricole, en milieu rural, dans la pêche et dans l'aquaculture;

— artisans ruraux, artisans pêcheurs exploitants et armateurs à la pêche artisanale non-exploitants;

— exploitants d'établissements d'élevage des produits de la mer;

— professionnels de la transformation des produits de la mer.

CHAPITRE III

DES ORGANES DE LA "CAISSE"

Art. 9. — Les organes de la caisse locale sont : l'assemblée générale, le conseil d'administration, le directeur.

Section 1

L'assemblée générale

Art. 10. — L'assemblée générale est constituée de tous les sociétaires régulièrement admis.

Chaque sociétaire dispose d'une seule voix.

Lors de la session de l'assemblée générale, le sociétaire peut donner mandat soit, à un de ses pairs soit à un tiers, s'agissant d'une personne physique, soit à un administrateur ou un cadre de l'entité s'agissant d'une personne morale.

Art. 11. — L'assemblée générale se réunit en session ordinaire une (1) fois par an et en session extraordinaire, chaque fois que la situation l'exige.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée, à la demande, soit des deux tiers (2/3) au moins de ses membres soit, à celle du conseil d'administration, soit à celle du directeur de la caisse locale après consultation de la caisse régionale.

La convocation à l'assemblée générale est adressée par le président.

Art. 12. — L'assemblée générale détient les prérogatives ci-après :

- élit, à bulletin secret, les membres du conseil d'administration,
- approuve le rapport d'activité présenté par le conseil d'administration,
- approuve le rapport du commissaire aux comptes,
- approuve les comptes de l'exercice écoulé,
- délibère et approuve les propositions de répartition des excédents de l'exercice écoulé,
- délibère et approuve le programme prévisionnel d'activité présenté par le conseil d'administration,
- approuve le règlement intérieur.

Art. 13. — L'assemblée générale ne peut délibérer valablement, qu'en présence de la majorité simple des voix représentées. A défaut de la majorité, la session est renvoyée à la quinzaine qui suit.

Lors de la seconde convocation, elle délibère valablement, quelque soit le nombre des membres présents.

En session extraordinaire, l'assemblée générale ne peut délibérer valablement qu'en présence de deux tiers (2/3) des membres qui la composent.

Section 2

Le conseil d'administration

Art. 14. — Le conseil d'administration est composé de cinq (5) administrateurs élus parmi les sociétaires.

Le conseil d'administration est élu pour un mandat de quatre (4) ans.

Art. 15. — Le conseil d'administration se réunit une (1) fois tous les deux mois et à chaque fois que la situation l'exige.

Les décisions sont prises à la majorité simple des administrateurs présents à la réunion. En cas de partage égal de voix, celle du président est prépondérante.

Art. 16. — En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Lorsque le nombre d'administrateurs élus est devenu inférieur à trois (3), le directeur convoque l'assemblée générale en session extraordinaire, qui doit procéder à l'élection des administrateurs manquants.

Art. 17. — Les nominations effectuées en vertu de l'alinéa premier de l'article 16 précédent, sont soumises à approbation de la prochaine assemblée générale. A défaut d'approbation, les délibérations et les actes accomplis par le conseil d'administration demeurent valables.

Les administrateurs sont élus pour le temps restant du mandat en cours.

Art. 18. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres, un président.

Le président a l'initiative des réunions du conseil d'administration dont il fixe avec le directeur l'ordre du jour et la date.

Il préside également l'assemblée générale.

Art. 19. — Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer, qu'en présence d'au moins trois (3)

de ses membres.

Art. 20. — Le directeur assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 21. — Le conseil d'administration détient notamment les attributions ci-après :

— il délibère sur toutes les questions qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale ou du directeur,

— il examine et vote les budgets prévisionnels de la caisse locale,

— il examine et analyse les comptes annuels,

— il présente à l'assemblée générale, le rapport d'activité,

— il se prononce sur l'acquisition, la réalisation et l'aliénation des biens patrimoniaux,

— il approuve les plans de placements, d'emprunts, d'achats et de ventes d'actions de participation aux sociétés filiales.

Section 3

Le directeur

Art. 22. — Le directeur de la caisse locale est nommé par le conseil d'administration qui le choisit sur la liste d'aptitude arrêtée préalablement par la caisse nationale de mutualité agricole.

Art. 23. — Le directeur ne peut en aucun cas cumuler ses fonctions avec un mandat d'administrateur d'une caisse régionale ou d'une caisse locale.

Art. 24. — Le directeur assume toutes les prérogatives de gestion et détient tous les pouvoirs qui s'y rattachent.

A ce titre :

— il met en application les décisions du conseil d'administration,

— il représente la caisse locale dans tous les actes de la vie civile et en justice,

— il détient les pouvoirs hiérarchiques sur l'ensemble du personnel de la caisse locale,

— il peut déléguer partie de ses pouvoirs à ses collaborateurs immédiats.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 25. — L'exercice comptable est compris entre le 1er janvier et le 31 décembre de chaque année.

Art. 26. — Les ressources de la caisse comprennent notamment :

— les revenus des prestations,

— les revenus de ses capitaux et biens mobiliers et immobiliers,

— les dividendes de ses participations,

— les dons, legs et les subventions de toute nature,

Art. 27. — Les dépenses de la caisse comprennent notamment :

— les participations aux règlements et opérations de services,

— les dépenses de fonctionnement,

— les dépenses d'investissements et d'équipements,

— les charges de fonctionnement des infrastructures socio-économiques.

Art. 28. — Les excédents sont dégagés lorsque les produits de l'exercice ont permis de couvrir toutes les charges y compris les dotations aux comptes d'amortissements et de provisions. Ils constituent le résultat excédentaire de l'exercice.

Art. 29. — Les opérations relatives aux différentes activités de la caisse locale, sont tenues en comptabilité distincte et séparée suivant la nature de l'activité. Il en est de même pour l'arrêt des bilans qui y sont liés.

CHAPITRE V

REGLES RELATIVES AUX ADMINISTRATEURS

Art. 30. — Nul ne peut être administrateur, s'il ne jouit pas de ses droits civiques, ou s'il a été condamné à une peine afflictive ou infamante.

Art. 31. — Les administrateurs sont rééligibles dans la limite d'âge de soixante cinq (65) ans.

Art. 32. — Tout administrateur qui perd sa qualité de sociétaire est considéré démissionnaire d'office.

Art. 33. — Les administrateurs de la caisse locale ne peuvent cumuler plus de deux mandats en dehors de la caisse, y compris la qualité de gestionnaire.

Art. 34. — La démission d'un administrateur de la caisse locale est faite, par écrit, au président qui en informe le conseil d'administration pour décision.

Art. 35. — Dans l'exercice de leurs fonctions, les administrateurs ne peuvent ni effectuer des expertises ni percevoir des honoraires, des rémunérations, des dons ou des présents de quelque nature que ce soit.

Toutefois, ils peuvent percevoir des indemnités pour le temps passé en cette qualité auprès de la caisse locale et des missions commandées par elle. De même, qu'ils sont

remboursés des frais de déplacement et de séjour, suivant les barèmes et les conditions fixés par le règlement intérieur de la caisse régionale.

Art. 36. — Les administrateurs sont solidairement responsables des décisions prises durant leur mandat.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 37. — Le sociétaire ne peut se retirer qu'à partir du moment où il aura assaini entièrement sa situation à l'égard de la caisse locale, ses parts sociales ne lui sont remboursées que dans les conditions préalablement fixées.

Art. 38. — Outre les sociétaires qui adhèrent, la caisse locale, peut admettre des tiers usagers susceptibles de bénéficier de ses services.

Art. 39. — L'assemblée générale, convoquée en session extraordinaire, peut se prononcer sur la dissolution de la caisse locale, notamment lorsque le capital social est devenu inférieur à la moitié de son plus haut niveau atteint, depuis sa constitution.

Toutefois, l'assemblée générale peut différer la dissolution à un délai de deux (2) ans durant lequel la caisse locale doit reconstituer le capital au niveau exigé.

Art. 40. — En cas de dissolution, l'actif net subsistant après extinction du passif et remboursement du capital social, est dévolu soit, aux caisses locales relayant la caisse dissoute, soit, à la caisse régionale d'adhésion.

Dans le cas de perte de l'actif, les sociétaires ne sont responsables que dans les limites des parts sociales souscrites.



Décret exécutif n° 95-98 du 1^{er} Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1^{er} avril 1995 relatif au fonds de garantie agricole.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre des finances ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu l'ordonnance n° 72-64 du 2 décembre 1972 portant institution de la mutualité agricole ;

Vu la loi n° 84-21 du 24 décembre 1984 portant loi de finances pour 1985, notamment son article 31 ;

Art. 3. — L'accès aux études en vue de l'obtention du diplôme de licence en langue et culture Amazighe est ouvert aux candidats titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent.

Art. 4. — Le contenu des enseignements, l'organisation et les conditions de déroulement des études sont fixés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 5. — Les enseignements composant le *curriculum* sont obligatoires.

Art. 6. — Pour être admis à poursuivre leurs études, les candidats au diplôme de licence en langue et culture Amazighe doivent satisfaire à des examens semestriels et/ou annuels.

Art. 7. — Pour être admis à se présenter aux examens, les candidats doivent avoir satisfait aux exigences de la scolarité.

Art. 8. — Les conditions d'organisation des examens en vue de l'obtention de la licence de langue et culture Amazighe sont précisées par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Art. 9. — Le diplôme de licence en langue et culture Amazighe est délivré par le ministre chargé de l'enseignement supérieur aux étudiants qui auront satisfait à l'ensemble des conditions de scolarité et ayant subi avec succès les examens prévus pour ce diplôme.

Art. 10. — A titre transitoire, en attendant la mise en place définitive du dispositif prévu ci-dessus, les études en vue de l'obtention du diplôme de licence en langue et culture Amazighe demeurent organisées conformément à la réglementation les régissant.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 97-150 du 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997 complétant le décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, fixant les statuts-types des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre elles.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 72-64 du 2 décembre 1972 portant institution de la mutualité agricole ;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 15 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995 fixant les statuts-type des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre elles.

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de compléter le décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, susvisé.

Art. 2. — Il est inséré dans les dispositions du décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, susvisé, un article 5 bis rédigé comme suit :

« Art. 5. bis. — A titre transitoire, l'administration de la caisse nationale de mutualité agricole «CNMA» et de chacune des caisses régionales créées en application de l'ordonnance n° 72-64 du 2 décembre 1972, susvisée, est confiée à des commissions provisoires d'administration.

Les commissions provisoires d'administration des caisses assument les prérogatives dévolues statutairement aux organes délibérants de celles-ci.

Lorsque la caisse est légalement constituée, conformément aux dispositions du présent décret, la commission provisoire d'administration cesse ses activités de plein droit.

Les modalités d'application du présent article seront précisées autant que de besoin, par arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Moharram 1418 correspondant au 10 mai 1997.

Ahmed OUYAHIA.

DECRETS

Décret exécutif n° 99-272 du 22 Chaâbane 1420 correspondant au 30 novembre 1999 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 1999.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 88-02 du 12 janvier 1988 relative à la planification ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999 ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998 relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 99-68 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999 portant modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat de l'année 1999 ;

Vu le décret exécutif n° 99-141 du 27 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 11 juillet 1999 portant modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat de l'année 1999 ;

Vu le décret exécutif n° 99-149 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999 portant modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat de l'année 1999 ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur l'exercice 1999 un crédit de cent quatre vingt dix millions de dinars (190.000.000 DA) et une autorisation de programme d'un milliard cent quarante millions de dinars (1.140.000.000 DA), applicables aux dépenses à caractère définitif (prévu par la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999), conformément au tableau "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur l'exercice 1999 un crédit de cent quatre vingt dix millions de dinars (190.000.000 DA) et une autorisation de programme d'un milliard cent quarante millions de dinars (1.140.000.000 DA), applicables aux dépenses à caractère définitif (prévu par la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999), conformément au tableau "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Chaâbane 1420 correspondant au 30 novembre 1999.

Smail HAMDANI.

ANNEXE

Tableau "A" - concours définitifs.

(En Milliers de DA)

SECTEURS	Montants annulés	
	C.P.	A.P.
Provision pour dépenses imprévues	190.000	1.140.000
TOTAL	190.000	1.140.000

Tableau "B" - concours définitifs.

(En Milliers de DA)

SECTEURS	Montants ouverts	
	C.P.	A.P.
Services productifs	40.000	40.000
Infrastructures économiques et administratives	150.000	—
Infrastructures socio-culturelles	—	1.100.000
TOTAL	190.000	1.140.000

Décret exécutif n° 99-273 du 22 Chaâbane 1420 correspondant au 30 novembre 1999 modifiant le décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995 fixant les statuts-type des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre elles.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995 fixant les statuts-type des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre elles ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier les dispositions du décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, susvisé, sont modifiées comme suit :

"Art. 2. — Les caisses de mutualité agricole sont formées par :

- les caisses régionales ;
- la caisse nationale constituée par les caisses régionales.

La caisse nationale garantit les caisses régionales dans tous leurs engagements envers les tiers.

La caisse nationale anime, coordonne et contrôle les activités, le fonctionnement et la gestion des caisses régionales".

Art. 3. — Les dispositions de l'article 8 de l'annexe I du décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, susvisé, sont modifiées comme suit :

"Art. 8. — Le capital social ne peut être inférieur à six cent millions de dinars (600.000.000 DA) divisé en parts sociales de cent mille dinars (100.000 DA) chacune.

Le capital social peut être augmenté sans limite".

Art. 4. — Les dispositions de l'article 1er de l'annexe II du décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, susvisé, sont modifiées comme suit :

"Article 1er. — La caisse régionale de mutualité agricole par abréviation "CRMA" désignée ci-après "la caisse régionale" est formée par des personnes physiques et morales exerçant leurs activités dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et connexes, qui adhèrent aux présents statuts et qui souscrivent des parts sociales leur conférant la qualité de sociétaire.

La caisse régionale ne peut être formée que par quarante (40) sociétaires au moins".

Art. 5. — Les dispositions de l'article 10 de l'annexe II du décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, susvisé, sont modifiées comme suit :

"Art. 10. — Le capital initial de la "caisse" est fixé à

Il est réparti en parts sociales souscrites chacune pour une valeur nominale de deux mille dinars (2.000 DA).

Les parts sociales constitutives sont souscrites exclusivement en numéraire et libérées intégralement.

Le capital social peut être augmenté sans limite".

Art. 6. — Les dispositions de l'annexe III du décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, susvisé, sont abrogées.

Toute référence à la caisse locale au niveau des dispositions du décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, susvisé, et de ses annexes I et II est abrogée.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Chaâbane 1420 correspondant au 30 novembre 1999.

Smaïl HAMDANI.

Voie maritime : Ports de : Djendjen (Jijel), Arzew (Oran).....

..... (le reste sans changement).....

Voie terrestre : Postes frontaliers : Aïn Guezzen et Tin-Zaouatine (wilaya de Tamanghasset), Bordj Badji Mokhtar (wilaya d'Adrar), Deb Deb (wilaya d'Illizi), Taleb El Larbi (wilaya d'El Oued).....

..... (le reste sans changement).....

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Chaoual 1423 correspondant au 18 décembre 2002.

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Saïd BARKAT

Le ministre des transports
et du développement rural

Abdelmalek SELLAL

Le ministre des finances

Mohamed TERBECHÉ

MINISTRE DES FINANCES

Arrêté du 18 Ramadhan 1423 correspondant au 23 novembre 2002 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).

Par arrêté du 18 Ramadhan 1423 correspondant au 23 novembre 2002, la caisse nationale de mutualité agricole par abréviation (CNMA) est agréée pour une période transitoire d'une (1) année, en application des dispositions de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 et du décret exécutif n° 96-267 du 18 Rabie El Aouel 1417 correspondant au 3 août 1996, pour pratiquer, par l'intermédiaire de ses caisses régionales et en faveur des personnes physiques et morales exerçant leurs activités dans les secteurs de l'agriculture de la pêche, de l'aquaculture et connexes, les opérations d'assurance définies et énumérées ci-dessous.

Le présent agrément est octroyé à la CNMA pour pratiquer les opérations d'assurance ci-après :

1. Accidents.

2. Maladies.

3. Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires)

3.1 - véhicules terrestres à moteur

6. Corps de véhicules maritimes et lacustres

6.1 - véhicules maritimes

6.1 . 2- véhicules maritimes pêche

7. Marchandises transportées

7.3 - Aériens

7.4 - Maritimes

8. Incendie, explosion et éléments naturels

8.1 - Incendies

8.3 - Tempête

8.4 - Eléments naturels autres que la tempête

9. Autres dommages aux biens

9.1 - Dégâts des eaux

9.2 - Bris de glace

9.3 - Vol

9.6 - Risques agricoles

9.6 .1 - Grêle

9.6 .4 - Mortalité du bétail

9.6 .5 - Mortalité des volailles et assimilées

9.6 .7 - Mortalité des autres animaux

9.6 .8 - Autres dommages agricoles

10. Responsabilité civile véhicules terrestres automoteurs

10.1 - Responsabilité civile véhicule

10.2 - Responsabilité civile transporteur

12. Responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres

12.1 - Responsabilité civile pour véhicules maritimes

13. Responsabilité civile générale

13.4 - Responsabilité civile construction

14. Crédits

15. Caution

27. Réassurance

Pendant la période de validité de l'agrément, la CNMA doit prendre toutes les dispositions tendant à rendre effective la séparation juridique et financière entre l'activité d'assurance et l'activité de banque.



Arrêté du 5 Chaoual 1423 correspondant au 9 décembre 2002 portant agrément de la mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture "MAATEC".

Par arrêté du 5 Chaoual 1423 correspondant au 9 décembre 2002 et en application des dispositions de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 et du décret exécutif n° 96-267 du 18 Rabie Aouel 1416 correspondant au 3 août 1996 la "Mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture" par abréviation (MAATEC) est agréée pour une période transitoire d'une année.

3 — corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;

4 — corps de véhicules ferroviaires ;

5 — corps de véhicules aériens ;

6 — corps de véhicules maritimes et lacustres ;

7 — marchandises transportées ;

8 — incendies, explosions et éléments naturels ;

9 — autres dommages aux biens ;

10 — responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs ;

11 — responsabilité civile des véhicules aériens ;

12 — responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres ;

13 — responsabilité civile générale ;

14 — crédits ;

15 — caution ;

16 — pertes pécuniaires diverses ;

17 — protection juridique ;

18 — assistance (assistance aux personnes en difficulté, notamment en cours de déplacement) ;

20 — vie - décès ;

21 — nuptialité - natalité ;

22 — assurances liées à des fonds d'investissement ;

24 — capitalisation ;

25 — gestion de fonds collectifs ;

26 — prévoyance collective.

Toute modification de l'un des éléments constitutifs du dossier portant demande d'agrément doit être soumise à l'accord préalable de l'administration de contrôle des assurances.



Arrêté du 26 Chaoual 1424 correspondant au 20 décembre 2003 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).

Par arrêté du 26 Chaoual 1424 correspondant au 20 décembre 2003 et en application des dispositions de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 relative aux assurances et du décret exécutif n° 96-267 du 18 Rabie El Aouel 1417 correspondant au 3 août 1996 fixant les conditions et modalités d'octroi d'agrément aux sociétés d'assurance et/ou de réassurance, l'agrément de la "caisse nationale de mutualité agricole", par abréviation CNMA, est reconduit pour une période transitoire d'une (1) année.

La caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) est agréée pour pratiquer, par l'intermédiaire de ses caisses régionales et en faveur des personnes physiques et morales exerçant leurs activités dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et connexes, les opérations d'assurance définies et énumérées ci-dessous.

1. Accidents.

2. Maladies.

3. Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) :

3.1 - Véhicules terrestres à moteur,

6. Corps de véhicules maritimes et lacustres :

6.1 - Véhicules maritimes ,

6.1 . 2- Véhicules maritimes de pêche.

7. Marchandises transportées :

7.3 - Aériens,

7.4 - Maritimes.

8. Incendies, explosions et éléments naturels :

8.1 - Incendies,

8.2 - Explosions,

8.3 - Tempête,

8.4 - Eléments naturels autres que la tempête.

9. Autres dommages aux biens :

9.1 - Dégâts des eaux,

9.2 - Bris de glace,

9.3 - Vol,

9.6 - Risques agricoles :

9.6 .1 - Grêle,

9.6 .2 - Gelée,

9.6 .3 - Sécheresse,

9.6 .4 - Mortalité du bétail,

9.6 .5 - Mortalité des volailles et assimilées,

9.6 .6 - Mortalité des abeilles,

9.6 .7 - Mortalité des autres animaux,

9.6 .8 - Autres dommages agricoles.

10. Responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs :

- 10.1 - Responsabilité civile véhicule,
- 10.2 - Responsabilité civile transporteur.

12. Responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres :

- 12.1 - Responsabilité civile des véhicules maritimes.

13. Responsabilité civile générale.**14. Crédits.****15. Caution.****27. Réassurance.**

Pendant la période de validité de l'agrément, la CNMA doit prendre toutes les dispositions tendant à rendre effective la séparation juridique et financière entre l'activité d'assurance et l'activité de banque.



Décision du Aouel Safar 1425 correspondant au 22 mars 2004 relative au délai d'acquittement de la vignette automobile pour 2004.

Le ministre des finances,

Vu l'ordonnance n° 76-103 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code du timbre, notamment son article 303 ;

Vu l'ordonnance n° 96-31 du 19 Chaâbane 1417 correspondant au 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997, notamment son article 46 ;

Vu la loi n° 97-02 du 2 Ramadhan 1418 correspondant au 31 décembre 1997 portant loi de finances pour 1998, notamment son article 29 ;

Vu la loi n° 03-22 du 24 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004, notamment son article 16 ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décide :

Article 1er. — La période de la débite de la vignette automobile pour 2004 est fixée du 3 mai 2004 au 2 juin 2004 à 16 heures.

Art. 2. — Le directeur général des impôts est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Safar 1425 correspondant au 22 mars 2004.

Abdelatif BENACHENHOU.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 28 Moharram 1425 correspondant au 20 mars 2004 portant modification et mise à jour de la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce.

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 97-39 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, modifié et complété, relatif à la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 97-41 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, modifié et complété, relatif aux conditions d'inscription au registre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 97-39 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de modifier et de mettre à jour la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce.

Art. 2. — La mise à jour de la nomenclature des activités économiques, visée à l'article 1er ci-dessus, est jointe en annexe de l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Moharram 1425 correspondant au 20 mars 2004.

Noureddine BOUKROUH.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003 fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

ANNEXE

N°	NOM ET PRENOMS	DIPLOME	GRADE UNIVERSITAIRE	UNIVERSITE D'ORIGINE
1	Nora Naït Bouda	Magister en physique	Maître-assistante	U.S.T.H.B
2	Yahia Moussaoui	Magister en chimie	Maître-assistant	
3	Ali Kafi	Magister en physique	Maître-assistant	
4	Abdelhamid Gougam	Magister en électronique	Maître-assistant, chargé de cours	Université de Boumerdès
5	Youcef Ouragh	DEA en mécanique	Maître-assistant	
6	Torkia Djouama	Magister en physique	Maître-assistante, chargée de cours	Université de Biskra

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du 19 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 29 janvier 2005 portant agrément de la SARL «ASGEN» en qualité de société de courtage d'assurance.

Par arrêté du 19 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 29 janvier 2005, la société à responsabilité limitée dénommée «ASGEN», gérée par M. Choudar Ahmed est agréée en qualité de société de courtage d'assurance, en application des dispositions du décret exécutif n° 95-340 du 6 Joumada Ethania 1416 correspondant au 30 octobre 1995 fixant les conditions d'octroi et de retrait d'agrément de capacités professionnelles, de rétributions et de contrôle des intermédiaires d'assurance.

Le présent agrément est octroyé à cette société pour pratiquer le courtage des opérations d'assurance ci-après :

- 1 - Accidents ;
- 2 - Maladies ;
- 3 - Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;
- 4 - Corps de véhicules ferroviaires ;
- 5 - Corps de véhicules aériens ;
- 6 - Corps de véhicules maritimes et lacustres ;
- 7 - Marchandises transportées ;
- 8 - Incendies, explosions et éléments naturels ;
- 9 - Autres dommages aux biens ;
- 10 - Responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs ;
- 11 - Responsabilité civile des véhicules aériens ;
- 12 - Responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres ;
- 13 - Responsabilité civile générale ;
- 14 - Crédits ;
- 15 - Caution ;
- 16 - Pertes pécuniaires diverses ;
- 17 - Protection juridique ;
- 18 - Assistance (assistance aux personnes en difficulté notamment au cours de déplacements) ;
- 20 - Vie - Décès ;
- 21 - Nuptialité - Natalité ;
- 22 - Assurances liées à des fonds d'investissements ;
- 24 - Capitalisation ;
- 25 - Gestion de fonds collectifs ;
- 26 - Prévoyance collective.

Toute modification de l'un des éléments constitutifs du dossier portant demande d'agrément doit être soumise à l'accord préalable de l'administration de contrôle des assurances.

-----★-----

Arrêté du 29 Rabie Ethani 1426 correspondant au 7 juin 2005 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).

Par arrêté du 29 Rabie Ethani 1426 correspondant au 7 juin 2005, «la caisse nationale de mutualité agricole», par abréviation CNMA, est agréée pour une période transitoire d'une (1) année, en application des dispositions du décret exécutif n° 96-267 du 18 Rabie El Aouel 1417 correspondant au 3 août 1996 fixant les conditions et modalités d'octroi d'agrément aux sociétés d'assurance et/ou de réassurance ;

La caisse nationale de mutualité agricole, par abréviation CNMA, est agréée pour pratiquer, par l'intermédiaire de ses caisses régionales et en faveur des personnes physiques et morales exerçant leurs activités dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et connexes, les opérations d'assurance définies et énumérées, ci-dessous :

Le présent agrément est octroyé à la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) pour pratiquer les opérations d'assurance ci-après :

- 1 - Accidents ;
- 2 - Maladies ;
- 3 - Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;
 - 3.1 - véhicules terrestres à moteur ;
- 6 - Corps de véhicules maritimes et lacustres ;
 - 6.1 - véhicules maritimes ;
 - 6.1.2 - véhicules maritimes de pêche ;
- 7 - Marchandises transportées ;
 - 7.3 - Aériens ;
 - 7.4 - Maritimes ;
- 8 - Incendies, explosions et éléments naturels ;
 - 8.1 - Incendies ;
 - 8.2 - Explosions ;
 - 8.3 - Tempête ;
 - 8.4 - Eléments naturels autres que la tempête ;

9 - Autres dommages aux biens ;

- 9.1 - Dégâts des eaux ;
- 9.2 - Bris de glace ;
- 9.3 - Vol ;
- 9.6 - Risques agricoles ;
- 9.6.1 - Grêle ;
- 9.6.2 - Gelée ;
- 9.6.3 - Sécheresse ;
- 9.6.4 - Mortalité du bétail ;
- 9.6.5 - Mortalité des volailles et assimilées ;
- 9.6.6 - Mortalité des abeilles ;
- 9.6.7 - Mortalité des autres animaux ;
- 9.6.8 - Autres dommages agricoles ;

10 - Responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs ;

- 10.1 - Responsabilité civile des véhicules ;
- 10.2 - Responsabilité civile du transporteur ;

12 - Responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres ;

- 12.1 - Responsabilité civile des véhicules maritimes ;

13 - Responsabilité civile générale ;**14 - Crédits ;****15 - Caution ;****27 - Réassurance.**

Pendant la période de validité de l'agrément, la CNMA doit prendre toutes les dispositions tendant à rendre effective la séparation juridique et financière entre l'activité d'assurance et l'activité de banque.

-----★-----

Arrêté du 6 Joumada El Oula 1426 correspondant au 13 juin 2005 portant agrément de l'EURL « CAP ASSURANCE » en qualité de société de courtage d'assurance.

Par arrêté du 6 Joumada El Oula 1426 correspondant au 13 juin 2005, l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée dénommée "CAP ASSURANCE", gérée par M. Seghier Lahouari est agréée en qualité de société de courtage d'assurance, en application des dispositions du décret exécutif n° 95-340 du 6 Joumada Ethania 1416 correspondant au 30 octobre 1995 fixant les conditions d'octroi et de retrait d'agrément de capacités professionnelles, de rétributions et de contrôle des intermédiaires d'assurance.

Le présent agrément est octroyé à cette société pour pratiquer le courtage des opérations d'assurance ci-après :

- 1 — accidents ;
- 2 — maladies ;
- 3 — corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;
- 4 — corps de véhicules ferroviaires ;
- 5 — corps de véhicules aériens ;

- 6 — corps de véhicules maritimes et lacustres ;
- 7 — marchandises transportées ;
- 8 — incendies, explosions et éléments naturels ;
- 9 — autres dommages aux biens ;
- 10 — responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs ;
- 11 — responsabilité civile des véhicules aériens ;
- 12 — responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres ;
- 13 — responsabilité civile générale ;
- 14 — crédits ;
- 15 — caution ;
- 16 — pertes pécuniaires diverses ;
- 17 — protection juridique ;
- 18 — assistance (assistance aux personnes en difficulté, notamment au cours de déplacements) ;
- 20 — vie-décès ;
- 21 — nuptialité — natalité ;
- 22 — assurances liées à des fonds d'investissements ;
- 24 — capitalisation ;
- 25 — gestion de fonds collectifs ;
- 26 — prévoyance collective.

Toute modification de l'un des éléments constitutifs du dossier portant demande d'agrément doit être soumise à l'accord préalable de l'administration de contrôle des assurances.

-----★-----

Arrêté du 6 Joumada El Oula 1426 correspondant au 13 juin 2005 portant agrément de la SARL «B&K CONSEIL, PLACEMENT ET COURTAGE» en qualité de société de courtage d'assurance.

Par arrêté du 6 Joumada El Oula 1426 correspondant au 13 juin 2005, la société à responsabilité limitée dénommée «B&K CONSEIL, PLACEMENT ET COURTAGE», gérée par M. Mahi Ali est agréée en qualité de société de courtage d'assurance, en application des dispositions du décret exécutif n° 95-340 du 6 Joumada Ethania 1416 correspondant au 30 octobre 1995 fixant les conditions d'octroi et de retrait d'agrément de capacités professionnelles, de rétributions et de contrôle des intermédiaires d'assurance.

Le présent agrément est octroyé à cette société pour pratiquer le courtage des opérations d'assurance ci-après :

- 1 — accidents ;
- 2 — maladies ;
- 3 — corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;
- 4 — corps de véhicules ferroviaires ;
- 5 — corps de véhicules aériens ;
- 6 — corps de véhicules maritimes et lacustres ;
- 7 — marchandises transportées ;
- 8 — incendies, explosions et éléments naturels ;
- 9 — autres dommages aux biens ;
- 10 — responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs ;
- 11 — responsabilité civile des véhicules aériens ;
- 12 — responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres ;
- 13 — responsabilité civile générale ;
- 14 — crédits ;
- 15 — caution ;

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du 8 Moharram 1428 correspondant au 27 janvier 2007 portant retrait d'agrément à la société "Al Rayan Insurance CO - SPA".

Par arrêté du 8 Moharram 1428 correspondant au 27 janvier 2007, est retiré à la société "Al Rayan Insurance CO - SPA" en application des dispositions de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances, l'agrément accordé par l'arrêté du 13 Chaâbane 1422 correspondant au 30 octobre 2001, modifié, portant agrément de la société "Al Rayan Insurance CO - SPA".

Tous les contrats souscrits par "Al Rayan Insurance CO - SPA" cessent de plein droit d'avoir effet au plus tard le dixième jour à midi, à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

-----★-----

Arrêté du 18 Moharram 1428 correspondant au 6 février 2007 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).

Par arrêté du 18 Moharram 1428 correspondant au 6 février 2007, la caisse nationale de mutualité agricole, par abréviation "CNMA", est agréée pour une période transitoire d'une année en application des dispositions de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances et du décret exécutif n° 96-267 du 18 Rabie El Aouel 1417 correspondant au 3 août 1996 fixant les conditions et modalités d'octroi d'agrément aux sociétés d'assurance et/ou de réassurance.

La caisse nationale de mutualité agricole "CNMA" est agréée pour pratiquer, par l'intermédiaire de ses caisses régionales et en faveur des personnes physiques et morales exerçant leurs activités dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et connexes, les opérations d'assurance définies et énumérées ci-dessous.

Le présent agrément est octroyé à la caisse nationale de mutualité agricole "CNMA" pour pratiquer les opérations d'assurance ci-après :

1 - Accidents ;

2 - Maladies ;

3 - Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires).

3.1 - Véhicules terrestres à moteur.

6 - Corps de véhicules maritimes et lacustres ;

6.1 - Véhicules maritimes ;

6.1.2 - Véhicules maritimes pêche.

7 - Marchandises transportées ;

7.3 - Aériens ;

7.4 - Maritimes.

8 - Incendie, explosion et éléments naturels ;

8.1 - Incendies ;

8.2 - Explosions ;

8.3 - Tempête ;

8.4 - Eléments naturels autres que la tempête.

9 - Autres dommages aux biens ;

9.1 - Dégâts des eaux ;

9.2 - Bris de glace ;

9.3 - Vol ;

9.6 - Risques agricoles ;

9.6.1 - Grêle ;

9.6.2 - Gelée ;

9.6.3 - Sécheresse ;

9.6.4 - Mortalité du bétail ;

9.6.5 - Mortalité des volailles et assimilées ;

9.6.6 - Mortalité des abeilles ;

9.6.7 - Mortalité des autres animaux ;

9.6.8 - Autres dommages agricoles.

10 - Responsabilité civile véhicules terrestres automoteurs ;

10.1 - Responsabilité civile véhicule ;

10.2 - Responsabilité civile transporteur.

12 - Responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres ;

12.1 - Responsabilité civile pour véhicules maritimes.

13 - Responsabilité civile générale ;

14 - Crédits ;

15 - Caution ;

27 - Réassurance.

Pendant la période de validité de l'agrément, la CNMA doit prendre toutes les dispositions tendant à rendre effective la séparation juridique et financière entre l'activité d'assurance et l'activité de banque.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du Aouel Ramadhan 1429 correspondant au 1er septembre 2008 mettant fin aux fonctions du directeur de cabinet du Chef du Gouvernement.

Par décret présidentiel du Aouel Ramadhan 1429 correspondant au 1er septembre 2008, il est mis fin aux fonctions de directeur de cabinet du Chef du Gouvernement, exercées par M. Hocine Meghlaoui.

-----★-----

Décret présidentiel du Aouel Ramadhan 1429 correspondant au 1er septembre 2008 mettant fin aux fonctions d'un chargé de mission auprès des services du Chef du Gouvernement.

Par décret présidentiel du Aouel Ramadhan 1429 correspondant au 1er septembre 2008, il est mis fin aux fonctions de chargé de mission auprès des services du Chef du Gouvernement, exercées par M. Mahdi Nouari, appelé à exercer une autre fonction

Décret présidentiel du Aouel Ramadhan 1429 correspondant au 1er septembre 2008 portant nomination du directeur de cabinet du Chef du Gouvernement.

Par décret présidentiel du Aouel Ramadhan 1429 correspondant au 1er septembre 2008, M. Mahdi Nouari est nommé directeur de cabinet du Chef du Gouvernement.

-----★-----

Décret présidentiel du Aouel Ramadhan 1429 correspondant au 1er septembre 2008 portant nomination d'un directeur d'études auprès des services du Chef du Gouvernement.

Par décret présidentiel du Aouel Ramadhan 1429 correspondant au 1er septembre 2008, M. Abdellah Bousba est nommé directeur d'études auprès des services du Chef du Gouvernement.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du 4 Joumada Ethania 1429 correspondant au 8 juin 2008 portant agrément de la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA).

Par arrêté du 4 Joumada Ethania 1429 correspondant au 8 juin 2008, est reconduit pour une période transitoire d'une (1) année, en application des dispositions de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances et du décret exécutif n° 96-267 du 18 Rabie El Aouel 1417 correspondant au 3 août 1996, modifié et complété, fixant les conditions et modalités d'octroi d'agrément aux sociétés d'assurance et/ou de réassurance l'agrément de la caisse nationale de mutualité agricole, par abréviation (CNMA).

La caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) est agréée pour pratiquer, par l'intermédiaire de ses caisses régionales et en faveur des personnes physiques et morales exerçant leurs activités dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et connexes, les opérations d'assurance définies et énumérées ci-après :

- 1 – accidents ;
- 2 – maladies ;
- 3 – corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;
 - 3.1 – véhicules terrestres à moteur ;
- 6 – corps de véhicules maritimes et lacustres ;
 - 6.1 – véhicules maritimes ;
 - 6.1.2 véhicules maritimes pêche ;
- 7 – marchandises transportées ;
 - 7.3 – aériens ;
 - 7.4 – maritimes ;
- 8 – incendies, explosions et éléments naturels ;
 - 8.1 – incendies ;
 - 8.2 – explosions ;
 - 8.3 – tempête ;
 - 8.4 – éléments naturels autres que la tempête ;
- 9 – autres dommages aux biens ;
 - 9.1 – dégâts des eaux ;
 - 9.2 – bris de glace ;
 - 9.3 – vol ;

9.6 – risques agricoles ;

9.6.1 – grêle ;

9.6.2 – gelée ;

9.6.3 – sécheresse ;

9.6.4 – mortalité du bétail ;

9.6.5 – mortalité des volailles et assimilées ;

9.6.6 – mortalité des abeilles ;

9.6.7 – mortalité des autres animaux ;

9.6.8 – autres dommages agricoles ;

**10 – responsabilité civile des véhicules terrestres
automoteurs ;**

10.1 – responsabilité civile véhicule ;

10.2 – responsabilité civile transporteur ;

**12 – responsabilité civile des véhicules maritimes et
lacustres ;**

12.1 – responsabilité civile pour véhicules maritimes ;

13 – responsabilité civile générale ;

14 – crédits ;

15 – caution ;

27 – réassurance.

Pendant la période de validité de l'agrément, la CNMA doit prendre toutes les dispositions tendant à rendre effective la séparation juridique et financière entre l'activité d'assurance et l'activité de banque par la mise en conformité de son statut.

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

Arrêté du 27 Rajab 1429 correspondant au 30 juillet 2008 portant modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de recours instituée par le décret exécutif n° 07-390 du 3 Dhou El Hidja 1428 correspondant au 12 décembre 2007 fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de commercialisation de véhicules automobiles neufs.

— — — —

Le ministre de l'industrie et de la promotion des investissements,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 07-390 du 3 Dhou El Hidja 1428 correspondant au 12 décembre 2007 fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de commercialisation de véhicules automobiles neufs ;

Vu le décret exécutif n° 08-100 du 17 Rabie El Aouel 1429 correspondant au 25 mars 2008 fixant les attributions du ministre de l'industrie et de la promotion des investissements ;

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 10 du décret exécutif n° 07-390 du 3 Dhou El Hidja 1428 correspondant au 12 décembre 2007, susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de recours.

Art. 2. — La commission se réunit au siège du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements sur convocation de son président.

La convocation est adressée par tout moyen approprié à chaque membre sept (7) jours avant la date fixée pour la réunion, en cas de nécessité ce délai peut être réduit à trois (3) jours.

Les dossiers de recours soumis à la commission, sont présentés séance tenante par le secrétaire de séance et peuvent être consultés par les membres de la commission.

Une fiche de synthèse est établie pour chaque recours et remise aux membres séance tenante.

Art. 3. — La commission est dotée d'un secrétariat technique.

Le secrétariat technique a pour mission :

— d'enregistrer les recours réceptionnés ;

— d'adresser les convocations aux membres sous la signature du président de la commission ;

— de présenter les recours introduits par les opérateurs économiques ;

— d'élaborer les procès-verbaux des réunions ;

— de recueillir et conserver toutes documentations et informations utiles au fonctionnement de la commission.

Art. 4. — La présence des membres de la commission expressément désignés est nécessaire, aucun mandat ne peut être donné à un autre membre pour se faire représenter.

La commission de recours ne peut siéger que si les deux tiers (2/3) des membres sont présents.

Art. 5. — La commission délibère par consensus autant que possible.

En cas de divergences, le président de la commission procède au vote.

Dans ce cas, les délibérations de la commission sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Art. 6. — La commission peut confier toute mission ou tâche spécifique à un ou à plusieurs de ses membres, elle peut également faire appel, à toute personne susceptible de l'éclairer par ses compétences et l'aider dans ses délibérations.

ANNONCES ET COMMUNICATIONS

BANQUE D'ALGERIE

Règlement n° 05-02 du 24 Moharram 1426 correspondant au 5 mars 2005 modifiant et complétant le règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995 portant dérogation en faveur de la caisse nationale de la mutualité agricole "CNMA" pour effectuer des opérations de banque.

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie,

Vu l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, notamment ses articles 62, 63, 64, 65, 78, 88, 89, 90 ;

Vu le décret présidentiel du 10 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 2 juin 2001 portant nomination du Gouverneur et des vice-Gouverneurs de la Banque d'Algérie ;

Vu le décret présidentiel du 10 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 2 juin 2001 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Banque d'Algérie ;

Vu le règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995 portant dérogation en faveur de la Caisse nationale de la mutualité agricole "CNMA" pour effectuer des opérations de banque ;

Vu le règlement n° 04-01 du 12 Moharram 1425 correspondant au 4 mars 2004 relatif au capital minimum des banques et établissements financiers exerçant en Algérie ;

Après délibération du Conseil de la monnaie et du crédit en date du 5 mars 2005 ;

Promulgue le règlement dont la teneur suit :

Article 1er. — Le présent règlement a pour objet de modifier et de compléter le règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995 susvisé.

Art. 2. — *L'article 3* du règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 3. — La caisse nationale de mutualité agricole "CNMA" est autorisée dans le cadre de la mise en œuvre du présent règlement à créer une société par actions ayant pour objet social exclusif l'exercice des opérations de banque".

Art. 3. — *L'article 4* du règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995, susvisé, est modifié et complété comme suit :

"Art. 4. — Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 3 ci-dessus, la société par actions est soumise, dans sa fondation et son fonctionnement, à la législation et la réglementation bancaire en vigueur.

La société est autorisée à effectuer les opérations de banque prévues par la loi, à l'exclusion des opérations de change et de commerce extérieur".

Art. 4. — Le présent règlement sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Moharram 1426 correspondant au 5 mars 2005.

Mohammed LAKSACI.

**Décret exécutif du 29 Ramadhan 1415
correspondant au 1er mars 1995 portant
nomination d'un inspecteur au ministère
du tourisme et de l'artisanat.**

Par décret exécutif du 29 Ramadhan 1415 correspondant au 1er mars 1995, M. Mohamed Bekkouche est nommé inspecteur au ministère du tourisme et de l'artisanat.

**Décret exécutif du 1er décembre 1991 portant
nomination de directeurs d'études auprès
des services du Chef du Gouvernement
(rectificatif).**

J.O n° 64 du 11 décembre 1991

Page 1993 - 1ère colonne - 29ème ligne

Au lieu de : Khemissi

Lire : Khemici

(Le reste sans changement).

ANNONCES ET COMMUNICATIONS

BANQUE D'ALGERIE

**Règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415
correspondant au 28 février 1995 portant
dérogation en faveur de la caisse nationale
de mutualité agricole "CNMA" pour
effectuer des opérations de Banque.**

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie,

Vu la loi n° 90-10 du 14 avril 1990, relative à la monnaie et au crédit, notamment ses articles 44, 45, 47, 91, 95, 110, 114, 115, 123, 126, 129, 130, 136, 137, 139, 140, et 162;

Vu le décret présidentiel du 21 juillet 1992 portant nomination du Gouverneur de la Banque d'Algérie;

Vu les décrets présidentiels du 14 mai 1990 portant nomination de vice-Gouverneurs de la Banque centrale d'Algérie;

Vu le décret exécutif du 1er juillet 1991 portant désignation de membres titulaires et suppléants au conseil de la monnaie et du crédit;

Vu le règlement n° 90-01 du 4 juillet 1990 relatif au capital minimum des banques et des établissements financiers exerçant en Algérie;

Vu le règlement n° 91-09 du 14 août 1991 fixant les règles prudentielles de gestion des banques et établissements financiers;

Vu le règlement n° 92-04 du 22 mars 1992 relatif au contrôle des changes;

Vu le règlement n° 92-05 du 22 mars 1992 concernant les conditions que doivent remplir les fondateurs, dirigeants et représentants des banques et établissements financiers;

Vu le règlement n° 92-08 du 17 novembre 1992 portant plan de comptes bancaire et règles comptables applicables aux banques et aux établissements financiers;

Vu le règlement n° 92-09 du 17 novembre 1992 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des banques et des établissements financiers;

Vu le règlement n° 93-01 du 3 janvier 1993 fixant les conditions de constitution de banque et d'établissement financier et d'installation de succursale de banque et d'établissement financier étranger;

Vu le règlement n° 93-03 du 4 juillet 1993 modifiant et complétant le règlement n° 90-01 du 4 juillet 1990 relatif au capital minimum des banques et des établissements financiers exerçant en Algérie;

Vu la demande formulée par la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) en date du 4 janvier 1995;

Après délibération du conseil de la monnaie et du crédit en date du 28 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995;

Promulgue le règlement dont la teneur suit :

Article 1er. — Le présent règlement a pour objet, en application de l'article 123 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990, susvisée, de consentir une dérogation à la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), pour exercer les activités de banque en faveur de la clientèle des secteurs agricoles productifs, de l'élevage, des forêts et de la pêche.

Art. 2. — Au sens du présent règlement, il faut entendre par "activités de banque", les opérations de banques définies aux articles 110 à 113 ainsi que, les activités connexes décrites aux articles 117 et 118 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990, susvisée.

Art. 3. — La caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) peut, sous son contrôle, faire effectuer, par les structures mutuelles (caisses locales et régionales), certaines des opérations de banques visées à l'article 2 ci-dessus.

La caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) demeure seule responsable, devant les autorités monétaires, de l'application et du strict respect de la réglementation bancaire en vigueur.

Art. 4. — Pour la mise en œuvre des dispositions ci-dessus, la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) est tenue de :

— mettre en conformité son capital social qui doit, au terme de la cinquième année, représenter le capital minimum fixé par le règlement n° 90-01 du 4 juillet 1990, modifié et complété, relatif au capital minimum des banques et des établissements financiers exerçant en Algérie;

— procéder, dès promulgation du présent règlement, aux formalités légales et réglementaires pour porter son capital à hauteur de 125 millions de DA représentant le quart (1/4) du capital minimum exigé à cet effet;

— désigner deux (2) commissaires aux comptes en application de l'article 162 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990, susvisée;

— veiller à l'application et au respect des dispositions du règlement n° 92-05 du 22 mars 1992 concernant les conditions que doivent remplir les fondateurs, dirigeants et représentants des banques et établissements financiers et plus particulièrement celles relatives aux conditions requises pour les cadres responsables;

— établir les états comptables et financiers spécifiques à l'activité de banque. Il sera à cet effet, fait application du règlement n° 92-08 du 17 novembre 1992 portant plan de comptes bancaire et règles comptables applicables aux banques et établissements financiers ainsi que le règlement n° 92-09 du 17 novembre 1992 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des banques et des établissements financiers;

— veiller à l'application et au respect des règles prudentielles de gestion des banques et établissements financiers telles que fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 5. — Le présent règlement entre en vigueur, dès sa publication dans les conditions fixées par l'article 47 de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990, susvisée.

Fait à Alger, le 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995.

Abdelwahab KERAMANE.

ANNONCES ET COMMUNICATIONS

BANQUE D'ALGERIE

Règlement n° 09-07 du 23 Dhou El Hidja 1430 correspondant au 10 décembre 2009 modifiant le règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995, modifié et complété, portant dérogation en faveur de la caisse nationale de mutualité agricole « CNMA » pour effectuer des opérations de banque.

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie,

Vu l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, notamment ses articles 62, 63, 64, 65, 71, 88, 89, 90 ;

Vu le décret présidentiel du 10 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 2 juin 2001 portant nomination du Gouverneur et de vice-gouverneurs de la Banque d'Algérie ;

Vu le décret présidentiel du 10 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 2 juin 2001 portant nomination de membres du conseil d'administration de la Banque d'Algérie ;

Vu le décret présidentiel du 26 Chaâbane 1423 correspondant au 2 novembre 2002 portant nomination d'un membre du conseil d'administration de la Banque d'Algérie ;

Vu le décret présidentiel du 24 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 14 janvier 2004 portant nomination des membres du conseil de la monnaie et du crédit de la Banque d'Algérie ;

Vu le décret présidentiel du 5 Joumada El Oula 1427 correspondant au 1er juin 2006 portant nomination d'un vice-gouverneur de la Banque d'Algérie ;

Vu le règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995, modifié et complété, portant dérogation en faveur de la caisse nationale de mutualité agricole « CNMA » pour effectuer des opérations de banque ;

Vu le règlement n° 08-04 du 25 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 23 décembre 2008 relatif au capital minimum des banques et établissements financiers exerçant en Algérie ;

Après délibération du conseil de la monnaie et du crédit en date du 10 décembre 2009 ;

Promulgue le règlement dont la teneur suit :

Article 1er. — Le présent règlement a pour objet de modifier le règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — L'article 4 du règlement n° 95-01 du 27 Ramadhan 1415 correspondant au 28 février 1995, modifié et complété, susvisé, est modifié comme suit :

"Art. 4. — Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 3 ci-dessus, la société par actions est soumise, dans sa fondation et son fonctionnement, à la législation et la réglementation bancaires en vigueur.

La société est autorisée à effectuer les opérations de banque dévolues aux établissements financiers tel que prévu par l'article 71 de l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003, susvisée, à l'exclusion des opérations de change et de commerce extérieur ».

Art. 3. — Toutes les dispositions contraires au présent règlement sont abrogées.

Art. 4. — Le présent règlement sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Dhou El Hidja 1430 correspondant au 10 décembre 2009.

Mohammed LAKSACI.

Décision n° 11-01 du 29 Safar 1432 correspondant au 3 février 2011 portant publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie.

— — — — —

Le gouverneur de la Banque d'Algérie,

Vu l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003, modifiée et complétée, relative à la monnaie et au crédit, notamment son article 93 ;

Vu le décret présidentiel du 10 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 2 juin 2001 portant nomination du gouverneur et de vice-gouverneurs de la Banque d'Algérie ;

Vu le décret présidentiel du 5 Joumada El Oula 1427 correspondant au 1er juin 2006 portant nomination d'un vice-gouverneur de la Banque d'Algérie ;

Décide :

Article unique — En application des dispositions de l'article 93 de l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003, modifiée et complétée, susvisée, il est publié, au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, la liste des banques ainsi que la liste des établissements financiers agréés en Algérie au 2 janvier 2011, annexées à la présente décision.

Fait à Alger, le 29 Safar 1432 correspondant au 3 février 2011.

Mohammed LAKSACI.

— — — — —

ANNEXE I

Liste des banques agréées au 2 janvier 2011

- Banque extérieure d'Algérie ;
- Banque nationale d'Algérie ;
- Crédit populaire d'Algérie ;
- Banque de développement local ;
- Banque de l'agriculture et du développement rural ;

— Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Banque) ;

— Banque Al Baraka d'Algérie ;

— City Bank N.A Algeria « Succursale de banque » ;

— Arab Banking Corporation-Algeria ;

— Natixis - Algérie ;

— Société générale-Algérie ;

— Arab Bank PLC-Algeria « Succursale de banque » ;

— BNP Paribas Al-Djazaïr ;

— Trust Bank-Algeria ;

— The Housing Bank For Trade and Finance-Algeria ;

— Gulf Bank Algérie ;

— Fransabank Al-Djazaïr ;

— Calyon-Algérie.

— H.S.B.C-Algeria « Succursale de banque » ;

— Al Salam Bank-Algeria.

— — — — —

ANNEXE II

Liste des établissements financiers agréés au 2 janvier 2011

- Société de refinancement hypothécaire ;
- Société financière d'investissement, de participation et de placement - SPA - « Sofinance - SPA » ;
- Arab Leasing Corporation ;
- Maghreb Leasing Algérie ;
- Cétélem Algérie ;
- Caisse nationale de mutualité agricole « Etablissement financier ».